

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12601 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 4-LUNDI 5 AOUT 1985

Séoul 1988 : les J.O. de la détente ?

La décision de l'URSS de participer aux Jeux olympiques de 1988 à Séoul - si elle devait être confirmée - ne serait pas, en elle-même, tout à fait inattendue, même si Moscou s'entretient pas de relations diplomatiques avec la Corée du Sud. Depuis plusieurs mois, les Soviétiques manifestent, directement ou indirectement, des dispositions favorables à cet égard (le Monde des 14 et 15 avril). Ils ont, notamment, envoyé des sportifs dans la capitale sud-coréenne pour des exhibitions de patinage. Leurs visites ont été d'autant plus remarquées, que, après la destruction d'un Boeing de Korean Airlines par la chasse soviétique le 1^{er} septembre 1983, les relations entre Séoul et Moscou étaient tombées en dessous de zéro.

Plusieurs raisons peuvent expliquer l'attitude des Soviétiques. Le point de vue de leurs alliés européens d'abord, qui, déjà privés d'Olympiades en 1984 à Los Angeles, ne souhaitent pas leur frustration à l'idée de se voir imposer le même sacrifice en 1988.

Moscou tient sans doute compte, d'autre part, des intentions de Pékin. La Chine n'entretient pas, elle non plus, de relations diplomatiques avec la Corée du Sud, mais les touristes officiels - sportifs, entre autres - ne sont multipliés depuis plus d'un an entre les deux pays, et l'on s'attend très généralement que des athlètes chinois prennent part, à Séoul aussi, aux Jeux asiatiques de 1986. Leur présence aux Jeux olympiques de 1988 est donc jugée vraisemblable.

Ce qui est beaucoup plus surprenant, c'est que les autorités soviétiques annoncent si tôt leur intention - alors qu'elles n'ont pas obligation de le faire avant plus de deux ans.

Le problème, en effet, vient moins du fait que l'URSS et la Corée du Sud n'ont pas de relations diplomatiques que de l'opposition manifestée par la Corée du Nord - alliée de l'Union soviétique - à l'organisation des Jeux à Séoul. Moscou peut-il répondre à l'invitation des Sud-Coréens contre l'avis de Pyongyang ?

Sans doute un dialogue s'est-il instauré cette année entre les deux Corées - qui s'est, même étendu récemment au domaine sportif, le Nord ayant proposé au Sud d'organiser conjointement les Jeux de 1988.

Mais c'est ici que de graves incertitudes politiques demeurent. Que le dialogue entre les deux Corées progresse effectivement et Pyongyang ne pourra s'effrayer de la venue à Séoul d'équipes en provenance des pays socialistes, ses alliés. Qui, cependant, peut dire aujourd'hui si les contacts à peine ébauchés jusqu'à présent entre le Nord et le Sud porteront leurs fruits d'ici à 1988 ?

Autre sujet de préoccupation : la situation intérieure en Corée du Sud. Est-il concevable que des Jeux olympiques véritablement internationaux aient lieu à Séoul en 1988 si le pouvoir est alors plongé dans un affrontement avec ses adversaires, parlementaires, étudiants et ouvriers ?

Or il sera difficile de calmer le jeu sans de gros efforts sur ce terrain, car 1988 est également l'année où un successeur devra être désigné - selon des modalités d'ores et déjà à peine discutées entre le régime et l'opposition - au président Chun Doo Hwan.

ALAIN JACOB.
[Le Comité international olympique (CIO) a fait savoir, vendredi 2 août, par son porte-parole qu'il n'avait pas été officiellement averti par les Soviétiques de leur participation aux Jeux olympiques de Séoul, contrairement à ce que M. Zaslavski, porte-parole du comité central du Parti communiste soviétique avait affirmé dans une interview à l'agence japonaise Kyodo (nos dernières éditions).]

Le malaise des fonctionnaires

Traités de « nantis » et de « bureaucrates »
touchés par la politique de rigueur
les serviteurs de l'Etat sont en quête de réhabilitation

A première vue, tous les ingrédients sont réunis pour que la « rentrée » soit morose dans la fonction publique. Si l'on en croit le projet de budget 1986, celui-ci va en effet être de nouveau en première ligne dans la politique de rigueur : les effectifs de fonctionnaires devraient diminuer de cinq mille - on avait avancé, il est vrai, le nombre de dix mille - et la hausse en niveau des salaires ne devrait guère dépasser les 3,4 % prévus pour le glissement des prix, ce qui n'autoriserait aucun relèvement des traitements.

ON EN A MARRE...
DU MALAISE DES FONCTIONNAIRES...



Et les fonctionnaires - ils sont deux millions et demi environ - souffrent du portrait que l'on fait généralement d'eux. Si l'on en croit une récente enquête, non encore divulguée, ils voudraient qu'on les considère comme des spécialistes au service du public.

La toile de fond est sombre mais M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, affiche une relative sérénité, conforme au profil de luttreur qu'il s'est forgé à travers plusieurs postes ministériels. M. Le Garrec ne cultive pas le

détachement. Tout au contraire. Il travaille sur la partie non immergée de « l'iceberg fonction publique », celle qui est la moins spectaculaire mais qui, dans son esprit, est la plus porteuse de changements. Ainsi, le statut de la fonction publique entre-t-il dans la réalité : vingt-neuf décrets ont déjà été publiés, deux vont l'être et les trois derniers sont dans leur phase ultime d'élaboration. Quant à l'accord salarial fonction publique il s'applique.

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 14.)

Avec ce numéro
LE MONDE
AUJOURD'HUI
Retraités de choc
Des atouts dans les mains
des plus de soixante ans
L'Orient vu par la littérature
occidentale

CHILI
La démission
d'un membre de la junte
(Page 3)
COTE-D'IVOIRE
L'encyclopédie du Vieux Pêcheur
(Page 6)
GUADELOUPE
Les politiques
face au mal de vivre
(Page 7)

LE QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE D'HIROSHIMA

Les temps modernes

par PAUL-JEAN FRANCESCHINI

Le quarantième anniversaire d'Hiroshima va être célébré le 6 août, d'abord, cela va sans dire, au Japon, où la plus superlatrice, puis on continuera à y « mourir de la bombe ». Le souvenir des deux villes torturées - Nagasaki fut attaquée trois jours plus tard - va ranimer un peu partout l'angoisse et, parfois, la colère, des « anti-nucléaires » et des « pacifistes », qui annoncent de nombreuses manifestations.

C'est l'occasion de s'interroger sur la signification de cet événement, et plus particulièrement de l'horreur à la bombe, qui, depuis quarante ans, zèbre à jamais l'histoire des hommes. Comme le rappelle notre correspondant au Japon, Roland-Pierre Parigot, la double raid a abrégé la deuxième guerre mondiale et - c'est paradoxal, mais probable - épargné des vies humaines. Au-delà de son aspect proprement militaire, il a ouvert les temps modernes.

Cela ne tient nullement aux destructions - de l'horreur à la pitié - que soulève le récit de cette opération terrible, car jamais un homme, d'un seul geste, n'avait tué tant de ses semblables. Pas davantage à ses conséquences médicales à long terme, décrites ici par un expert. L'atrocité est, depuis toujours, insoutenable dans l'histoire humaine. Ni les dix mille crucifiés d'Alexandre sur la plage de Tyr ni les brûlés vifs de Dreda n'auraient l'agonie plus douce que les victimes d'Hiroshima. Mais leurs bourreaux ignoraient encore l'innovation fondamentale, l'invention suprême qui est la possibilité de détruire, en un instant de fureur, la planète et tous ses habitants. Depuis la « petite bombe » de 1945, les arsenaux nucléaires regorgent d'engins si puissants que le mot absurde d'« overkill » est entré dans la langue des experts pour désigner une « surcapacité » de tuer.

Du même coup, le fantôme de la guerre absolue a enfanté la dissuasion, c'est-à-dire la paix par la peur. Evénement incalculable et qui déroute ses conséquences chaque jour. Jusque dans la politique intérieure

française, où M. Mitterrand, parce qu'il a la « clé de la bombe », ne dissuade pas seulement l'ennemi potentiel de lancer contre la France une opération trop coûteuse, mais exerce une subtile pression sur les « cohabitants » de demain.

Arme à la fois abominable et bienfaisante, la bombe a fini par susciter des défenses parfois lyriques, comme André Glucksmann, il écrit - et comment lui donner tort ? - que « la défense des démocraties européennes sera dissuasive, elle ou sera pas ». Tandis que les guerres de pauvres périphériques se multiplient, les Grands se serment en respect et se vantent d'être plus humains, ne pouvant plus se débarrasser. Qu'on le veuille ou non, l'arme nucléaire est le destin de la planète. Rien, avant Hiroshima, ne préservait celle-ci des énormes configurations que provoquait le choc des ambitions majeures.

Le monde, en fin de compte, se trouve bien d'avoir mangé ce champignon nucléaire.

En outre, cette évidence ne rassure pas, hélas ! Car elle s'écrite en rien l'hypothèse d'un « dérapage incontrôlé », du « fou nucléaire », de l'Etat qui, comme Israël ou l'Afrique du Sud, peut un jour se sentir pris à la gorge et dispose déjà du moyen de sa survie. Les négociations que l'on dit - par humour noir ? - porter sur le « désarmement », alors qu'il s'agit seulement de grignoter l'apocalypse, restent indispensables. Le soul de la non-prolifération demeure capital. Mais le monde a changé il y a quarante ans. L'atrocité lumineuse qui fit s'écrouler le Japon, sur la route de la guerre au dernier sang, a bouleversé les lois de l'humanité humaine. On sait toujours, mais on menace au lieu de frapper.

Drôle de paix que cette paix de la mort certaine ! Et comment espérer qu'à la fin de ces temps modernes le Chariot quitte l'usine et s'en aille, freinant de la canne, vers un avenir radieux ?

(Lire pages 4 et 5 les articles de ROLAND-PIERRE PARIGOT et de JACQUES RUFFIE.)

LES INCENDIES DANS LE MIDI DE LA FRANCE

Polémiques autour du feu

De notre envoyé spécial

Mandelieu. - Le monstre rouge, enfin, s'est assoupé, vendredi 2 août, pour digérer son festin d'hectares. Assoupé seulement, et les pompiers le savent bien. Un hoquet à Callas, un autre à Tanneron, et décollent les Canadair, tandis que les vieux camions rouges s'ébranlent sur les routes de l'Estérel, sirènes hurlantes. Un hoquet, un soubresaut, et ces garçons de vingt ans sautent dans les estafettes, la peur au ventre d'aller affronter le plus fourbe de tous les ennemis. Trois jours, trois nuits ont suffi aux plus jeunes de ces soldats du feu pour contraindre ses ruses, ses replis tactiques et surtout ses implacables mouvements, tourments qui précipitent en quelques secondes la fourniture sur une camionnette à aventureuse.

Pour l'heure, donc, les pompiers de Tanneron savourent l'accalmie, mais nul n'est dupe. Si le mistral se relève, tout peut recommencer. Et si ce n'est pas ici, - on ne voit pas ce qui reste à brûler -, dit M. Louis Moreau, maire (UDF) de Mandelieu, - ce sera un peu plus loin. Nul n'est dupe, car tout le monde le connaît, ce vieil ennemi familier. Et cela est peut-être plus terrible encore que les coteaux désolés, mais lunaires, que les milliers de troncs calcinés : l'incendie est quasiment entré dans les habitudes de l'Estérel.

Malgré cela, on se prend à établir des comparaisons avec les années précédentes. Les milliers d'hectares carbonisés (près de 4 000 sur le continent, près de 6 000 en Corse cette année), les campings évacués, les brûlés, les morts parfois - est-ce donc là l'enfer habituel dont se paye le paradis balnéaire ? La grande fête des mimosas au cœur de l'hiver dont s'enorgueillit Mandelieu a-t-elle donc cette décoloration pour contrepoint obligé ? En un mot : faut-il se résigner ?

Les renvois mutuels et tonitruants de responsabilités font tout autant partie du rituel estival.

M. Haroun Tazieff, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels majeurs, en rappelant sur toutes les antennes qu'il avait alerté dès avril dernier la préfecture des Alpes-Maritimes sur les dangers des mimosas gelés, a déclenché en retour un véritable tir de barrage. De son collègue au gouvernement d'abord, M. Pierre Joxe. A la sortie de la chapelle ardente de Luc, où il s'est incliné devant les corps des pompiers morts au feu, le ministre de l'Intérieur a estimé que « M. Tazieff se trompait un peu » et que « les mimosas gelés ne sont pas les plus dangereux », ce qu'il semble bien être le seul à penser.

La réunion du 1^{er} avril

La préfecture des Alpes-Maritimes, elle aussi, réplique à M. Tazieff en rappelant discrètement que le préfet a présidé le 1^{er} avril dernier, une réunion à la mairie de Mandelieu qui devait aboutir, le lendemain, à la signature d'une convention visant la création de cinq pare-feu dans les mimosas sisistrées. En outre, 50 hectares de forêts publiques auraient été débroussaillées (une centaine, selon M. Joxe). Plus discrète que la polémique entre MM. Joxe et Tazieff, la vieille rivalité entre sapeurs-pompiers et forestiers de l'ONF (Office national des forêts) a aussi contribué à l'inefficacité de la prévention. « J'ai vu démarrer le feu du Tanneron, raconte, encore bouleversé, M. Biette, agent forestier à la maison des Trois Termes, dans l'Estérel. Je suis arrivé sur place en deux ou trois minutes avec ma voiture personnelle, alors que le propriétaire voisin tapait encore son feu à la pelle. Le temps de passer un message CB à ma femme, d'attendre les pompiers, de les guider, cela a pris quinze minutes, c'était déjà trop tard. Quand je pense qu'avec 500 litres d'eau j'aurais, au moins, pu contenir le feu en attendant les pompiers ! Nous ne demandons pas le droit d'éteindre les feux, seulement de les contenir... »

Où, mais il eût fallu pour cela que les forestiers du Var soient dotés de véhicules Dangel 504 équipés de tuyaux de 100 mètres, à l'exemple de leurs collègues des Bouches-du-Rhône ou des Alpes-Maritimes (1). Dans ces deux départements ont été créés des corps de « sapeurs forestiers ». Pourquoi pas dans le Var ? Les pompiers nous ont mis des bâtons dans les roues », réplique-t-on chez les sapeurs-pompiers de Draguignan. « Si l'ONF plantait moins de résineux et davantage de feuillus, les incendies se propageraient aussi moins vite. »

Résultat tangible de cette « guerre des lances » : depuis les incendies de 1982, qui avaient détruit plus de 8 000 hectares de l'Estérel, aucun moyen supplémentaire, ni en hommes ni en véhicules, n'a été dégagé. Le réseau radio, malgré les promesses faites à l'époque, est encore insuffisant, ce qui oblige les agents à communiquer par CB sur leurs voitures personnelles. « Ecœurés » par l'attitude de l'ONF du Var en matière de prévention, les forestiers ont ainsi décidé de « maintenir la fermeture du massif de l'Estérel pour une durée indéterminée ».

Les propriétaires privés, eux aussi, s'échappent pas à l'accusation. « Plus de quatre cents lettres recommandées ont été envoyées au printemps aux propriétaires de la commune pour les inviter à débroussailler, rappelle le maire de Mandelieu. Soixante pour cent environ l'ont fait. Les autres n'ont même pas répondu. » Faut-il pour autant leur jeter la pierre ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 12.)

(1) La préfecture des Alpes-Maritimes confirme le fait, tout en faisant observer que ces deux départements ne bénéficient de cette dotation qu'à titre expérimental.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 4 août. — *Illes Cook* : ouverture du forum du Pacifique sud (jusqu'au 6).

Mercredi 7 août. — *Casablanca* : ouverture du sommet arabe convoqué par le roi Hassan II.

Jeudi 8 août. — *Togo* : visite du pape (jusqu'au 10) ; puis en Côte d'Ivoire.

Dimanche 11 août. — *Cameroon* : visite du pape (jusqu'au 14).

SPORTS

Dimanche 4 août. — *Automobilisme* : Grand Prix d'Allemagne de formule 1 au Nürburgring ; *Notorion* : championnats d'Europe à Sofia (jusqu'au 11) ; *Motocyclisme* : Grand Prix de Grande-Bretagne à Silverstone ; *Sports équestres* : fin des championnats d'Europe de sauts d'obstacles à Dinard ; *Plongée à voile* : départ du tour de France.

Jeudi 8 août. — *Valley-ball* : tournoi de France à Montpellier et à St-Etienne (jusqu'au 18) ; *U.L.M.* : championnat du monde à Millau (jusqu'au 18).

Vendredi 9 août. — *Football* : Championnat de France (6^e journée) ; *Voile* : départ de la course de l'Europe à Kiel (arrivée le 6 septembre à Porto-Cervo en Sardaigne).

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 354 F 672 F 954 F 1 290 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE : 687 F 1 337 F 1 952 F 2 538 F

ÉTRANGER (par messagerie) :
L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS : 399 F 725 F 1 089 F 1 399 F

IL - SUISSE - TUNISIE : 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés doivent adresser leur demande au journal, en joignant leur ancienne adresse et leur nouvelle adresse.

Les abonnés qui ne paient pas par chèque postal doivent adresser leur demande au journal, en joignant leur ancienne adresse et leur nouvelle adresse.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 70 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 1,10 \$; Grèce, 55 dr. ; Italie, 95 l. ; Japon, 80 ¥ ; Liban, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Lituanie, 0,250 Lt. ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,80 f. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 11 fr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 din.

IL Y A CINQ ANS, LA MORT DU CHAH D'IRAN

La « Lumière des Aryens » s'éteint dans l'exil

Freidoune Sahébjam, qui fut un des proches collaborateurs de Reza Pahlavi, apporte ci-dessous son témoignage sur la période qui précéda la mort du chah d'Iran.

Il y a cinq ans, le dimanche 27 juillet 1980, à 9 h 50, à l'hôpital militaire Maadi du Caire, Mohamad Reza Pahlavi, dernier chah d'Iran, meurt après une errance de dix-huit mois à travers le monde. Depuis l'automne précédent, on sait qu'il est atteint d'un cancer. Sadate, dernier ami de l'ancien monarque, a tenu à l'accueillir une nouvelle fois pour qu'il ait dans son pays une « fin calme et honorable ».

Deux jours plus tard, quelques rares parents et proches suivent son cercueil. C'est un pathétique cortège de princes, de présidents et d'aristocrates déchu qui rendent un dernier hommage à celui qui, depuis des années, les a aidés et va désormais reposer dans la mosquée El-Rifaï. Huit et demi, le chah « Lumière des Aryens » s'éteint à soixante et un ans. Mohamad Reza Pahlavi a régné pendant plus de trente-sept ans. Il a côtoyé tous les grands de ce monde, de Staline, Roosevelt et Churchill à de Gaulle, Khroutchev et Jean XXIII, en passant par Chou En-lai, Nehru et Haïlé Sélassié. Il a tenté d'établir une forme de démocratie dans son pays pendant les douze premières années de son règne.

L'obsession de l'abandon

Après la tentative de renversement dont il faillit être la victime l'été 1953, il s'est réinstallé sur son trône grâce à la CIA d'Allen Dulles, et a mené l'Iran durant un quart de siècle d'une poigne de fer. « Je savais qu'on me le reprocherait un jour, me dit-il dans sa retraite mexicaine de Cuernavaca, mais je n'avais pas d'autre solution. Il fallait un État autoritaire, sinon c'était l'anarchie, celle que vous voyez aujourd'hui,

avec ses excès, ses folies, ses violences. Avais-je le choix ? »

J'ai suivi dans une passionnante errance cet homme, battu et lâché par tous, dans son périple d'une année et demie, du Maroc aux Bahamas, du Mexique aux États-Unis, de Panama en Égypte.

Quand il quitte l'Iran, le 16 janvier 1979, il sait qu'il ne reverra plus sa terre natale. Il ne l'avouera à Marrakech : « Je ne

peux pas que je retournerai en Iran. » Il sait aussi que bien peu d'amis lui tendront la main et lui proposeront de venir s'installer chez eux.

Seuls Sadate et Hassan II l'accueillent. Leur hospitalité l'émeut. Il est très surpris d'apprendre que des dirigeants aussi différents que le prince Rainier de Monaco, le chancelier autrichien Kreisky ou le Roumain

Ceausescu lui proposent de le recevoir. « Mais où sont les autres ? » Pas un mot, pas un geste, ni de M. Giscard d'Estaing qui interrompit pourtant ses vacances à Courchevel, en janvier 1975, pour « venir prendre le petit déjeuner avec moi à Saint-Moritz », ni du président Carter qui, au réveil du Nouvel An 1977-1978, leva son verre au palais de Niavaran, à Téhéran, en louant le « profond attachement

Blanche à Buckingham, pour recevoir le futur exilé ? » Tout au long des dix-huit mois de sa lente et pénible marche vers la mort, le chah m'entretenait de ce qui devient pour lui une obsession : le mépris à son égard d'hommes qu'il avait estimés, respectés, peut-être aimés. « Je ne pense pas, dit-il un jour, que Charles de Gaulle aurait agi de la sorte. Mais lui, c'était autre chose. Plus ses forces déclinent et plus il se sent rejeté. Il reprend toutefois quelque espoir quand il est reçu par le président Lopez-Portillo lors de son séjour au Mexique, puis lorsque Nixon et Kissinger viennent le saluer à Cuernavaca. Mais ces rares gestes de sympathie sont vite oubliés dès qu'il met le pied sur le sol américain pour se faire opérer d'une tumeur cancéreuse. La faiblesse de Carter, les insultes ouvertes de M. Ted Kennedy, après la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran, l'assignation à résidence dans une base aérienne du Texas, lui donnent l'impression d'être traité comme un vulgaire escroc. « Il y avait des barreaux aux fenêtres », soupire-t-il.

Pourquoi cette haine ?

En mai 1979, aux Bahamas, il voit dans un grand magazine européen des photographies qui le bouleversent. A gauche, les corps d'une dizaine de ses généraux alignés côte à côte à la morgue de Téhéran, à droite, lui et les siens nageant dans les eaux calmes et échantées de l'Atlantique. « J'ai longtemps pleuré en regardant ces documents et en lisant les commentaires. Je connais cette revue et ce journaliste qui le recevait souvent. Pourquoi cette haine, cet acharnement contre moi ? »

Dans son refuge mexicain, il m'avoue : « Certainement, j'ai fait des erreurs, mais qui n'en fait pas en trente-sept ans ? Je connais des dirigeants qui en ont

aux droits de l'homme » de l'empereur. A l'époque, il avait pourtant été très loin dans la terreur : « Il n'est aucun chef d'État envers lequel j'éprouve un sentiment plus profond de gratitude et d'amitié personnelle. »

Oh sont-ils donc, à l'heure de l'adversité, ces chefs d'État et de gouvernement qui depuis des lustres ont défilé le tapis rouge, du Kremlin à l'Élysée, de la Maison

Nombreux sont ceux qui pensent que ce mystère mérite d'être résolu et qu'il faut, avec des moyens modernes, monter une nouvelle expédition de recherche à Vanikoro. Le hien-taïen pourrait être l'occasion de cette nouvelle expédition, parce que toute exigence appelle une solution, mais aussi parce que nous le devons à Lapérouse et à ses compagnons, à leur œuvre généreuse et tragiquement interrompue.

En effet, avant cette fin brutale, ils eurent le temps d'accomplir en trente mois un travail de recherche exceptionnel, dont nous avons connaissance grâce aux comptes rendus qui furent expédiés à chaque escale, et en particulier ramené en France par Barthélémy de Lesseps. Ce dernier, après avoir débarqué à Pétrópolis, rapporta à Versailles les documents amassés pendant le voyage.

Les secrets de Vanikoro

Sur le plan géographique et hydrographique, on doit à Lapérouse la première cartographie précise des côtes du sud de l'Alaska, de l'ouest des États-Unis jusqu'à Monterey. En Asie, Lapérouse a réalisé la première carte de la mer du Japon, de l'Extrême-Orient soviétique, de l'île de Sakhaline et d'une partie des îles Kouriles. De merveilleuses cartes aquarellées conservées aux Archives nationales témoignent encore aujourd'hui du travail accompli.

Les naturalistes, pour leur part, herbolaristes, mesurateurs, analysaient ; malheureusement l'essentiel des collections fut perdu dans le naufrage. En revanche, les observations ethnographiques consignées dans le journal de voyage, dans les rapports des chirurgiens, dans les dessins de Blondela et Duché de Vancy, nous apportent des informations de grande valeur qui constituent les premiers

documents écrits sur des civilisations aujourd'hui menacées ou même agonisantes.

« L'homme est méchant »

Lapérouse, très au fait des idées de son temps, observait les peuples qu'il visitait avec un regard d'homme des Lumières, ce qui le conduisit à quelques remises en cause, par exemple sur le thème, cher à Bougainville, du « bon sauvage » : « Malgré les paradoxes que les philosophes, l'homme presque sauvage et dans l'anarchie est un être plus méchant que les loups et les tigres des forêts. »

En cette fin du vingtième siècle, nous pouvons faire une autre lecture de Lapérouse. L'importance et la qualité des communications présentées au colloque d'Albi l'ont bien montré. Le Pacifique était pour la France une région d'avenir, il l'est encore aujourd'hui, non pas dans le sens d'un espace à dominer, mais pour y donner le meilleur de nous-mêmes. Après l'escale aux Hawaï, Lapérouse écrivait : « Je ne crus pas devoir en prendre possession au nom du roi. Les usages des Européens sont à cet égard complètement ridicules. Les philosophes doivent gémir, sans doute, de voir que des hommes, par cela seul qu'ils ont des canons et des bombes, comptent pour rien leurs droits les plus sacrés ; que sans respect pour leurs droits les plus sacrés, ils regardent comme un objet de conquête une terre que ses habitants ont arrosée de leur sueur, et qui depuis tant de siècles sert de tombeau à leurs ancêtres... »

Lapérouse et ses compagnons méritent de ne pas tomber dans l'oubli, car ils furent des Français généreux, comme on les aime.

ALAIN BARRES.

(1) Lapérouse écrivit toujours son nom en un seul mot.

IL Y A DEUX CENTS ANS

Le voyage sans retour de Lapérouse

Il y a deux cents ans, à l'aube du 1^{er} août 1785, les frégates de l'expédition Lapérouse franchissaient le goulet de Brest, emportées par le jussant, pour un voyage sans retour. Les dernières lettres expédiées par les marins de Botany Bay près de Sydney parvinrent en France au début de l'année 1789 puis ce fut le silence, l'angoisse et la désolation. Imaginons une mission spatiale s'éloignant aujourd'hui des rives terrestres et dont on ne retrouverait les traces qu'en l'an 2027... Lapérouse, c'est d'abord l'histoire d'un mystère mais aussi celle d'un mythe, celui du Pacifique, ce grand océan dont on nous dit qu'il sera bientôt le nouveau centre du monde.

Jean-François Galtup de Lapérouse (1) naquit à Albi en 1741. A quinze ans, il entre dans la marine royale par l'école des gardes de la marine où il reçoit une formation à la fois scientifique et pratique. Il navigue beaucoup et participe à toutes les grandes aventures maritimes de son temps : guerre de Sept Ans, campagnes dans l'océan Indien jusqu'aux Indes, guerre d'Indépendance américaine.

Maintes fois, il a l'occasion de prouver qu'il possède les qualités des meilleurs capitaines de la Royale : le courage, le sens marin, l'humanité : après avoir pris et détruit les forts anglais de la baie d'Hudson, il laisse un dépôt de vivres pour éviter aux survivants réfugiés dans les bois une longue agonie pendant le terrible hiver canadien.

Une expédition bien préparée

Il sera donc obéissant pour commander le voyage autour du monde dont le roi en personne règle la préparation minutieuse, pour qu'il soit aussi bénéfique aux sciences que les prestigieuses expéditions de James Cook. Encore une fois, il s'agit de faire mieux que les Anglais.

Le ministre de Castries et Claret de Fleurieu rassemblent tous les éléments du succès : deux bateaux, la *Boussole* et l'*Astrolabe*, superbement équipés et des équipages sélectionnés, vigoureux et compétents. Suivent les conseils de Buffon, de Condorcet et des académies, les meilleurs jeunes savants sont désignés pour les missions scientifiques. Fleuriot de Langle, ami de Lapérouse, marin et savant, commandera le second navire. Jamais expédition ne fut si bien

préparée. Le volume des instructions contient des dizaines de pages où sont rigoureusement notés les travaux à effectuer après le bilan exhaustif des connaissances de l'époque. Malgré toutes ces précautions, l'expédition disparaît tragiquement. Entrepreneurs, sur l'ordre de la Constituante, accomplir deux fois le tour de l'Australie à la recherche des disparus, mais en vain : lui-même et des dizaines de marins trouveront la mort dans ce voyage au secours de leurs camarades. Ce n'est qu'en 1826, après une extraordinaire aventure, que l'Anglais

Peter Dillon retrouvera la trace de Lapérouse et, en 1827, les preuves du naufrage à Vanikoro. Aujourd'hui encore, on ignore les circonstances exactes du drame. On en a beaucoup parlé au cours du colloque organisé en mars dernier à Albi pour le bicentenaire : l'épave de la *Boussole* se trouve bien à Vanikoro, éparpillée sur le récif ; les expéditions qui ont travaillé sur le site en 1958 et 1964, avec Recce Discombe, Pierre Anthoin, Haroun Tazieff, l'amiral de



Premiers contacts avec les insulaires de l'île de Pâques (catalogue de l'exposition Lapérouse, Albi).

Brossard, et en 1981 avec l'Association Salomon, en ont apporté la preuve : une chaîne de paratonnerre, que seule possédait la *Boussole*. Mais où se trouve l'*Astrolabe* ? Probablement pas très loin, mais il manque une certitude.

On peut se demander également quelle fut l'histoire des survivants, car certains d'après la tradition orale semblent avoir survécu jusqu'en 1820, tandis que d'autres auraient quitté l'île avec un canot construit sur place.

Vanikoro n'a pas encore livré tous ses secrets.

Vanikoro n'a pas encore livré tous ses secrets.

Étranger

Burkina

LES DEUX ANS DE POUVOIR DU CAPITAINE SANKARA

La « révolution » glisse vers l'autoritarisme

De notre envoyé spécial

Ouagadougou. — Deux ans après son arrivée au pouvoir par un coup d'État militaire, le 4 août 1983, le régime du capitaine Thomas Sankara semble se figer dans l'autoritarisme. L'insouciance a-t-elle plus cours à Ouagadougou et l'enthousiasme « révolutionnaire » y est-il plus ou moins éteint ? C'est ce que nous avons voulu vérifier en nous rendant dans la capitale, dernière étape d'une tournée de deux semaines en Afrique de l'ouest. Il y a deux ans, le capitaine Sankara, chef de l'État ivoirien, avait la seconde réaction. Ses relations avec le capitaine Sankara ne se sont guère améliorées, et la méfiance subsiste des deux côtés. M. Jerry Rawlings, chef de l'État ghanéen, s'est révélé, lui, le plus fidèle admirateur de la « révolution » burkinabé. Entre « progressistes » et « rétrogrades », le temps des complots. Craignent-ils l'effacement de la « révolution » ?

Le temps des complots

Il y a deux ans, la fougue de la jeunesse était la caractéristique principale des nouveaux dirigeants. Ils abattaient allégrement tous les symboles de l'ordre ancien, réputé « impérialiste », écartaient puis arrêtaient tous les « réactionnaires », qui « exploitaient » le peuple. Sur le continent africain, et au-delà, l'expansion de ces capitaines « progressistes » nourris de révolution française dans les cafés du quartier Latin, qui voulaient reconstruire de fond en comble leur société, passionnait ou effrayait. M. Houphouët-Boigny, chef de l'État ivoirien, avait la seconde réaction. Ses relations avec le capitaine Sankara ne se sont guère améliorées, et la méfiance subsiste des deux côtés. M. Jerry Rawlings, chef de l'État ghanéen, s'est révélé, lui, le plus fidèle admirateur de la « révolution » burkinabé. Entre « progressistes » et « rétrogrades », le temps des complots. Craignent-ils l'effacement de la « révolution » ?

révolutionnaires ne demeurent-ils pas nombreux, agissant à l'intérieur, soutenus à l'extérieur ? Le capitaine Sankara redoutait aussi d'être dépassé sur sa « gauche ». Fer de lance de la « révolution » de 4 août (avec les syndicats), la LIPAD (Ligue patriotique pour le développement), de tendance marxiste, voulait vite imprimer sa marque à la conduite des affaires de l'État. Elle se brouilla donc aux « capitalistes » et à l'ULC (Union des luttes communistes), dont le chef de file est le très francophile ministre des affaires extérieures, M. Basile Guissou. Pendant de longs mois, la guerre des tranchées, des slogans et des discours dominèrent à Ouagadougou. Un incendie criminel détruisit entièrement les locaux du seul quotidien indépendant, l'« Observateur », sans que l'on sache très bien à qui en imputer la responsabilité, tant chacune des parties, pour nuire à l'autre, y avait intérêt. Au passage, la liberté de la presse au Burkina fut enterrée.

Cette guerre d'intellectuels s'accusant mutuellement de dévouement à la révolution de ses objectifs prit fin en août 1984, par la victoire du plus fort, l'armée, c'est-à-dire le capitaine Sankara. Tous les ministres « libéraux » furent exclus du gouvernement, puis les principaux responsables de l'organisation furent arrêtés. Parallèlement, les « dégauchissements » de la fonction publique, commencés au lendemain du coup d'État, s'accroissent. Plusieurs centaines de fonctionnaires, suspects d'être hostiles ou simplement « tièdes », à l'égard des orientations du nouveau pouvoir, furent mis à la retraite d'office. Bien vite, il fut évident que, au Burkina, l'opposition s'était effacée, avait tout intérêt à rejoindre la majorité. Les syndicats proches de la LIPAD, qui ne l'avaient pas compris assez tôt, furent démantelés. Entre-temps, le pouvoir étouffait dans l'œuf un autre complot : de

« droite » celui-là, — dont les sept principaux instigateurs furent exécutés, le 11 juin 1984. Dans toute la Haute-Volta (devenue Burkina-Faso en août de l'année dernière), ces exécutions provoquèrent un véritable traumatisme. D'un seul coup, la « révolution » « progressiste » devenait sangninaire.

« On a », mais aussi dans le reste du pays, en « brousse », les comités de défense de la révolution se sont peu à peu mis en place. Le bilan de ces nouvelles structures politiques et territoriales est contrasté. Les CDR jouent un rôle de mobilisation populaire dont les effets sont indéniablement bénéfiques s'agissant de la mise en chantier de grands travaux d'infrastructures et de l'apprentissage — forcé, il est vrai — d'une certaine solidarité sociale. Dans la capitale, des travaux de voirie et de réhabilitation de nombreux bâtiments ont été effectués. Mais, à Ouagadougou, l'impulsion des CDR sur la population est devenue pesante, stérile sur le plan de l'« idéologie », et, au bout du compte, policière. Dans les « quartiers », une atmosphère de délation prévaut parfois. De plus, les responsables des CDR ont été « élus » dans des conditions souvent anarchiques, favorisant l'entrée de « petits chefs » à la morale douteuse. Le pouvoir burkinabé reste sur le qui-vive. Le couvre-feu est maintenu depuis deux ans et la loi de vivre, le goût pour la dissension, qui étaient la marque de la société voltaïque, ont fait place à un climat d'angoisse, souvent de peur. Il y a trop d'arrestations arbitraires, trop de rumeurs de tortures, à Ouagadougou, et le tout-puissant chef de la surveillance de territoire, M. Vincent Signé, est un personnage trop peu reconnu pour qu'il ne soit autrement.

Le capitaine Sankara a voulu « faire le ménage » dans son propre pays, afin d'éliminer les risques d'une « contre-révolution ». Mais,

autre qu'il y aura toujours des opposants au Burkina, le chef de l'État semble faire preuve de beaucoup de laxisme dans le choix de quelques-uns de ses « amis ». Mieux considéré que par le passé sur la scène internationale, les relations avec la France, tout en restant fragiles, sont normalisées, et le capitaine Sankara n'est plus accusé d'être « pro-lybrien ». Le Burkina ne peut se permettre de voir ternir l'image de son pays, qui, sur le plan économique, reste étroitement dépendant de ses partenaires.

Deux ans ont passé. En juillet dernier, l'ONU estimait que 75 % de la population burkinabé vit « dans la pauvreté absolue » et que plus de 50 % des enfants souffrent de malnutrition. Il y a peu de chance que ces chiffres changent. La « révolution », à encore du travail pour nourrir ses enfants.

LAURENT ZECCHINI.

Chili

Démission d'un des membres de la junte directeur des carabiniers

Santiago (AFP, AP). — Le général Cesar Mendoza, directeur des carabiniers et membre de la junte militaire, a présenté vendredi 2 août sa démission au président Augusto Pinochet. Cette démission intervient après la décision prise jeudi par le chef de l'État de destituer et de faire arrêter quatorze carabiniers impliqués dans l'enlèvement et l'assassinat de trois opposants chiliens en mars dernier (le Monde du 3 août).

Le général Mendoza, âgé de soixante-deux ans, était l'un des quatre membres de la junte militaire, avec les chefs d'état-major des armées de terre, de l'air et de la marine. Il avait estimé récemment que le régime était « trop bienveillant » dans la lutte contre « la menace marxiste ». Il occupait les fonctions de directeur des carabiniers depuis le coup d'État militaire du 11 septembre 1973. A la suite du triple meurtre de mars dernier, il avait soutenu qu'aucun des 35 000 hommes placés sous ses ordres n'était impliqué dans l'opération. Sa démission avait été ouvertement réclamée vendredi par la coalition de l'Alliance démocratique (opposition), alors que des manifestations contre les carabiniers se déroulaient dans Santiago.

Pérou

LES ÉTATS-UNIS MENACENT DE SUSPENDRE LEUR AIDE

Washington (AFP-UPI). — Le gouvernement américain a fait savoir récemment aux autorités péruviennes que l'aide économique et militaire pourrait être suspendue si Lima n'honorait pas ses dettes envers Washington, a annoncé vendredi 2 août un porte-parole du département d'État qui a souhaité garder l'anonymat.

La dette du Pérou envers les États-Unis s'élève à 11 millions de dollars. Washington ne réclame en fait que le paiement des sommes dues depuis plus d'un an (soit 200 000 dollars), conformément à une loi qui prévoit l'arrêt de tout nouveau programme d'aide en cas de retard de plus d'une année dans les remboursements. Cette question fait actuellement l'objet de négociations entre les deux gouvernements, a précisé le porte-parole.

L'aide économique et militaire américaine au Pérou est de 60 millions de dollars pour 1985, et l'administration a récemment demandé au Congrès de la porter à 128 millions pour l'année prochaine. Le président Alan Garcia a adopté, immédiatement après son entrée en fonctions, une série de mesures d'urgence visant à enrayer l'inflation, qui risquait d'atteindre le taux de 200 % à la fin de cette année (le Monde du 3 août).

Au moins vingt personnes ont été arrêtées lors d'affrontements qui se sont produits entre une centaine de manifestants et la police vendredi après-midi aux abords du palais présidentiel de la Moneda à Santiago. Quatre membres du Parti démocratique chrétien, parmi lesquels l'ancien député Claudio Huepe, figurent parmi les personnes arrêtées. A la suite de ces incidents, M. Rodolfo Seguel, président du Commandement national des travailleurs (CNT), a annoncé qu'une conférence réunissant 1 200 représentants syndicaux se réunirait prochainement pour organiser une mobilisation contre le triple crime.

Le président Pinochet a lancé, à la suite de ces affrontements, une mise en garde à l'opposition. Il a affirmé qu'il prendrait les mesures « les plus sévères » afin de maintenir l'ordre dans le pays. Au cours d'une cérémonie diffusée en direct par la radio et la télévision, le général Pinochet a signé un décret nommant le général Rodolfo Stange à la place du général Mendoza. Le général Stange a prêté serment comme membre de la junte militaire peu de temps après. Il était directeur adjoint des carabiniers, et avait aussi offert sa démission jeudi dernier.

Les procès en Argentine

DES MANIFESTANTS ACCUSENT LE GOUVERNEMENT DE MANSUÉTUDE

Buenos-Aires (AFP). — Une quarantaine de milliers de personnes ont défilé vendredi 2 août dans le centre de Buenos-Aires pour protester contre l'« impunité » dont, selon elles, jouissent les anciens responsables de la répression. La présidente des Mères de la place de Mai, l'organisation des familles de disparus pendant la dictature militaire, a directement mis en cause la justice et a dénoncé les intentions de « pardon » qu'elle prête au gouvernement. Evoquant le procès en cours contre les chefs de la dictature militaire, M^{me} de Bonafini a reconnu qu'il était « important », mais qu'il ne devait pas être comme « la verroterie que nous a apportée Christophe Colomb pour s'emparer du meilleur de ce que nous possédions. Les impunités d'aujourd'hui seront les punitives de demain, ceux qui nous enlèveront nos enfants ».

La volonté du gouvernement de s'opposer à la « vengeance », et de mettre un point final au « chapitre noir », qu'a constitué la répression s'oppose toujours au refus des Mères de la place de Mai d'accepter tout compromis. Le discours de M^{me} de Bonafini a cependant été jugé relativement modéré par les observateurs. Alors que, dans des déclarations précédentes, elle avait notamment mis en cause le chef de l'État et le gouvernement radical, elle s'est, cette fois, abstenue de toute accusation directe.

A travers le monde

Centrafrique

M. GUERET CONDAMNÉ A DIX ANS DE PRISON. — L'ancien ministre centrafricain chargé des sociétés d'État et des sociétés d'économie mixte, accusé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État et d'offense au chef de l'État, a été condamné, mercredi, à dix ans d'emprisonnement par le tribunal spécial de la République centrafricaine. Dans son réquisitoire, le commissaire du gouvernement, M. Antoine Maradas, a fait état d'une lettre de M. Guérét — magistrat de carrière et ancien ministre de la Justice sous le régime du président David Dacko, en 1980, — adressée aux autorités françaises et mettant en cause le Comité militaire de redressement national (CMRN, au pouvoir depuis le 1^{er} septembre 1981) et son président, le général André Kolingba. Ce document, selon le tribunal spécial, était de nature à compromettre la sûreté intérieure de l'État et constituait un « appel à la désobéissance ». — (AFP.)

Sierra Leone

LE GÉNÉRAL MOMOH DAUPHIN OFFICIEL. — Au deuxième jour des travaux du son

congrès, le parti unique sierra-léonais a élu à l'unanimité, vendredi 2 août, le général Joseph Momoh, commandant en chef des forces armées, comme nouveau président. Aux termes de la Constitution, l'élection du général Momoh à la présidence en octobre a été désormais plus qu'une formalité. Le vote unanime des soixante-dix députés de l'All People's Congress (APC) est une victoire pour le président Siaka Stevens, quatre-vingt ans prochainement, qui a pu amener tous les autres candidats potentiels à sa succession de se résigner. (Reuter.)

Zimbabwe

ARRESTATIONS D'OPPOSANTS. — M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition zimbabwéenne, a annoncé, vendredi 2 août, que la police avait perquisitionné la veille au soir dans sa résidence de Bulawayo, son fief du Matabeleland, où douze personnes ont été arrêtées.

Le chef de la Zupuf a déclaré que les policiers avaient saisi des documents, ainsi que des insignes de sa formation. — (Reuter.)

Ouganda

La formation du « gouvernement d'union » est malaisée

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Une semaine après le coup d'État militaire qui a renversé le régime civil de M. Milton Obote, les frontières terrestres ont été rouvertes, le vendredi 2 août, mais les aéroports demeurent fermés. La vie reprend tout doucement son cours à Kampala, mais la nouvelle équipe au pouvoir a du mal à s'imposer. Annoncée pour le jeudi 1^{er} août, la formation d'un « gouvernement d'union nationale », sous la conduite de M. Paulo Mwangi, donnait toujours lieu, ce samedi matin, à de difficiles tractations avec les forces politiques.

Les critiques restent vives à l'encontre de la nouvelle équipe au pouvoir, jugée trop liée au régime déchu. Le Mouvement national de résistance (RNM), la branche politique de l'Armée nationale de résistance (NRA) de M. Yoweri Museveni, vient, dans un communiqué publié à Nairobi, de réaffirmer sa volonté de discuter avec les autorités militaires « sur des bases mutuellement acceptables ». Il rejette toute responsabilité dans les réactions que pourraient susciter des « décisions continuellement prises sans [notre] participation et [notre] consentement ». Il assure les Ougandais qu'il ne permettra pas que « le combat héroïque pour la paix, la démocratie et la dignité soit détourné de son but ».

Représailles

Quoi qu'il en soit, le général Tito Okello, le nouveau chef de l'État, a signé une « proclamation légale », datée du 27 juillet — jour du putsch — qui donne au régime en place ses assises juridiques. Le conseil militaire, composé d'au moins douze membres, cumule désormais tous les pouvoirs que la Constitution, aujourd'hui suspendue, avait confiés

au président de la République et au Parlement.

Le quotidien catholique *Munio* fait, d'autre part, état d'opérations de représailles, notamment dans l'ouest du pays, contre des responsables locaux du Congrès du peuple ougandais (UPC), le parti de M. Obote. Cinq d'entre eux auraient été tués depuis le putsch tandis que deux députés appartenaient à la même formation seraient détenus.

J. de S.

République sud-africaine

Trois ministres des affaires étrangères de la CEE (Pays-Bas, Italie, Luxembourg) vont se rendre en « voyage d'information » à Pretoria

Johannesburg (AFP, AP). — Le gouvernement sud-africain est d'accord pour recevoir une délégation de ministres des affaires étrangères de la CEE, afin de discuter de « récents développements » en Afrique du Sud, a annoncé, vendredi 2 août, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha.

L'ambassadeur des Pays-Bas à Pretoria, M. Hugo Carsten, avait informé, la veille, le gouvernement sud-africain d'une requête formulée par la Communauté économique européenne demandant que les chefs de la diplomatie des Pays-Bas, de

Italie et du Luxembourg soient autorisés à se rendre dans le pays pour un « voyage d'information ». Pretoria « fera bon accueil à cette visite », ce qui n'implique « aucun droit pour la CEE de s'ingérer dans les affaires intérieures sud-africaines », a précisé M. Botha.

La police sud-africaine a arrêté, vendredi 2 août, cinquante-deux personnes, portant ainsi le nombre de détenus, en vertu de l'état d'urgence, à mille trois-cent quarante, alors que la colère des Noirs s'apaisait après l'assassinat d'une avocate noire, Victoria Mxenge, engagée dans la lutte pour la reconnaissance des droits de la communauté. Cependant, quarante-huit détenus ont été libérés depuis l'état d'urgence de l'état d'urgence, le 21 juillet.

Le Front démocratique uni (UDF), principale organisation anti-apartheid du pays, assure que le meurtre de V. Mxenge sera, en grande partie, considéré par les Noirs comme l'œuvre des agents du gouvernement blanc.

Il s'est agi d'un assassinat froid, lâche et calculé que le peuple et ses organisations n'accepteront pas sans (L.) un désir de vengeance », a déclaré M. Lechesa Tsoeli, responsable de l'UDF dans le Natal.

Le Syndicat des mineurs d'Afrique du Sud (National Union of Mineworkers, NUM) organise, ce samedi à Welkom (État libre d'Orange), une assemblée générale qui devra se prononcer en faveur de la grève dans la moitié des mines d'or et de charbon d'Afrique du Sud.

Le syndicat, qui représente près de deux cent mille mineurs noirs, affirme que cinq mille délégués seront présents pour décider d'une date et d'une stratégie pour la grève attendue la semaine prochaine. Ce mouvement est destiné à soutenir une demande de hausse des salaires de 22 %, et l'amélioration des conditions de travail.

Le Danemark ferme son consulat général en Afrique du Sud. — Cette décision a été prise pour manifester l'opposition danaise à l'apartheid et à l'instauration de l'état d'urgence. — (Reuter.)

Étranger

Chine

Les bonnes affaires du port franc

Pékin (AFP). — Plusieurs hauts fonctionnaires du Parti communiste et de l'administration de l'île de Hainan, port franc du sud de la Chine (province de Guangdong), ont été démis de leurs fonctions après avoir été impliqués dans une affaire de corruption aux ramifications nationales, a rapporté jeudi 1^{er} août la presse chinoise.

An moins trois dirigeants régionaux du PC ou du gouvernement à Hainan ont été punis ou démis de leurs fonctions, et cent quarante-

trois autres cas de « pratiques criminelles » font l'objet d'une enquête. Ils ont abusé de leurs pouvoirs spéciaux et du statut de port franc de Hainan pour obtenir d'importants prêts bancaires et importer de l'étranger des marchandises revendues à prix d'or dans toute la Chine.

Des accusés de la Banque industrielle et commerciale et de la Banque agricole se sont fait payer des honoraires illégaux en échange de prêts d'une valeur de 4,21 milliards de yuans (1,48 milliard de dollars), dont la moitié n'a pas encore été remboursée. Une grande partie de cet argent a servi à acheter des marchandises étrangères (postes de télévision, magnétophones, motos...) qui ont été revendues le double ou le triple de leur prix initial dans vingt-sept provinces, régions ou municipalités à travers la Chine. Les profits tirés de ce trafic étaient distribués, sous forme de primes, aux fonctionnaires.

L'affaire pourrait servir d'avertissement aux responsables chinois, particulièrement ceux de la zone économique spéciale de Shenzhen, voisine de Hongkong, dont la prospérité est due en partie à la vente de biens de consommation étrangers au reste de la Chine.

Sri-Lanka

● Les moines bouddhistes demandent un référendum sur la question tamoule. — Plus de neuf mille moines bouddhistes de Sri-Lanka ont demandé, dans un mémorandum remis au chef de l'Etat, l'organisation d'un référendum, au cours d'une consultation électorale au tout accord qui pourrait intervenir entre la minorité tamoule et le gouvernement de Colombo. Celui-ci se prépare à une deuxième série de négociations avec les dirigeants séparatistes tamouls qui doit commencer le 12 août, comme cela avait été convenu après le demi-échec de la première série de négociations au début du mois de juillet, à Thimpu, capitale du Bhoutan. — (Reuters.)

URSS

M. Dobrynine, ambassadeur à Washington deviendra-t-il le numéro deux du ministère des affaires étrangères ?

M. Anatoli Dobrynine, ambassadeur de l'URSS à Washington depuis vingt-trois ans, va-t-il devenir le numéro deux du ministère soviétique des affaires étrangères au côté de M. Chevardnadze, le nouveau ministre ? C'est ce que croit savoir notre confrère le Times, qui attribue cette information à une « haute source diplomatique » rencontrée à Helsinki — où se trouvaient, ces derniers jours, M. Chevardnadze et une délégation soviétique dont faisait précisément partie M. Dobrynine, venu de Washington pour assister au ministre pendant sa rencontre avec M. Shultz.

Selon le Times, l'ambassadeur soviétique aux Etats-Unis se verrait confier le poste de premier vice-ministre des affaires étrangères. Cette fonction, qui correspond à des responsabilités générales par opposition aux responsabilités régionales ou sectorielles confiées aux sept vice-ministres, est actuellement assumée par deux personnalités, MM. Mal'tsev et Kornienko, ce dernier étant un spécialiste des Etats-Unis, comme M. Dobrynine.

Le quotidien britannique croit savoir, d'autre part, que le nouvel ambassadeur de l'URSS aux Etats-Unis serait M. Iouri Vorontsov,

actuellement ambassadeur en France. La même information avait circulé en Israël ces dernières semaines à la suite des conversations que le diplomate soviétique avait eues à Paris avec son collègue israélien. M. Vorontsov a déjà fait plusieurs longs séjours aux Etats-Unis dans les années 50 et 60, tant auprès de la mission soviétique à l'ONU qu'à l'ambassade de Washington.

● Un ministre remplacé. — Un des nombreux ministres chargés des constructions mécaniques dans le gouvernement de l'URSS a été mis à la retraite « pour raison de santé », a annoncé, vendredi 2 août, la télévision soviétique. Il s'agit de M. Vitali Teboudine, âgé de cinquante-six ans, qui s'occupait depuis 1980 des constructions mécaniques pour le bâtiment, les travaux publics et le génie civil. Ce ministre avait été au centre d'un scandale en 1984, l'un des vice-ministres, M. Vichniakov, ayant été limogé pour « abus de pouvoir ». Le successeur de M. Teboudine est M. Evgueni Varnatchev, directeur de la grande usine de constructions mécaniques Ouralmach, à Sverdlovsk.

Nouvel accord de coopération nucléaire entre la France et les Etats-Unis

Le président Reagan a approuvé, le jeudi 1^{er} août, un accord franco-américain de coopération sur la sécurité des installations et activités nucléaires des deux pays. Ce document renouvelle en le modifiant l'accord bilatéral de coopération en matière de défense nucléaire datant de 1961.

Selon un communiqué conjoint, ce nouvel accord répond à la nécessité de « prendre en compte les progrès substantiels faits par les deux parties dans le développement des systèmes d'armes nucléaires au cours des deux dernières décennies, et l'apparition, ces dernières années, de nouvelles menaces dans divers domaines, par exemple la menace du terrorisme nucléaire et le développement par l'agresseur potentiel d'armes nucléaires ou classiques

extrêmement précises, ce qui peut amener l'un ou l'autre des deux gouvernements à adopter ses systèmes nucléaires stratégiques ou tactiques pour les rendre mieux adaptés à résister à tous types d'agression ».

Un porte-parole du département d'Etat à Washington a précisé que l'accord permettra l'échange d'informations de nature à relever la sécurité et la sûreté des armes, mais non le transfert de composants, armes ou matières nucléaires entre les deux pays. Le président Reagan a déclaré pour sa part, en envoyant ce texte au Congrès, qu'il devra se prononcer dans les trois mois : « Cette modification est dans l'intérêt des Etats-Unis et ne constitue pas un risque déraisonnable pour la défense et la sécurité communes. »

Le destin du monde sous le chalumeau de l'apocalypse

« A 8 h 15 et 17 secondes, les portes de la soute du bombardier s'ouvrirent à toute volée automatiquement. Entre ses jambes, grâce au miroir, Ferebee observa la bombe qui dégringolait d'abord de travers puis le nez pointé vers la cible. »

« Bombe larguée », hurlo Ferebee. Allégé de quelques dix mille livres, l'appareil fit un bond. Tibbets la força à un piqué de 62° et à un virage à droite de 158°. La bombe était réglée pour exploser au bout de quarante-trois secondes. A 35, il se couvrit les yeux de lunettes de protection, mais, ne voyant plus rien, il les jeta sur le sol.

« Tu vois quelque chose ? demanda Tibbets par l'interphone à Caron, le mitrailleur de queue. »

— Non, commandant. »

Jeppson avait établi son propre compte. A 43, il s'arrêta. « Une bombe foireuse », pensa-t-il.

A cet instant, une lumière brillante emplît l'avion et Caron aperçut une énorme masse d'air, circulaire, se précipitant vers eux à la vitesse d'un obus, comme si « l'anneau ceinturant une planète éloignée s'était détaché et fonçait vers nous ».

Caron se mit à dicter au magnétophone : « Une colonne de fumée s'élève rapidement. Son centre est d'un rouge aveuglant... Des feux jaillissent partout... Impossible à dénombrer... Et voilà le nuage en forme de champignon » (1).

« Mon Dieu, qu'avons-nous fait ? »

Dans le siège du copilote, travaillant à son propre rapport du déroulement de la mission, Lewis écrivit : « Mon Dieu, qu'avons-nous fait ? »

Ce qu'avait fait, en ce matin du 6 août 1945, à 8 h 16, l'équipage américain du bombardier B 29 Enola-Gay ? Il avait bombardé Hiroshima. Il avait parfaitement accompli une mission militaire et scientifique sans précédent : porter au Japon un coup qui allait bientôt contraindre l'empereur à une capitulation jusqu'alors improbable ; sans doute épargner aussi des millions de vies que les généraux nippons s'approprièrent à sacrifier.

Mais pour cela, ces douze exécutants, et derrière eux les plus hauts responsables politiques, scientifiques et militaires des Etats-Unis, déchaînant les forces profondes de l'univers, avaient aussi fait basculer l'humanité tout entière dans l'ère nucléaire. Dans une explosion d'apocalypse, ils venaient, les uns et les autres, non seulement de changer le sort et la nature de la guerre, mais aussi la face du monde.

Mission accomplie. L'équipage du B 29 s'éloigna dans un ciel d'est vers une île du Pacifique, vers des baquets, une niche dans l'histoire et bientôt la paix. A tour de rôle, Tibbets, Lewis, Parsons, Ferebee, Caron et leurs sept coéquipiers font un somme. Derrière eux, une ville et sa population sont plongées pour la première fois — mais pas la dernière — dans l'enfer nucléaire.

Dans un éclair fulgurant, dix fois plus puissant que les feux du soleil, la mystérieuse, l'infernale menace du président Truman, qui avait enjoint aux Japonais de se rendre ou de voir « tomber du ciel une pluie comme l'humanité n'en a jamais connue », vient d'être

accomplie, provoquant une hécatombe. Terrible revanche militaire trois ans et huit mois après le désastre de Pearl-Harbor, les avions s'abattent sur la ville. Etonnant succès scientifique, deux ans après le lancement dans la fébrilité et le plus grand secret du « projet Manhattan ».

« Je suis devenu la mort »

C'est en 1943, au centre de recherches de Los Alamos, dans l'Etat du Nouveau-Mexique qu'une

hardement atomique. Après le test d'Alamogordo, il ne pouvait plus en ignorer les effets, pas en tout cas sur le plan humain. Même si Oppenheimer estimait à l'époque que la bombe A ne ferait pas plus — si l'on peut dire — de vingt mille morts, et que la concentration radioactive n'atteindrait pas le sol.

Plusieurs cibles avaient été retenues, parmi lesquelles Hiroshima (priorité numéro un) et Nagasaki (numéro quatre), deux villes de garnison particulièrement actives dans la guerre aéronavale. Tokyo, dévasté par les bombes incendiaires, n'était plus un objectif de

Soixante mille personnes ont déjà été évacuées, d'autres doivent suivre, mais beaucoup, employées par les industries de guerre, ne peuvent quitter la ville.

Pour limiter les dégâts des raids aériens américains, trente mille adultes et douze mille écoliers (de douze à dix-sept ans) ont été organisés en brigades de démolition. Ils ont déjà détruit soixante-dix mille maisons en bois. Ils s'activent dès le petit matin pour protéger Hiroshima contre les feux tombés du ciel... Efforts dérisoires.

A 8 h 16, en une fraction de seconde, en un éclair, la matière est vaporisée, les hommes désintégrés par un chalumeau d'apocalypse.

A trois kilomètres, l'onde allumait des incendies en série ; à quatre kilomètres, la peau partait en lambeaux. Tel un flash foudroyant, « Pikaon » (l'éclair-explosion, comme disent les Japonais) imprime sur la peau les motifs des kimonos, calcine la chair et les habits, bombarde les corps de neutrons et de rayons gamma.

Un abandon total

Les chiffres donnent une idée de l'ampleur du désastre, des moyens dérisoires pour y faire face et de l'abandon dans lequel fut laissée pour l'essentiel la ville d'Hiroshima. Près de quatre-vingt mille personnes périrent sur le coup ou dans les jours et semaines suivantes. Un an plus tard, les autorités de la ville décomptèrent environ cent vingt mille morts (dont cinq mille soldats et huit mille Coréens employés comme main-d'œuvre forcée), trois mille six cents disparus, soixante-et-onze mille blessés, cent vingt mille sans-abri. A divers degrés, la quasi-totalité de la population d'Hiroshima avait été affectée. Aujourd'hui, les « Hibakushas » (victimes des bombardements atomiques) sont officiellement trois cent soixante-dix mille. Plus de cent mille requièrent encore des soins réguliers.

On estime que, dans les heures qui suivirent l'explosion, « sur cent cinquante docteurs, soixante-cinq avaient été tués et la plupart des autres blessés, ainsi que mille six cent cinquante-quatre infirmières sur mille sept cent quatre-vingts » (2). Dans le grand hôpital de la Croix-Rouge (quatre cents lits), relativement épargné, six docteurs et dix infirmières disposant seulement de bandages et de mèches de coton allaient entretenir l'impossible, jour et nuit, pour assister des milliers et des milliers de victimes. Les secours seraient longs, dramatiquement longs à venir de l'extérieur. D'autant qu'à Tokyo les chefs militaires, pourtant informés du sort d'Hiroshima, renforçaient la censure et tergiversaient encore sur l'éventualité et les modalités d'une reddition du Japon.

Aux Etats-Unis, à bord du croiseur Augustus, Harry Truman avait accueilli l'annonce du bombardement d'Hiroshima par ces mots : « C'est le plus grand jour de l'histoire ». Comme si un tel jour et une telle bombe ne suffisaient pas à ses desseins, le président américain allait, dans la foulée, donner le feu vert à une seconde explosion nucléaire. Après Hiroshima, le 6 août, ce serait, le 9, Nagasaki.

Après l'uranium, le plutonium. En cet été 1945, la « paix américaine » est synonyme de guerre atomique.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Day One, de Peter Wyden. Simon et Schuster, New-York, 1984.
(2) Hiroshima, de John Hersey. Penguin Books.



ROUIL.

la quarantième an
aux hommes
pas seulement un
un moyen
que probable
une ville japo
du genre hu

les morts e

Le pensais
de l'enfer

مكتبة الأمل

05:10:17

Étranger

Pologne

Un hommage aux officiers massacrés à Katyn au début de la seconde guerre mondiale

Varsovie (AFP). — Des dizaines de milliers de Polonais ont placé le quarante et unième anniversaire de l'insurrection de Varsovie contre l'occupant nazi, jeudi 1^{er} août, sous le signe d'un hommage au quinze mille officiers polonais tués dans la forêt de Katyn (Biélorussie) lors d'un massacre généralement attribué aux services secrets soviétiques de l'époque (NKVD).

En avril dernier, les autorités polonaises avaient érigé sur un carré de terre du cimetière historique de Powazki un monument sur lequel on peut lire : « A la mémoire des soldats polonais victimes du fascisme hitlérien qui reposent dans la terre de Katyn », sans mention de date. Les autorités polonaises, jusqu'à très récemment sur l'épisode de Katyn, avaient alors rejoint la thèse soviétique qui soutenait que ce massacre a été l'œuvre des hitlériens à l'automne 1941. Les Allemands affirmaient que le massacre date de 1940 (avant l'entrée des troupes nazies en URSS), tandis que la Croix-Rouge internationale a mis en cause les unités spéciales du NKVD (l'ancien KGB).

Le 1^{er} août, des dizaines de milliers de personnes sont allées se recueillir devant la croix de granit. Sur la scène, une grande croix a été tracée avec de la peinture blanche, qui a aussi servi à gommer de l'inscription commémorative le mot « hitlériens » pour laisser seulement « aux victimes du fascisme ».

La foule, dans laquelle d'anciens combattants de l'insurrection de Varsovie, médaillés à la boutonnière et brassards « AK » (Armée de l'Intérieur, non communiste), célébraient des heures, s'est pressée pendant plusieurs heures pour déposer un bouquet de fleurs ou un lumignon et entonner cantiques et chants patriotiques. Ces chants, comme *Rendez-vous la Pologne libre* et d'autres hymnes, datent de l'époque des partages (dix-neuvième siècle), enrichis de paroles contemporaines célébrant les révoltes de 1970, 1976 et 1980, étaient émis, en levant les bras en « V » de la victoire, signe de ralliement de Solidarité.

DANS LA BEKAA

Le premier raid israélien contre une base du Parti syrien national social a fait plusieurs morts

Correspondance

Beyrouth. — L'aviation israélienne a lancé un raid, vendredi 2 août (nos dernières éditions du 3 août), contre le siège du Parti syrien national social (PSNS), mouvement libanais syro-philiste, à Chitara, dans la plaine de la Bekaa, où stationne l'armée syrienne. Selon les correspondants de presse sur place, il a suffi d'une seule bombe à implosion lancée par l'un des appareils pour transformer le bâtiment de deux étages en un tas de débris.

Les chiffres sont contradictoires en ce qui concerne le nombre des victimes. Le PSNS ne reconnaît que deux tués et trois blessés, des gardiens du bâtiment et des miliciens du parti. Des responsables de la défense civile libanaise ont annoncé pour leur part le chiffre de dix morts, et d'autres sources ont fait état de quarante morts et blessés. C'est la première fois que l'aviation israélienne effectue un raid contre une base du PSNS.

Ce parti avait revendiqué, mercredi 31 juillet, la responsabilité d'un attentat à la voiture-suicide contre une patrouille israélienne au Liban-Sud. Depuis le 12 mars 1985, le PSNS a revendiqué en tout six attentats-suicides contre les troupes israéliennes au Liban du Sud.

Le raid israélien de vendredi est le second en cinq jours contre des objectifs situés dans la zone centrale du Liban. Lundi 29 juillet, les avions israéliens avaient attaqué dans la même région une base du Front populaire de libération de la Palestine-commandement général (FPLP-CG de M. Ahmed Gibril).

R. G.

UNE LETTRE DES MOUJAHIDINES DU PEUPLE

Dans une lettre adressée en France, le bureau des Moujahidines du peuple d'Iran à Paris proteste contre ce qu'il appelle les « nombreuses calomnies » contenues dans les déclarations de M. Chapout Bakhtriar reprises dans le numéro de notre journal daté du 26 juillet. Tout en indiquant que, « pour des dizaines de millions d'Iraniens qui au début de 1979 ont renversé le gouvernement dépendant et illégitime de M. Bakhtiar par leurs nombreuses manifestations et pour les Moujahidines iraniens qui portent encore sur leur corps les séquelles des tortures subies à cette époque, ces injures ne méritent aucune réponse explicite », les auteurs s'attachent à « ces prétentions sordides démocratiques s'affichent contre les Moujahidines qui, durant ces vingt dernières années ont passé leurs épreuves face aux deux dictatures du chah et de Khomeini, sacrifiant dans cette voie la totalité de la première génération de leurs dirigeants, à l'exception de M. Massoud Rahnjavi. Aussi, actuellement, la majorité des martyrs et des prisonniers politiques iraniens (environ 190 000 personnes dans l'ensemble) sont issus de cette organisation ».

Le chapitre de la défense se situe la part du lion avec 20 % des dépenses prévues. L'éducation vient en deuxième position. Les recettes ordinaires se montent à 9,5 milliards de livres libanaises.

On ignore de quelle façon le Trésor — dont les revenus sont en chute libre, sinon inexistantes, et qui a recours systématiquement à l'emprunt public pour combler son déficit — compte restaurer ses recettes...

Syrie

● L'attentat de Damas « démentit catégoriquement ». — L'ambassade de Syrie à Paris a nié, vendredi 2 août, dans un communiqué, qu'une explosion « d'origine criminelle » se soit produite mercredi dans la capitale, ainsi que l'ont rapporté, jeudi 1^{er} août, des voyageurs venant de Damas (le Monde du 2 août). L'agence irakienne IRNA avait, la première, rapporté de Damas qu'une bombe avait explosé au rez-de-chaussée d'un immeuble de dix étages situé à proximité du siège de l'Agence de presse officielle SANA. — (AFP.)

● Visite de M. Delebarre. — Le ministre français du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, est arrivé jeudi 1^{er} août en Israël pour une visite de cinq jours, à l'invitation de M. Israël Kossar, secrétaire général de la centrale syndicale Histadroul. — (AFP.)

Israël

● Visite de M. Delebarre. — Le ministre français du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, est arrivé jeudi 1^{er} août en Israël pour une visite de cinq jours, à l'invitation de M. Israël Kossar, secrétaire général de la centrale syndicale Histadroul. — (AFP.)

Le 6 août prochain, le quarantième anniversaire d'Hiroshima va donner une occasion aux hommes de se pencher sur le berceau de leur grande peur. Car la bombe n'était pas seulement une arme plus meurtrière que d'autres. Elle ne fut pas seulement un moyen — sans doute efficace — d'abréger la guerre, et même — c'est plus que probable — d'économiser des vies humaines. Il y a quarante ans, dans une ville japonaise, des hommes rencontraient la mort qui sera, peut-être, celle du genre humain.

Les morts et les survivants

par le docteur JACQUES RUFFIÉ (*)

L'horreur du bombardement atomique ne tient pas uniquement à sa violence. Certains bombardements « conventionnels » l'ont atteint, voire dépassée. Les raids effectués au-dessus de Dresde, en Allemagne, par l'aviation alliée dans la nuit du 13 au 14 février 1945, firent 135 000 victimes. Son originalité, si l'on peut dire, est liée à ses conséquences lointaines, qui peuvent ne se manifester que des années après le drame.

L'explosion de la bombe entraîne un triple effet, thermique, mécanique et radioactif, correspondant à trois vagues qui sont presque simultanées.

● La bombe d'Hiroshima devait, à la périphérie de la boule de feu, présenter une température de 3 000 à 4 000°C. Cette onde se propagea très vite en se refroidissant progressivement : elle était encore à 500°C à 1 kilomètre. Son passage fut bref : 0,5 à 1 seconde. Pour les sujets près de l'hypocentre, la carbonisation fut immédiate et totale.

Un vent de 800 km/heure

Les tuiles des toits, les objets de verre ou de métal, fondirent. On peut voir au musée mémorial d'Hiroshima des débris d'objets d'os d'écailles empâtés dans des gamelles et des gravats fondus. En outre, cette onde de chaleur était directionnelle : à partir d'une certaine distance, seules les surfaces exposées à la bombe furent brûlées (un poteau carbonisé du côté de l'explosion, intact de l'autre, un individu surpris la tête tournée de profil avait la moitié du visage brûlée, l'autre saine). Par ailleurs, tous les jours à une certaine distance, la brièveté de l'onde thermique fut telle que de simples vêtements servirent de protection : seules les parties découvertes (cou, face, mains) furent lésées. Ces brûlures ont été observées jusqu'à 4 kilomètres de l'hypocentre.

Encore aujourd'hui, on ignore le nombre exact des morts par brûlures, tant il fut difficile de reconnaître et d'identifier les restes humains mélangés au

(*) Professeur au Collège de France.

ma main gauche se défit aussi, les cinq doigts, comme un gant.

● Une panique frénétique me saisit, je voulais fuir, mais où ? Tout n'était plus que débris, charpentes, poutres et tuiles de toit, sans plus aucun point de repère.

● Par centaines, des gens gigotaient dans la rivière. Etaient-ce des hommes ou des femmes, je ne pouvais pas le dire, ils étaient tous dans le même état : leurs visages étaient boursifs et couleur de cendre, leurs cheveux hirsutes, ils tenaient les mains levées, et avec des grognements de douleur ils se jetaient à l'eau.

● Une mère, la figure et les épaules couvertes de sang, essayait frénétiquement de se jeter à l'intérieur d'une maison en feu. Un homme la retenait et elle hurlait : « Lâchez-moi ! Lâchez-moi, mon fils est là-dedans en train de brûler ! » On aurait dit un démon en furie. Sous le pont de Kojin, qui était à moitié écroulé et avait perdu ses fortes rambarades de béton armé, je vis flotter dans l'eau comme des chiens cravés un grand nombre de cadavres, à peu près nus, leurs vêtements étant en lambeaux. Au bord de l'eau, près de la rive, il y avait une femme étendue sur le dos, les seins nus, baignant dans le sang. Comment cette horrible chose avait-elle pu arriver ? Je pensais aux scènes de l'enfer bouddhiste telles que me les décrivait ma grand-mère quand j'étais petite.

● Est-ce l'éclair qui vint le premier, ou le bruit de l'explosion déchirant mes entrailles ? Je ne me rappelle plus. J'avais été jetée par terre, éperdue sur le sol, et immédiatement le monde commença à s'écrouler autour de moi, sur ma tête, sur mes épaules. Je ne voyais plus rien, il faisait complètement noir.

● Je finis tout de même par arriver à me dégager en rampant. Il y avait une odeur terrible dans l'air. Pensant que la bombe qui nous avait frappés pouvait être une bombe incendiaire au phosphore jaune, comme il en tombait sur tant d'autres villes, je me frottai le nez et la bouche assez fort avec mon tenguji, une sorte de serviette japonaise que j'avais à la ceinture. A mon horreur, je découvris que la peau de mon visage était restée dans la serviette. Ah ! celle de mes mains, celle de mes bras se détachait aussi ! Depuis le coude jusqu'au bout des doigts, toute la peau de mon bras droit s'était décollée et pendait de façon grotesque. La peau de

Témoignage cité par Robert Guillian dans la Guerre au Japon, de Pearl Harbor à Hiroshima, éd. Stock.

Je pensais aux scènes de l'enfer bouddhiste

C'était à Hiroshima, ce matin du 6 août. J'avais rejoint une équipe de femmes qui, comme moi, travaillaient comme volontaires à faire des coupe-feu de protection contre les raids.

● Notre groupe, en file indienne, avait passé le pont de Tsurumi quand, sans qu'il y ait eu d'alarme, un avion ennemi apparut tout seul, très haut au-dessus de nos têtes. Ses ailes d'argent brillaient au soleil d'un vil éclat. Une femme cria : « Oh ! regardez, un avion ! » Je me tournai dans la direction qu'elle désignait, et juste à ce moment-là un éclair fulgurant occupa le ciel entier.

● C'est l'éclair qui vint le premier, ou le bruit de l'explosion déchirant mes entrailles ? Je ne me rappelle plus. J'avais été jetée par terre, éperdue sur le sol, et immédiatement le monde commença à s'écrouler autour de moi, sur ma tête, sur mes épaules. Je ne voyais plus rien, il faisait complètement noir.

● Je finis tout de même par arriver à me dégager en rampant. Il y avait une odeur terrible dans l'air. Pensant que la bombe qui nous avait frappés pouvait être une bombe incendiaire au phosphore jaune, comme il en tombait sur tant d'autres villes, je me frottai le nez et la bouche assez fort avec mon tenguji, une sorte de serviette japonaise que j'avais à la ceinture. A mon horreur, je découvris que la peau de mon visage était restée dans la serviette. Ah ! celle de mes mains, celle de mes bras se détachait aussi ! Depuis le coude jusqu'au bout des doigts, toute la peau de mon bras droit s'était décollée et pendait de façon grotesque. La peau de

Étranger

COTE-D'IVOIRE

L'encyclopédie du Vieux Pêcheur

L'Afrique compte encore quelques vieux « toubabs » (Blancs) pittoresques, cocassants de la « colonie » et admirables connaisseurs des lieux et des gens. Il en est peu d'aussi étonnants que le Vieux Pêcheur, lexicographe du Grand-Bassam...

De notre envoyé spécial

Grand-Bassam. — « Personne ne veut croire que j'ai commencé à travailler sur ce projet d'encyclopédie en 1934. Voici un document suffisamment jauni pour le prouver. » Raymond Borremans, l'œil bleu-vert, le regard vif à l'abri de lunettes à grosses montures noires, sort d'un grand presse-book la couverture imprimée de ce qui aurait dû être, à l'époque, le Dictionnaire encyclopédique de l'Afrique Occidentale française. Cinquante et un ans plus tard, son projet se réalise enfin. Le premier des six volumes du dictionnaire encyclopédique de la Côte-d'Ivoire va voir le jour. Au désespoir de son auteur, il ne traitera que d'un pays. S'il avait fallu suivre son dessein et couvrir toute l'Afrique francophone, explique-t-il, je ne sais pas comment nous aurions fait. Je considère avoir suffisamment attendu.

A soixante-dix-neuf ans — il est né le 3 juin 1906, à Paris, dans le douzième arrondissement, près de la Bastille. — Raymond Borremans a conquis la sérénité de l'homme qui touche à son but sans perdre l'enthousiasme du jeune globe-trotter qu'il était, le 1^{er} janvier 1929, embarquant à Port-Vendres pour ce qu'il croyait être un tour du monde. Sa vie, fourmillante d'anecdotes et d'aventures dignes de Tintin, il la conte volontiers au visiteur. Dans l'ancienne capitale de la Côte-

d'Ivoire, Grand-Bassam, il babille un ancien comptoir entouré de quelque soixante-quinze mille fiesbes qui lui servent de base pour son encyclopédie dans la Fondation Borremans. On y pèture de plaio-pied, religieusement, comme dans une basilique toute de quiétude et de recueillement. Le maître des lieux trône, derrière son bureau, chef d'escadron à la tête de ses milliers de fiches serrées dans des boîtes alignées au cordeau, en plusieurs rangées, sur deux tables de cinq mètres de long.

« Tout le monde me connaît sous le surnom de Vieux Pêcheur, explique-t-il. Vieux, ici, n'est pas péjoratif, mais indique que l'on a acquis une certaine sagesse : pêcheur, car chacun a eu l'occasion de me voir taquiner le poisson au bord de la lagune, espérant qu'un jour quelqu'un s'intéresserait à mes fiches. »

Avec trombone et grosse caisse

C'est chose faite. L'antenne ivoirienne des Nouvelles éditions africaines a racheté le fichier complet, fruit de cinquante-six années de travail. « Évidemment, je m'y suis attaché, je suis en quelque sorte l'ordinateur de cette gigantesque banque de données, j'en suis indissociable, c'est pourquoi ils m'ont acheté avec », confie-t-il, non sans humour. Le premier volume de cette somme colossale, consacré aux lettres A et B, devait sortir au mois de juin.

Juste récompense pour cet homme hors du commun qui avoue, sans fierté aucune, se mettre à l'ouvrage quotidiennement des trois heures du matin quand son état de santé le lui permet. « J'ai eu une sérieuse alerte cardiaque en octobre dernier, dit-il, qui m'a beaucoup retardé. J'ai

bien cru que j'allais y passer. Je m'en suis sorti, et au moment où je me remettais vraiment, vlan ! je me casse l'épaule gauche, au mois de janvier, après avoir glissé dans ma daube. » A part ça, pas de problème, je manque juste un peu de souffle.

Du souffle, il en a fallu beaucoup à l'homme orchestre, débarqué en janvier 1929 à Oron, sans tambour ni trompette. Ou plutôt

contrat dans un hôtel, là, m'ont permis d'assurer le quotidien et de voir du pays. » Le Sénégal, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, etc.

Planté devant une carte de ce continent africain qu'il a parcouru de long en large, il se hausse sur la pointe des pieds : « Je suis passé partout, sans arme ni bagage. En 30-31, ça n'était pas spécialement facile. Par exemple, on ne pouvait pas traverser le lac Tchad.



CELNIKIER.

avec banjo, grosse caisse, trombone et bigophone (instruments de musique barbares, assure le Robert), car Raymond Borremans, alors auteur-compositeur et musicien, chantait du tout en un, commence à vivre de musique, quatuor à lui tout seul, dans cette Afrique qu'il découvre. « Après avoir traversé l'Algérie et le Maroc, j'ai débarqué à Dakar, avec un visa pour le Brésil en poche. Mais c'était la crise de 29, et je me suis dégonflé. Je suis resté en Afrique avec mes instruments. Une représentation ici, un

Eh bien, je l'ai fait, seul, en dix jours, sur un bateau de papyrus, à la perche... sans savoir nager. »

Ne sachant pas non plus aller à bicyclette, il s'offre un triporteur, à Bamako, pour pouvoir se rendre en Guinée sans défilier les lois de l'équilibre. Malheureusement, l'engin est aussi fragile qu'inabordable. Bris d'axe de pédalier. Notre musicien ambulancier donne son véhicule au chef d'un village et continue sa route vers Conakry dans le camion d'un Libanais. « Hélas ! je n'avais pas fait de

papier pour le don, se souvient-il, et, deux ans plus tard, à Bamako, le commissaire de police me fait appeler et me rend mon triporteur, pensant qu'il m'avait été volé. Sur le moment, écarqué, je l'ai rendu 100 F ; nous étions en 1933. En 1937, je l'ai retrouvé à Ségou, où l'on s'en servait pour livrer le pain ! »

S'estimant victime d'une concurrence déloyale du cinéma parlant, Raymond Borremans raccroche ses instruments en 1934. Il s'installe à Abidjan et finit par décrocher un emploi de comptable auxiliaire à la caisse centrale du Crédit agricole de Côte-d'Ivoire. Lassé de la vie citadine, il reprend ses pérégrinations, en 1937, et se lance dans le cinéma ambulant jusqu'en juillet 1940 où, contraint et forcé, pour cause de guerre, il revient à la comptabilité. « En 1942, treize ans après avoir quitté la France, j'y revenais pour voir mon père et surtout pour avoir le bon alibi qui me permettrait de quitter la femme que j'avais épousée en 37 et qui, devenue férocement jalouse, me rendait la vie impossible. »

Chasseur de papillons

Ce séjour en métropole sera bref. Raymond trouve cependant le temps de passer trois mois au Muséum d'histoire naturelle, « pas en tant que phénomène », tient-il à préciser, avant de se rembarquer pour la Côte-d'Ivoire. « Il était temps, car, quinze jours plus tard, les Allemands étaient à Marseille. » A Abidjan, Raymond devient gérant des salles de la Comacino. Ses escapades en brousse le transforment en chasseur de papillons. Il complète, en 1946, une collection dont il fait don à l'IFAN, et exhibe fièrement à ce sujet une lettre du directeur de l'époque, Théodore Monod, qui le remercie

et lui demande instamment de continuer à l'approvisionner en spécimens rares. Pire il reprend, jusqu'en 1974, la route au volant d'un Ford trois tonnes cinq, chargé d'un équipement qui fait de lui un vrai professionnel du cinéma ambulant.

« Je continuais toujours à établir des fiches, se souvient-il. Je les rédigeais dans mon camion, où j'avais installé un petit bureau tout en colportant cette merveilleuse culture occidentale dont les fleurons étaient Tarzan, Zorro, s'appelaient Tino Rossi ou Fernandel. »

« Y a pas son deux »

Pour mener à terme sa grande œuvre, il abandonne son camion et se fixe à Grand-Bassam, qui l'attirait depuis longtemps. « Je comptais passer mon temps à mettre en forme et tenir à jour ces milliers de notes accumulées au cours de mes voyages, mais vous savez ce que c'est, je me suis un peu dispersé. » C'est le moins que l'on puisse dire, car notre encyclopédiste a trouvé le temps d'écrire en 1981 un précis d'histoire de Grand-Bassam (1469-1981), de mettre la main à quelques poèmes, de retravailler les deux versions de ses mémoires, l'une en alexandrins, l'autre en prose rythmée, qu'il entend terminer après la publication de son encyclopédie.

L'hérité du premier volume, Raymond Borremans s'attelle maintenant au deuxième. Le Vieux Pêcheur a du pain sur la planche pour quelques années. Cela ne l'inquiète pas du tout. Africain depuis près de soixante ans, il sait que son continent d'adoption est de ceux où le temps se pèle à la volonté des hommes. Et surtout de l'homme dont on dit ici : « Y a pas son deux ! »

FREDERIC FRITSCHER.

CANADA

La grande kermesse maronite de Montréal

Le Canada reste un pays accueillant à l'étranger. A l'heure où, un peu partout les sociétés multiculturelles se fissurent, c'est à Montréal que vient de se tenir le troisième rassemblement de la diaspora des maronites libanais. On s'y est un peu chamaillé dans une commune vénération du grand saint Maron.

De notre envoyé spécial

Montréal. — Bien que huit des vingt-cinq millions d'habitants du Canada soient considérés comme allophones — c'est-à-dire qu'ils parlent l'anglais et (ou) le français, tout en ayant une langue maternelle autre — les portes du pays ne sont pas fermées aux immigrants : au cours de la décennie écoulée, le Canada a, chaque année, accueilli en moyenne cent vingt mille nouveaux arrivants, dont vingt mille au Québec. Ottawa dispose, outre d'un ministère de l'immigration, d'un ministère d'Etat au multiculturalisme, actuellement confié à M. Jack Murta, dont l'« uilinguisme » anglophone suscite cependant bien des moues parmi les six millions de francophones.

Le Québec, qui a créé un ministère des communautés culturelles et de l'immigration, et qui a offert aux minorités linguistiques une chaîne de télévision, compte pour sa part 13 % d'allophones ; mais dans sa principale ville, Montréal, leur pourcentage atteint 35 %, selon la Fédération des groupes ethniques du Québec (FGEQ). Cette institution qui n'a pas d'équivalent dans les provinces anglophones, a été créée en 1972 par douze « ethnies ». Treize ans plus tard, elle en regroupe vingt-six (Arméniens, Camerounais,

Chinois, coptes d'Egypte, Croates, Espagnols, Estoniens, Grecs, Haïtiens, Hongrois, Indiens de l'Inde, Italiens, Lettons, Libanais, Lituanais, Mauriciens, Philippins, Polonais, Portugais, Roumains, Russes, Slovaques, Tchèques, Ukrainiens, Vietnamiens). Les juifs de diverses origines, les Latino-Américains, les Pakistanais et les Français — ces derniers fournissent, bon au mal an, un millier d'immigrés au Québec — ne se sont pas affiliés à la FGEQ.

Cet organisme, subventionné par Ottawa et par Québec, est présidé depuis 1975 par M. Kevork Baghdjian, Arménien de nationalité canadienne, né en Cilicie (Turquie). Citoyen libanais, ce professeur de littérature et d'histoire aux universités Saint-Joseph et Saint-Esprit, il quitta son premier pays d'adoption au lendemain des accords du Caire (1969), « qui, en donnant droit de cité armée aux Palestiniens, faisaient augurer le pire pour le Liban ». Depuis la guerre (1975), quinze mille des deux cent mille Arméniens libanais sont venus rejoindre les trente-cinq mille Arméniens déjà Canadiens.

Orientaux francophones

Parmi les immigrés les plus prisés au Canada, en raison de leurs facultés d'adaptation et de réussite et, particulièrement au Québec, à cause de leur fréquente connaissance du français, figurent les chrétiens orientaux. Dès la seconde partie du dix-neuvième siècle arrivèrent des survivants des massacres de 1860 au Levant, puis, au milieu de ce siècle, ce furent des laissés pour compte du régime nassérien (le Monde du 9 juin 1984). Enfin, depuis 1975, des rescapés de la guerre du Liban. Les Canadiens d'origine libanaise seraient aujourd'hui près de cent mille. Les Libanais sont à présent les seuls étrangers

pouvant présenter leur demande d'immigration sur le territoire même du Canada.

Aussi, lorsque l'Union maronite mondiale (UMM), créée il y a six ans, se vit, sous un obscur prétexte, refuser par la France de tenir son troisième congrès à Paris, fut-elle accueillie avec empressement à Montréal. Le ras-

semblement des représentants d'une diaspora évaluée, selon les sources, de trois à cinq millions de personnes, — dont environ un million auraient conservé le passeport frappé du cédre doré, a donc pu se tenir, en juillet, dans un hôtel montréalais.



La cathédrale de rite oriental Saint-Sauveur à Montréal (la Revue du monde arabe au Canada).

semblement des représentants d'une diaspora évaluée, selon les sources, de trois à cinq millions de personnes, — dont environ un million auraient conservé le passeport frappé du cédre doré, a donc pu se tenir, en juillet, dans un hôtel montréalais.

Venus de la terre entière, y compris du Liban, les centaines de délégués se sont retrouvés dans une atmosphère de kermesse où les démonstratives traditions orientales s'exprimaient en même temps que les usages et les langues de nations les plus diverses, où l'immigré maronite se sentait tantôt adopté (Américains), tantôt exilé (monde arabe), tantôt de moins en moins désiré (Afrique noire).

éclate en sanglots au micro en évoquant son village d'origine effacé de la carte du Liban par des druzes, du maronite du Texas qui ne quitte plus son chapeau de cow-boy à ses discrets coreligionnaires de Chypre ou d'Israël, du jeune prêtre au rude accent australien à la femme du monde de Mexico, éclatait l'extrême diversité des membres d'une diaspora dont le seul point commun — mais ô combien solide ! — n'est bien souvent que l'attachement à l'esprit de saint Maron, cet anachorète araméen du quatrième siècle, dont la devise aurait pu être : « Endurance et Fidélité ».

On pourrait en revanche s'interroger sur la réaction de l'autochtone moine, s'il avait risqué

un œil dans le palais de Montréal le jour où le cheikh Amine Aouad, président de l'UMM et prospère homme d'affaires au Mexique, s'est auto-intronisé « grand maître de l'ordre souverain de saint Maron », arborant pour la circonstance un costume brodé d'or avec tricornes à plume blanche et épée d'apparat, que même un maréchal d'Empire aurait sans doute trouvé un peu chargé...

Apoplexie

Même interrogation en songeant à la concordie que prêchait saint Maron à ses disciples, et alors qu'il était visible, durant la conférence, la méfiance entre groupes, clans et partis maronites du Liban ou leurs projections à l'extérieur. Les Zghorties de l'ancien président François Frisère l'apoplexie lorsque fut lu un anodin message de M^{re} Solange Béchir-Gemayel, veuve du président élu assassiné en 1982. Quant au parti Kataeb, il ne participait pas officiellement aux assises pour complotaire au président Amine Gemayel, qui avait osé, à tort d'ailleurs, une mainmise des Forces libanaises, bras armé de la résistance chrétienne, sur la conférence.

S'affrontèrent ouvertement, en revanche, tenants de la panacée syrienne et ceux de l'alliance israélienne, le jeune journaliste maronite Antoine Basbous parvenant tout de même in fine à faire applaudir cette évidence que le Liban ne pourra survivre qu'en se tenant à égale distance de ses deux puissants voisins. Les congressistes eurent moins de mal à reconnaître que « jamais cause juste fut plus mal défendue, par les intéressés eux-mêmes, que celle des chrétiens du Liban ». Comme pour illustrer ce propos, les médias canadiens, généralement bienveillants à l'égard des Israéliens et des Palestiniens, voire des chiites, évoquaient au même moment — ces chrétiens

libanais qui se prétendent menacés de génocide. » Au lieu d'expliquer aux Québécois, ilot francophone dans l'océan anglosaxon, que nous sommes une petite minorité chrétienne sur la mer islamique en Orient, nous avons laissé les Palestiniens, puis les musulmans, se présenter à Montréal comme étant menacés au Liban par l'environnement maronite », constatait M. Walid Phares, porte-parole du congrès.

En attendant la prochaine réunion de l'UMM, prévue à Beyrouth en 1986, un plan d'action informative a été esquissé visant notamment « à attirer l'attention de l'opinion internationale sur les appels répétés de chefs musulmans à l'islamisation des chrétiens du Liban » et « à rappeler la pratique millénaire, par ces derniers, de la coexistence islamochrétienne, alors que les différents communautés musulmanes ont toujours refusé de vivre dans des villages communs ». Les délégués se sont, d'autre part, déclarés favorables à « un règlement de la crise libanaise par la tenue d'une conférence internationale à laquelle participeraient notamment Washington, Moscou, Paris et Damas ».

Au-delà des déclarations et du folklore, l'impression qui finalement prévalait au congrès de Montréal était celle d'une grande solitude. Elle contrastait avec la foi de nombre de congressistes, tel cet épiscopat maronite de New-York qui a envoyé à l'UMM 1000 dollars « pour le Liban ». Cette somme est venue s'ajouter aux 130 000 dollars (environ 120 000 F) adressés par une diaspora qui, contrairement à une idée reçue, avait, depuis le début de la guerre, été très avare de ses deniers pour ses coreligionnaires restés au pays.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

* Fédération des groupes ethniques du Québec, 3264 chemin Rive-Marie, H3W 1X3 Montréal, Québec, Canada.
* Union maronite mondiale, cille Copenhague 19, Mexico D.F., Mexique.

مكتبة الأصيل

05:17:10

France

M. Mitterrand : « Je n'ai aucune raison de dissoudre l'Assemblée nationale »

M. François Mitterrand déclare, dans un entretien publié samedi 3 août par *Sud-Ouest*, qu'il n'a pas l'intention de dissoudre l'Assemblée nationale pour provoquer des élections législatives anticipées. Démentant les rumeurs et les hypothèses sur ce point, le président de la République affirme : « La dissolution est un moyen constitutionnel dont dispose le chef de l'Etat, mais dont il ne doit user — je l'ai déjà fait — qu'en cas de nécessité et dans l'intérêt de la République. Or la majorité courageuse et clairvoyante élue en 1981 a grandement contribué à la stabilité politique en soutenant sans défaillance le gouvernement. Je n'ai donc aucune raison de mettre avant l'heure un terme à son mandat, et je ne le ferai pas ! »

« Un budget économe »

M. Mitterrand indique, d'autre part, à propos des orientations budgétaires pour 1986 : « Dans un premier temps, l'an dernier, j'ai fait réaliser la plus grande diminution d'impôts que l'on ait connue depuis la

guerre ; c'était un coup d'arrêt à une augmentation incessante année après année : l'ensemble des impôts et des charges a crû de 1 % chaque année depuis 1973, si bien que lorsque j'ai demandé, pour 1983, 1 % de moins, cela voulait dire pour les finances une rétrocession de 2 %, compte tenu de l'augmentation prévue. Cette fois, il y a encore réduction. »

« Notre budget est un budget économe, et si l'économie sur le train de l'Etat, ajoute M. Mitterrand, c'est parce que je crois que c'est une nécessité de tenir dans des proportions raisonnables la charge que doivent supporter les citoyens. »

Interrogé sur la compréhension que l'opinion publique a de la politique de modernisation entreprise par le gouvernement, le président de la République affirme : « L'opinion sait que c'est le seul chemin. C'est un chemin aride mais dont la direction est sûre et qui va précisément à l'endroit recherché. D'une façon diffuse, l'opinion sait bien cela, et nul ne prétend vraiment le contraire. »

Seize conseillers municipaux du Valenciennois se mettent « en congé » du Parti socialiste

Seize conseillers municipaux socialistes de deux petites communes du Valenciennois, Haspres et Maing, ont annoncé, le vendredi 2 août, leur décision de « se mettre en congé de parti », pour protester contre l'attitude des instances nationales du PS dans l'affaire de l'usine sidérurgique Unimetal de Trilb-Saint-Leger, filiale d'Usinor-Sacilor, qui doit fermer ses portes. Au cours de ce « congé », dont ils ne précisent pas la durée, les élus de ces deux municipalités d'union de la gauche, dirigées par le PCF, ne verseront pas leur prochaine cotisation au Parti socialiste, mais la mettront à la disposition des grévistes d'Unimetal. Les conseillers municipaux de Maing précisent qu'ils s'élèvent contre « le

non-respect des engagements pris par Pierre Mauroy, ancien premier ministre, en 1984, assurant du maintien de l'usine de Trilb. »

Dans une interview publiée samedi par le *Quotidien de Paris*, M. Michel Delbarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ancien directeur du cabinet de M. Mauroy à l'hôtel Matignon, affirme : « La conduite de l'action gouvernementale menée, depuis 1981, sous la conduite du président de la République... » « On voudrait me faire dire que Mauroy, c'était la gauche, que Fabius, c'était la droite. Eh bien ! qu'on ne compte pas sur moi », déclare M. Delbarre.

DANS LE FINISTÈRE

L'homme de l'« Amoco » épinglé !

De notre correspondant

Brest. — Le maire de Ploudalmézeau (quatre mille sept cents habitants), M. Alphonse Arzel (CDS), sénateur du Finistère, est une des premières victimes des chembrats régionaux des comptes mises en place avec la décentralisation. La chambre de Rennes a épinglé sa gestion, jugée trop dispendieuse, et imposé un plan de redressement sur trois années, afin de réduire une dette de 32 millions de francs en capital.

« Je suis un animal politique qu'on veut abattre », ne cesse de clamer M. Arzel. Il n'a pas de compte à rendre à la commune. Mais il s'agissait de l'affaire de la chambre de Rennes a épinglé sa gestion, jugée trop dispendieuse, et imposé un plan de redressement sur trois années, afin de réduire une dette de 32 millions de francs en capital.

« Les élections régionales se profilent, on veut m'abattre », dit-il, depuis qu'aux dernières cantonales il a essuyé son premier échec, une défaite contre M. Edouard Talem (RPR), sénateur en retraite, élu avec les voix des communes côtières et qui avait épluché les « comptes d'Alphonse ».

Pour M. Arzel, il y a un intérêt à dire, en effet, que tout cela n'est que politique.

quelles peuvent exposer les comptables communaux. « J'ai embauché trop de monde au CPVOM par action sociale, dit Alphonse Arzel, et nous avons fait un choix pour investir afin de garder l'emploi. »

Les comptes de Ploudalmézeau présentent un relief particulier en raison de la personnalité du maire, un cultivateur entré tout jeune dans le militantisme agricole et qui n'a une carte de visite bien remplie : président de la chambre départementale de l'agriculture pendant sept ans, maire à son cinquième mandat, conseiller général pendant dix-huit ans, vice-président du conseil régional, élu sénateur en 1980 et président du syndicat des communes victimes de la marée noire. A la tête de ce comité de défense, en compagnie de son ami Charles Josselin (PS), président du conseil régional des Côtes-du-Nord, il a réussi un « coup » inespéré : gagner la Standard Oil à la suite de la marée noire provoquée par l'*Amoco-Cadiz*.

Un procès qui n'est pas terminé puisque le juge doit décider maintenant des indemnités (2). Et si, précisément, ces indemnités tombaient à pic pour la trésorerie de l'« Amoco » ? Une éventualité qui met hors de lui M. Arzel. Il consens farouchement l'argent gagné effectués entre les indemnités de l'*Amoco-Cadiz* et la situation financière de Ploudalmézeau.

« Les élections régionales se profilent, on veut m'abattre », dit-il, depuis qu'aux dernières cantonales il a essuyé son premier échec, une défaite contre M. Edouard Talem (RPR), sénateur en retraite, élu avec les voix des communes côtières et qui avait épluché les « comptes d'Alphonse ».

Pour M. Arzel, il y a un intérêt à dire, en effet, que tout cela n'est que politique.

GABRIEL SIMON.

(1) Dix communes, quinze mille habitants.

(2) Les indemnités demandées par les communes sont de 1,04 milliard de francs.

LA SITUATION EN GUADELOUPE

« Vous avez vu ces vestes retournées ? »

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — Georges Faisans n'était sans doute pas le martyr idéal. Les Guadeloupéens, indépendancistes en tête, en conviennent sans trop se faire prier. Contrairement à ce que pourrait imaginer l'opinion métropolitaine, les approximations, les apparences invraisemblances d'une grève de la faim, lourde, on l'a vu, de conséquences pour l'île, provoquent peu de gêne parmi ceux qui ont bruyamment réclamé pendant cinq jours, dans la rue, la mise en liberté du militant du MPGI (Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante).

Les images télévisées de la violence physique d'un homme qui aurait dû, après cinquante-six jours de jeûne, quitter la prison sur un brancard ? Les impressions désagréables laissées par sa déclaration à la presse ? Sa comparaison avec l'agnéon volontaire de l'irlandais Bobby Sands ? Rares, en définitive, sont les Guadeloupéens à être effleurés par un sentiment de culpabilité. Aucun regret sérieux. Au mieux, quelques critiques concernant la réputation de Georges Faisans : avant même que l'hypothèse d'une grève de la faim, ici, ait été avancée — après l'exploitation militante faite de cette grève de la faim par les radios libres indépendancistes, très écoutées dans l'île, — il se murmurait à Pointe-à-Pitre que, « en temps normal, la défense de ce militant n'aurait sans doute pas mérité une mobilisation générale ».

Besoin de dignité

Si le principe d'une vengeance par le saut d'abîme, pour le coup de pied donné par un Blanc, était généralement approuvé, certains reprochent déjà que justice ait été rendue par ce justicier-là.

Toute méprise serait dangereuse. L'affaire Georges Faisans n'a été, comme le reconnaissent les nationalistes les plus sincères, qu'un « appartenance » reconstruit un écho insoupçonnable en Guadeloupe. Deux jours avant l'ordre de grève — d'ailleurs limité aux seuls 24 et 25 juillet — lancé à l'initiative des « durs » du MPGI, les « modérés » de l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe) ont organisé la plus importante du mouvement, nationaliste, hésitant encore à profiter de cette occasion pour tester leur propre capacité de mobilisation.

Le réflexe de solidarité avec le Guadeloupéen emprisonné, très orchestré par les indépendantistes, a bien sûr joué. Mais jamais, jusqu'ici, le sort, aussi douloureux soit-il, d'un militant n'avait provoqué la sympathie, la réaction choquée, d'une aussi large couche de la population.

L'explication est donc plus complexe, et les observateurs les plus sérieux du « processus guadeloupéen » y décèlent les symptômes d'un mal profond. « C'était dans l'air », dit un cadre antillais. Dans un air saturé, depuis dix-huit mois au moins, de vagues incertitudes, d'irritations tout au long de l'été de l'Etat, de la classe politique locale, surtout peut-être de la médiane opinion que la Guadeloupe, les jours de lucidité, nourrit d'elle-même. Les facteurs de déclenchement des événements récents sont à peu près connus : la lourdeur d'une peine de prison pour un acte ici encore commun ; l'hostilité grandissante, d'un procès indépendantiste à l'autre, envers les magistrats de l'île, et surtout ceux de la cour d'appel de Basse-Terre ; la présence au côté des extrémistes du « camp patriotique » de bandes de voyous rétribués ; le besoin d'une jeunesse urbaine désœuvrée de se défouler en face des forces de l'ordre.

L'essentiel pourtant, la recherche inconsciente de ce qu'un avocat, M. Fred Hermann, appelle « une destinée collective autonome », n'avait jamais été mesurable de façon aussi aiguë. Personne en Guadeloupe ne s'oppose plus à cette idée : sans doute assiste-t-on dans l'île à un impérieux et maladroît réveil du besoin de dignité. Les jeunes le déclinent sur un mode romantique avec des tenues militaires d'inspiration canaque et les emblèmes vestimentaires « rasta ».

Les syndicalistes agricoles de la canne à sucre et les petits bananiers, regroupés au sein de l'UPLG, l'expriment en « occupant » des terres laissées à l'abandon par des grands propriétaires. Les agitateurs politiques du « ghetto » de Boissard, un quartier pauvre de Pointe-à-Pitre

ne s'emassent chômeurs, immigrés dominicains et voyous, l'assimileraient volontiers au mouvement anti-apartheid d'Afrique du Sud. La pulsion varie dans ses formes, étonnante, parfois violente. Mais elle grossit.

La Guadeloupe n'a rien perdu de ses contradictions et peu d'indépendancistes sérieux parleraient, après leur récent coup de force, sur une brusque évolution des consciences en faveur d'une « libération nationale ». La majorité de ceux qui ont soutenu, la semaine dernière, leur action sont rapidement revenus à des préoccupations plus terre à terre. Ceux-là mêmes qui avaient pu laisser brûler avec un certain plaisir des camions et des voitures, éprouver un sentiment trouble à l'annonce des pillages de magasins, s'inquiètent haut et fort des conditions d'indemnisation qui seront proposées et se timent, bien sûr, vers l'Etat, hier agresseur, pour demander réparation.

Il n'empêche. Ces journées chaudes de juillet, après tous les événements, attentats, procès, grèves de ces derniers mois, témoignent à l'évidence d'une grave usure, au moins sur le plan nerveux, du fragile fonctionnement guadeloupéen. L'hyperdépendance de l'île, sa consommation névrotique des mannes métropolitaines, sa mannebalise d'assistance, ne parviennent plus à apaiser tout à fait le « mal de vivre antillais », ces incertitudes d'identité qui hantent les Guadeloupéens bien au-delà du cercle étroit des intellectuels indépendancistes.

Identité, dignité. Ces mots reviennent sans cesse dans les réflexions sur les derniers événements de Pointe-à-Pitre. « L'île, après s'être tellement contentée d'une économie de subvention, est-elle en train de revendiquer une capacité, même modeste, à produire, à exister par elle-même ? » Ce questionnement, profondément formulé, d'un industriel « méro » pourrait avoir été fait à la préfecture de Guadeloupe, M. Maurice Sabourin, le commissaire de la République, profite, en effet, du traumatisme ambiant pour susciter dans tous les milieux socio-économiques « une prise de conscience pour une prise en charge ». S'en est-il entendu ?

« Un plan d'urgence »

L'Etat devra, comme d'habitude, avant tout réfléchir de survie insulaire, faire d'abord la preuve de sa bonne volonté. Les investissements publics ont beau être passés de 540 à 760 millions de francs entre 1981 et 1984, une tentative d'entraide éventuelle de l'économie locale réclame un nouveau geste. Aussi, depuis une semaine, la préfecture adresse-t-elle à Paris des dizaines de demandes pressées. Pour une présence dans l'île des entreprises nationales, pour le retour d'une concession Renault interrompue depuis six mois, pour qu'un tiers des besoins pétroliers ne soient plus achetés au prix fort sur le marché caribéen. Pour que la réforme foncière soit accélérée, la promotion touristique reprise à zéro, le fonds spécial des grands travaux réaménagé.

« Il faut d'urgence pour la Guadeloupe un plan économique parti-

culier », nous explique M. Sabourin, une intervention de poids qui compense la désertion progressive — au profit du Canada, des Etats-Unis ou de la Côte d'Azur — des investisseurs des milieux d'affaires békés (Blancs créoles) et qui permette enfin aux initiatives locales quelques chances de réussite. L'UPLG a des beaux jours devant elle, estimant même ses adversaires, tant que 50 % des demandeurs d'emplois longue durée seront des jeunes.

M. Georges Lemaire, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, devrait rendre publiques les premières mesures arrêtées par le gouvernement, lors d'un bref séjour qu'il doit effectuer à Pointe-à-Pitre ce samedi 3 août. La Guadeloupe, épuisée par une semaine d'inquiétude et de colère, mérite toutefois un signe plus symbolique encore de l'attention de la métropole : le préfet, aurait jugé nécessaire, selon certaines informations, de proposer à M. Fabius de venir lui-même rassurer tous ceux qui s'inquiètent de l'escalade des dérangements.

La volte-face des élus

Car il ne s'agit plus simplement de redonner confiance aux délégués de l'« assimilationnisme ». Cette folle semaine a montré de façon criarde le vide politique de la Guadeloupe. Comme si les institutions départementales et régionales, les élus toutes tendances confondues, s'étaient abstenus, laissant l'île au duo tendu du « camp patriotique » et d'un préfet qu'on avait tendance à prioriser l'investissement de se comporter comme un gouverneur. Depuis des années, les indépendantistes cherchaient à persuader la population des déficiences des collectivités et des hommes politiques locaux. Ils y sont cette fois parvenus au-delà de leurs espérances.

« Vous avez vu ces vestes retournées ? », demande un membre de

l'UPLG. La volte-face des élus est en effet des plus déconcertantes. Après une belle unanimité en faveur de la mise en liberté de Georges Faisans, c'est à qui, parmi les responsables des partis politiques, cherchera le plus promptement à s'occuper d'autre chose que du sujet imposé.

Deux exemples simplement : indifférent à l'apparente contradiction de ses attitudes successives, M^{me} Lucette Michaux-Chevry (divers droite), ancienne présidente du conseil général, critique publiquement désormais l'attitude de l'Etat pendant le mouvement de contestation, après avoir quelques jours plus tôt, et tout aussi publiquement, demandé au préfet surtout « de ne rien faire qui soit de nature à relancer les affrontements ». Le docteur Henri Bangou dirigeant du Parti communiste guadeloupéen, maire de Pointe-à-Pitre, s'est montré, de son côté, très avare de paroles pendant l'occupation et la mise à mal de sa ville. A en croire le PCG, dont des dizaines de jeunes militants défendaient les barricades, cette volte-face de la rue n'était qu'une provocation anticommuniste.

A droite comme à gauche, la gêne de la classe politique, ses hésitations, sa « langue de bois », comme dit le « camp patriotique », sont manifestes. L'UPLG, ravie, le préfet surpris, partagent la même impression : jamais sans doute la philosophie d'une « Guadeloupe française » n'a été aussi mal soutenue par ceux qui ont mandat de la défendre. Ce vide, impressionnant, renforce la sensation d'une sorte de parole majoritaire, ces derniers jours, des idées nationalistes. L'onde, en tout cas, rencontre bien peu d'obstacles. L'« imprégnation » de l'indépendantisme dans les esprits — l'expression est du préfet —, déjà constatée ces derniers mois, va bon train.

PHILIPPE BOGGIO.

POLÉMIQUE SUR LA GRÈVE DE LA FAIM DE GEORGES FAISANS

Une mise au point du ministère de la justice

Le ministère de la justice n'a publié, vendredi 2 août, une mise au point sur le déroulement de la grève de la faim du militant indépendantiste Georges Faisans. L'ancien président du conseil général de la Guadeloupe, M^{me} Lucette Michaux-Chevry (divers droite), avait déclaré, la veille, sur Antenne 2 et RFO : « La population a très mal accepté cette décision de justice (la mise en liberté de ce militant) d'autant qu'elle a tout de suite vu Georges Faisans à la télévision et a eu le sentiment qu'il n'était pas gréviste et qu'il n'allait pas mourir, contrairement à ce qu'on nous disait. Il y a eu une désinformation totale, on a tous été intoxiqués. »

Dans sa mise au point, le ministère indique : « Le 3 juin 1985, Georges Faisans a entamé une grève de la faim à la maison d'arrêt de Basse-Terre. Le 27 juin suivant, après vingt-cinq jours de grève de la faim, il a été transféré aux prisons de Fresnes dans le quartier des grévistes de la faim, où il est resté jusqu'au 26 juillet, date à laquelle il a été placé à l'hôpital de Fresnes, au cinquième-quatrième jour de sa grève de la faim. Pendant toute la durée de sa grève de la faim, il a refusé tous les repas qui lui ont été fournis par l'administration pénitentiaire. Le 3 juin 1985, date du premier jour de sa grève de la faim, Georges Faisans pesait 88 kg. Le 29 juillet, jour de sa mise en liberté provisoire, après cinquante-sept jours de grève de la faim, il pesait 63 kg. Il a donc perdu 25 kg pendant sa grève de la faim. »

La Chancellerie rappelle qu'elle a « formellement démenti, le 23 juillet, que son transfert vers un hôpital civil soit envisagé, contrairement aux informations qui avaient été données le 22 juillet par son comité de soutien » et qu'elle a toujours précisé, dans les différents bulletins de santé, que l'état de santé de Georges Faisans était « stable », n'inspirait « pas d'inquiétude » et était « compatible avec la détention ».

Le ministère de la justice conclut, en soulignant que « l'attitude de l'administration pénitentiaire, en particulier des services hospitaliers des prisons de Fresnes, a été conforme dans cette affaire à la pratique habituelle s'agissant de grévistes de la faim ».

[Interrogé par l'AFP, Georges Faisans déclarait, vendredi, au sujet de cette polémique : « Mon peuple a pris sa lutte en charge et j'ai alors décidé que ma grève ne devait plus être un suicide mais un combat. Si je battais le record de Bobby Sands (le militant irlandais de l'IRA mort en prison), qui a tenu soixante-six jours, en Guadeloupe on aurait dit : « Il est allé plus loin », et ça aurait servi la cause. »

France

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

La décision du Conseil constitutionnel est assurée de faire jurisprudence

C'est, en principe, le jeudi 8 août ou le vendredi 9 août que le Conseil constitutionnel, saisi par les parlementaires de l'opposition, doit arrêter sa décision sur la nouvelle loi relative à la Nouvelle-Calédonie adoptée par le Parlement le 26 juillet.

Le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie affiche une tranquillité assurée. M. Edgar Pisani paraît certain que le texte qu'il a défendu, avec l'appui des seuls parlementaires socialistes, sera jugé conforme à la Constitution. De tous les arguments avancés par les sénateurs et les députés de l'opposition afin d'essayer de prouver le contraire, il en est un toutefois qui le préoccupe sérieusement, même s'il ne doute pas du bien-fondé de sa démarche.

Il s'agit de l'inégalité de représentation qui résulterait, s'il est appliqué, du découpage de la Nouvelle-Calédonie en quatre régions démographiquement déséquilibrées. Au nom du respect de l'égalité du suffrage, l'opposition demande au Conseil constitutionnel de déclarer contraire à la Constitution l'article 3 de la loi qui précise que la région du Nord (21 512 habitants, 13 143 électeurs inscrits) aura neuf conseillers régionaux, la région des Îles Luyet (15 510 habitants, 11 349 électeurs inscrits), en aura sept; la région du Centre (23 248 habitants, 13 188 électeurs inscrits) en aura neuf, et la région de Nouméa (85 098 habitants, 45 699 électeurs inscrits) en aura dix-huit.

Les deux recours déposés par les députés et les sénateurs soulignent que chaque élu du Nord représentera à peu près 2 390 habitants, chaque élu du Centre 2 215, chaque élu du Centre 2 583, alors que chaque élu de la région de Nouméa en «pèsera» 4 727. L'opposition affirme qu'il sera donc «deux fois plus difficile d'être élu dans la région de Nouméa que dans la région de l'Est ou du Nord».

graphiquement déséquilibrées. Au nom du respect de l'égalité du suffrage, l'opposition demande au Conseil constitutionnel de déclarer contraire à la Constitution l'article 3 de la loi qui précise que la région du Nord (21 512 habitants, 13 143 électeurs inscrits) aura neuf conseillers régionaux, la région des Îles Luyet (15 510 habitants, 11 349 électeurs inscrits), en aura sept; la région du Centre (23 248 habitants, 13 188 électeurs inscrits) en aura neuf, et la région de Nouméa (85 098 habitants, 45 699 électeurs inscrits) en aura dix-huit.

Les deux recours déposés par les députés et les sénateurs soulignent que chaque élu du Nord représentera à peu près 2 390 habitants, chaque élu du Centre 2 215, chaque élu du Centre 2 583, alors que chaque élu de la région de Nouméa en «pèsera» 4 727. L'opposition affirme qu'il sera donc «deux fois plus difficile d'être élu dans la région de Nouméa que dans la région de l'Est ou du Nord».

pour accuser le gouvernement de vouloir délibérément défavoriser la communauté européenne, farouchement anti-indépendantiste, regroupée presque entièrement à Nouméa et dans sa banlieue.

Cette argumentation est analogue à celle qui prévaut, aussi en métropole, au-delà des clivages politiques, chaque fois qu'on met en parallèle le «poids» démographique des élus des circonscriptions urbaines, très peuplées, et celui des élus ruraux, représentant des circonscriptions à faible densité de population.

En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, le gouvernement a beau jeu de répliquer que cette apparente inégalité a simplement pour objectif, justement de remédier au déséquilibre — aggravé par les clivages ethniques — que provoque le poids démographique et politique de Nouméa. Et qu'il s'agit d'y remédier au profit des régions rurales en recherchant un meilleur équilibre, qui puisse effacer ce que M. François Mitterrand appelle en janvier dernier «la force injuste de la loi», pour souligner combien l'application rigoriste

de certaines règles peut contribuer parfois à entretenir l'injustice en toute bonne conscience.

Prenant les devants — sait-on jamais — l'entourage de M. Pisani estime que la mauvaise foi de l'opposition est en la circonstance d'autant plus «établie», que la loi du 7 août 1984, qui avait fixé le nouveau régime électoral du territoire, entré en vigueur aux élections régionales de 1984, avait retenu un découpage du territoire suivant lequel les intégrités de représentation dénoncées aujourd'hui par l'opposition étaient déjà manifestes dans les quatre circonscriptions créées à l'époque, ce qui n'avait pas échappé, à ce moment-là, cette même opposition, puisque celle-ci avait été définitivement adoptée à l'unanimité, le 26 juillet 1984, au Sénat, dans le texte mis au point par une commission mixte paritaire.

Voilà pourquoi la décision du Conseil constitutionnel fera jurisprudence et revêtira, quelle qu'elle soit, un caractère éminemment politique.

ALAIN ROLLAT.

Compromis à Thio

De notre correspondant

Thio. — Samedi 3 août, 14 heures locales, 5 heures à Paris, presque toute la tribu de Saint-Philippe est réunie près du pont de Thio-Mission. Chacun y va de sa suggestion pour tenter de réanimer l'économie bâillonnée de 35 tonnes qui bloque l'accès aux installations de la Société Le Nickel. Depuis mardi, le centre minier est totalement paralysé et il est impossible de charger le nickel sur les minéraliers. Pour plus de sûreté le boteur «emprunté» à la mine a été mis en panne volontairement. On a bien essayé de se procurer les pièces de rechange indispensables mais les «mécaniciens» qui ont obstrué le pont mercredi soir ont fait du zèle... Vers 16 h 30, la solution est trouvée: un autre engin du même type va remplacer le premier. Conduit avec douceur par un militant indépendantiste, sous les acclamations d'une petite foule massée devant l'entrée de la tribu et guidé par le directeur de la SLN de Thio, il fait ripier sur le macadam le premier

bulldozer, manquant de peu d'arracher la barrière du pont.

En dix minutes, l'affaire est réglée, il est 16 h 40, le conflit de Thio est réglé. «Ça y est, la route est libre!», crie un indépendantiste, un grand sourire aux lèvres. De loin les gendarmes ont observé la manœuvre à la jumelle. Dans la première voiture qui s'engage sur le pont se voit, comme prévu d'ailleurs, les Mélanésiens adressent un signe de la main aux gendarmes qui leur répondent. «Et voilà, il redémarre bon jour», note l'un d'entre eux.

Le repos du gendarme

La journée avait commencé par une réunion à huis clos du «comité de lutte» local du FLNKS. Au centre de la discussion: l'examen des concessions faites par l'administration et la rédaction des propositions qui devraient être soumises à la base des militants en vue d'une acceptation à l'unanimité, indispensable dans une communauté canaque. L'ensemble de la tribu s'est réuni en

fin de matinée et, bien vite, tous les militants, fatigués par la tension de ces derniers jours, se rangent à l'avis des responsables: il faut lever les barrières.

L'essentiel des revendications semble avoir été satisfait. Déjà deux escadrons de gendarmes mobiles (soit deux cents hommes) sont repartis, et les quatre cents autres ont installé de discrets cantonnements quelques centaines de mètres plus loin. Un gendarme admet que l'on va très rapidement revenir à la situation antérieure où «seulement» deux cents gendarmes mobiles stationnent à Thio. Quant à l'épineux problème des quatre gendarmes territoriaux chargés de traquer l'assassin présumé d'Yves Trau, le jeune Calédozien tué le 10 janvier, il est en passe d'être réglé. L'un d'eux se trouve déjà à Nouméa, pour une période de repos que les indépendantistes considèrent comme définitive. Quant à «l'Antillais», il suivra probablement le même chemin, dit-on.

Il subsistait bien quelques difficultés concernant certains des travailleurs de la SLN que les Cana-

ques voudraient bien voir partir; mais, jugeant qu'ils en avaient suffisamment obtenu comme cela, les dirigeants indépendantistes ont décidé de lever le barrage.

En outre, une rencontre avec la direction locale de la mine de nickel a permis d'envisager une reprise imminente de l'activité, vraisemblablement pour lundi. Toutefois une légère inquiétude persiste côté mélanésien. Pour la première fois les Calédoches de Thio — une centaine d'entre eux — ont décidé de se regrouper en un «comité de défense».

Soucieux d'une parité dans les discussions, les Européens de Thio-village étaient repartis, samedi matin, au haut commissariat par le préfet, M. Hubert-Blaug. Traumatisés par l'évacuation de trente autres habitants de Thio, ils exigent avant tout la sécurité pour pouvoir travailler. Le compromis conclu vendredi, et concrétisé par la levée du barrage à Thio-mission, semble la leur garantir, au moins pour un temps.

FREDERIC FILLOUX.

A TOULOUSE

L'université Paul-Sabatier à la recherche d'un président

De notre correspondant.

Toulouse. — L'université Paul-Sabatier de Toulouse (sciences et médecine) n'a toujours pas de président. Le conseil d'université convoqué mercredi 31 juillet par le doyen d'âge n'a pu élire l'unique candidat, le professeur Bernard Giraud-Chamuel, doyen de la faculté de médecine de Purpan, qui a obtenu trente-deux voix sur les soixante-quatre membres que compte normalement le conseil. Ce qui est apparu au fil des jours comme une épreuve de force entre une partie de la faculté de médecine et le recteur, M. Daniel Levrier, s'est soldé par la victoire provisoire de ce dernier.

L'affaire remonte à octobre 1984 quand M. Daniel Bancel quitta la présidence de l'université Paul-Sabatier pour occuper les fonctions de recteur à Rouen. Le conseil d'université avait alors un mois pour se donner un nouveau président, mais, s'appuyant sur l'article 47 de la nouvelle loi portant organisation des universités, M. Levrier décida de nommer un administrateur provisoire, le professeur Jean Croc, jusqu'à la mise en place en octobre 1985 des nouveaux conseils d'université.

Les doyens des facultés de médecine de Purpan et Rangueil contestèrent, alors, cette décision devant le tribunal administratif qui, en juillet, cassa l'arrêté du recteur. Un jugement non suspensif en cas de recours devant le Conseil d'Etat. Le

conseil d'université était aussitôt convoqué pour le 31 juillet; le recteur répliquait en annonçant la nomination de M. Charles Radonnet, inspecteur général, comme administrateur provisoire de l'université.

M. Daniel Levrier est en pleine légitimité, déclarent les professeurs Giraud-Chamuel et Ségalat, accusant le recteur, chancelier des universités, d'ingérence dans les affaires d'un établissement universitaire. Soucieux de ne pas dramatiser, le recteur expliquait alors dans un communiqué diffusé la veille de l'élection: «La présélection et la date choisie antérieurement durablement [sa] légitimité. (...) Il importe davantage actuellement que les statuts de l'université soient mis en conformité avec la nouvelle loi. (...) L'autonomie de l'université s'est tout à fait égarée, elle ne gagnerait rien à une épreuve de force inutile».

Médecine et sciences se sont toujours disputés à Paul-Sabatier la présidence au point que le rôle de l'attribution a même été inscrit dans les statuts de l'université. Mais le soutien discret et vigilant, manifesté à l'égard de ses confrères, par M. Pierre Paul, chirurgien et adjoint à la mairie de Toulouse, laisse apparaître d'autres considérations que corporatistes.

GÉRARD VALLES.

Sciences

APRÈS LE DÉPANNAGE D'UN INSTRUMENT DE POINTAGE

La NASA pourrait prolonger le vol de Challenger de 24 heures

Après les déboires nombreux qui ont perturbé la bonne marche de la mission de la navette spatiale Challenger, la NASA semble avoir enfin renoué avec le succès. Les responsables américains de ce dix-neuvième vol à vocation essentiellement scientifique ont déclaré qu'ils étaient relativement satisfaits du fonctionnement des expériences embarquées dans la navette au titre du programme Spacelab-2. C'est ainsi que les astronautes ont pu, dans la matinée du jeudi 1^{er} août, larguer sans difficultés un petit satellite scientifique — le Plasma Diagnostic Package (PDP) — qui, six heures durant, a effectué des mesures de l'influence de la navette sur son environnement immédiat (perturbations électromagnétiques, contamination du plasma proche par l'engin, formation d'un halo rougeâtre à

l'arrière de l'appareil, etc.). Le satellite a ensuite été récupéré et replacé sur son berceau dans la soute de Challenger.

Mais la plus grande satisfaction enregistrée par les contrôleurs de vol et les scientifiques vient du fait qu'enfin le système de pointage fin de l'IPS (Instrument Pointing System) fonctionne. L'IPS, réalisé par les Européens pour la somme de 55 millions de dollars, permet en effet de viser avec une très grande précision des astres ou des portions d'astre que les astronomes veulent observer. Plusieurs jours durant, ce système n'a fonctionné qu'imparfaitement, au grand dam de la NASA, qui envisage d'utiliser l'IPS en mars prochain sur la navette pour étudier la comète de Halley.

Si l'on en croit M. Michel Bignon, de l'Agence spatiale européenne, les difficultés soulevées par la mise au point des logiciels nécessaires au fonctionnement de cet instrument avaient peut-être été «sous-estimées», mais, avait-il ajouté jeudi, «nous sommes très près de la solution». En effet, tout est rentré dans l'ordre dans la journée de vendredi, et l'IPS a donné entière satisfaction «pendant un temps record de dix minutes» — ce qui a fait dire à l'un des hommes d'équipe de Challenger que, finalement, «la patience avait ses vertus». Désormais, tout va donc bien à bord de la navette, et c'est la raison pour laquelle la NASA envisage, si les réserves de combustible et d'énergie de l'engin sont suffisantes, de prolonger la mission de Challenger de vingt-quatre heures afin de contrebalancer les effets des incidents qui ont perturbé le début de ce dix-neuvième vol de la navette.

Sortie dans l'espace pour les Soviétiques. — Tandis que la navette spatiale américaine poursuit son vol autour de la Terre, les cosmonautes soviétiques qui sont à bord de la station orbitale Saliout-7 depuis le 6 juin ont effectué, vendredi 2 août, une sortie de cinq heures dans l'espace. Au cours de cette manœuvre, Vladimir Djankov et Victor Savitskiy, qui utilisaient un nouveau sophron semi-rigide, ont équipé la station de panneaux solaires supplémentaires de manière à augmenter ses réserves d'énergie. Ces manœuvres leur avaient été livrées par l'intermédiaire du vaisseau-cargo Progress-24.

Un appel du Comité de soutien au peuple corse

A l'appel du Comité de soutien à la lutte du peuple corse (CSLPC), une cinquantaine d'enseignants, de syndicalistes et d'associations culturelles ont signé l'appel suivant:

«Les jurés de la cour d'assises de Lyon ont rendu leur verdict dans l'affaire de la prison d'Ajaccio. Sa sévérité est certes relative, mais elle se démarque clairement de la violence d'Etat symbolisée par le réquisitoire de l'avocat général.

Certains d'entre nous sont corses, d'autres ne le sont pas, mais ce que nous avons vu et entendu au cours des audiences passées nous a tous bouleversés. C'est pourquoi nous nous adressons à vous, peuples de France.

Bouleversés, nous l'avons d'abord été par la confusion qui a entouré ce procès. Comment en aurait-il été autrement? Malgré les promesses dispensées avant 1981 et un «statut particulier», vidé de son contenu avant d'avoir été appliqué, le peuple corse se voit dénier toute reconnaissance. Comment comprendre, dès lors, la spécificité de la société corse? Comment juger le nationalisme corse si on ignore, ou prétend ignorer, le régime des clans, l'insécurité, l'économie étouffée, la démographie en spirale de dépendance accrue, les initiatives d'autodéveloppement tuées, une Assemblée régionale faillie, des lois rares, des décisions positives (bilinguisme, politique énergétique) ont été cassées par le gouvernement, le Syndicat des travailleurs corses, qui est en passe de devenir la seconde force syndicale de l'île, les associations, les groupes culturels confrontés à la remise en cause des libertés élémentaires, les journalistes soumis aux pressions de la police, de la droite et de l'extrême droite...

Bouleversés, nous l'avons été ensuite parce que l'évidence — la nature politique des faits sur lesquels les jurés de Lyon ont délibéré — s'est peu à peu affirmée. Le juge Pin a accepté que le dossier de l'assassinat de Guido Orsini ne soit pas complètement dissocié de celui de la prison d'Ajaccio. Le lien entre le 7 juin 1984 et le 17 juin 1983 est ainsi reconnu. Encore est-il nécessaire de prendre en compte certains éléments.

Le corps de Guido Orsini est souterrainement au sient et à sa terre, et les turlutaines un juri de scandales bienveillances. Que l'on songe seulement qu'un trépas vient déposer devant les jurés, libre de toute condamnation dans l'affaire Orsini, alors qu'il a reconnu sa participation à l'élimination de Guido Orsini, quand plus de quarante jeunes nationalistes corses sont contraints de prendre le maquis ou bien de croupir en prison sans le statut politique que la gauche réclamait pour eux il y a peu. Que l'un s'engue qu'un des patrons présumés de la French Connection, directement impliqué dans l'assassinat de Guido Orsini, n'aurait pas été arrêté si le FLNC n'avait révélé sa cavale à Miami. Que l'on songe que le commissaire Mascini, déposant devant la cour, blanchissait par omission de gangster dont il avait «oublié» les brillants faits de service.

Qu'entend-on par «preuves décisives» du caractère politique de l'assassinat de Guido Orsini? L'accumulation des éléments qui en attestent n'est-elle pas suffisante? Malgré des preuves moins «décisives», qui doute de la nature politique de l'affaire Ben Barka? On ne peut renvoyer des à des la version officielle et la version des victimes. La première est certes conforme à la stratégie définie par le préfet Broussard: gangstérisation de la question corse! Mais comment ne

pas voir qu'elle accumule les incohérences, les silences embarrassés et n'apporte pas le plus petit début de preuve à son appui? C'est un contraire au faisceau d'éléments convergents révélant le caractère politique du martyre infligé à Guido Orsini par des mercenaires qu'a rassemblé sa famille et les organisations nationalistes: le témoignage courageux de M. Pierotti; l'apport d'un éclairage supplémentaire dans ce sens.

Bouleversés, nous le sommes enfin par la personnalité des amis de Guido Orsini: passé sans tache, calme et courage, non pas défi mais passion exigeante et lucide pour la justice, l'honneur et l'avenir d'une île et d'un peuple auxquels ces hommes consacrent leur intelligence, leur énergie, leur talent et leur vie.

Nous disons ici cette volonté et cet espoir. Ce procès doit marquer la prise de conscience pour les peuples de France que leur propre liberté est menacée lorsque est bafouée celle du peuple corse et de ses fils.

Il est temps d'abandonner le chapitre de la solution politique à la question corse!

Signataires: H. Alexandre (syndicaliste, Rennes); A. Acquaviva (journaliste au Petit Breizh); G. Barbia (syndicaliste, Paris); E. Bégué (Fédération gauche alternative, Rennes); B. (Gedean, artiste peintre); J. C. Bissardon (militant socialiste, Lyon); J. Botton (syndicaliste enseignant, Nice); J.-L. Cardé (éducateur, Caen); J. Castella (prof. agrégé, Occitanie); Club de loi et d'éducation de la jeunesse (Nice); P. Cofrier (syndicaliste, Caen); M. A. Comte (avocat); Ristat Cotti (scrivain, premier prix du livre corse, 1985); B. Della Sada (syndicaliste, Nice); M. Dornier (syndicaliste, Caen); C. Dubernet et J. Dumestre (Parti socialiste unifié, Nice); R. Esnar (Tribunal 19-84, Lyon); M. Flant (urbanisme, comité communistes pour l'antagonisme);

Y. Flénay (enseignant, Caen); J.-P. Fray (Océaniste, employé); M. Gatin (conseiller municipal Union démocratique bretonne); D. Ghisoni (CCA, Lyon); S. Ghisoni (directrice contre socialisme); G. Giani (commissaire pour l'antagonisme, Nice); L. Gillet (revue Continent); Y. Gueulaud (enseignant, Lyon); A. Guionard (CSLPC, Rennes); J.-L. Guionard (Instituteur, Marseille); M. Kestemont (militant anticommuniste, Nice); C. Laroche (Collectif de soutien à la lutte du peuple corse, Lyon); P. Le Bailly (comité anti-impérialisme, Caen); B. Le Corre (syndicaliste EDF, Paris); L. Le Dizequer (FSU breton); B. Lesquap (éditeur, Lyon); Tanguy Lohar (syndicaliste, militant culturel, Bretagne); D. Mariani (étudiant, Marseille); M. Mazet (resp. mouvement de jeunesse, Nice); L. Musard (enseignant, Marseille); M. Olivier (instituteur, Marseille); S. Oostenbroek (animatrice «Radio Paese», Paris); Tintin Pasqualini (poète, Brest); D. Pieracci (militant socialiste); M. et M. Pol (Brest, Paris); J.-L. Primon (étudiant, Nice); Radin Liberty (Corse); J. Rigola (Fédération gauche alternative, Nice); C. Rollin (militant socialiste); P. Rosta (scrivain, Ajaccio); M. Ruffier (Collectif de soutien à la lutte du peuple corse); J. Sayzel (CFDT, Collectif de soutien à la lutte du peuple corse); M. Sgaravatti (chauffeur occasionnel); F. Silberstein (Collectif de soutien à la lutte du peuple corse); M. Sichelard-Leca (professeur retraité, Lyon); M. et M. Spinozi-Mariani; J.-J. Thomas (enseignant, Rennes); J. Turri (animateur Radio-Breizh); J. Vittori (militant occasionnel, Collectif de soutien à la lutte du peuple corse); les groupes musicaux: Albina, I Voci di Gravona, I Serpenti, I Minvini, Ghjama di Agliata.

* Solidarité (Comité de soutien à la lutte du peuple corse), boîte postale 146 93100 Montreuil-sous-Bois (chèque à libeller à l'ordre de Patrick Silberstein, mention «appel».

051-71701

Culture

FESTIVAL DE LAMALOU-LES-BAINS...

Station opérette

Au début du siècle, à Lamalou-les-Bains, il y avait parmi les caristes des émirs qui venaient jouer leur fortune au casino. Entre une partie de roulette et une de baccara, ils écoutaient des airs d'opérette car, à Lamalou, comme dans toutes les villes d'eau, existait une saison lyrique.

Fastes et magnificence. Lamalou connaît sa Belle Époque. Mais, peu à peu, après la deuxième guerre mondiale, les revenus des casinos, qui, jusque-là entretenaient les troupes d'opérette, deviennent insuffisants. A Vichy, à Lucerne, à Aix-les-Bains, les saisons lyriques s'éteignent. Partout, sauf à Lamalou, où M. Cazals s'acharne à maintenir une tradition qu'il juge nécessaire. Il y consacre sa fortune et, à sa mort, le maire de la ville, M. Costa-Floret reprend le flambeau. C'est lui qui fait appel à Fernand l'Huillier pour diriger la saison.

« Cela fait si longtemps... dit ce dernier. Si longtemps que je m'occupe de Lamalou et que j'aime l'art lyrique. Dans ma famille, cette passion pour l'opérette est une coutume depuis le jour où mon grand-père abandonna sa charge de clerc de notaire à Pau pour faire de la comédie. Mon père, lui, entre au petit séminaire de Tours. Mais il découvre sa vocation véritable en participant aux fêtes de patronage organisées par les bons pères. Quant à moi, je suis monté sur les planches pour la première fois à l'âge de deux ans... » M. l'Huillier sort une photo où on le voit, vêtu en fillette, sur les épaules de son père dans la Porteuse de pain.

« Depuis, continue-t-il, je n'ai cessé de m'occuper d'art lyrique et je suis devenu metteur en scène. » A Lamalou-les-Bains, entre le 27 juillet et le 8 septembre, M. l'Huillier règle douze spectacles. Il faut le voir travailler pour comprendre quel est exactement son rôle dans l'organisation de ce festival. Un mot qui le fait rire « car, dit-il, pour moi, c'est toujours une saison lyrique. Il faut savoir se mettre à la mode ».

Avec son fils Frédéric, il s'occupe des décors et des accessoires, discute

avec les machinistes, le chef d'orchestre, la maîtresse de ballet, met en scène, signale les éclairages et veille à ce que les costumes soient prêts pour la représentation du lendemain. « C'est que nous n'avons pas beaucoup de moyens, pourtant la municipalité, qui finance le festival, et le conseil général de l'Hérault, font ce qu'ils peuvent pour nous aider. » Cette année, la salle a été restaurée. Un petit bâtiment sur la place de casino, avec son kiosque à musique et sa fontaine aux eaux souveraines. Un décor d'opérette.

Tout ceux qui entourent M. l'Huillier sont des amis. « Ils viennent pour le plaisir de la musique, de la danse et du chant et, je le sais, pour m'aider. Ensemble, nous aimerions faire connaître au public le patrimoine français d'opérette. Le Petit Duc, Hantz le joueur de flûte ou Rip, qui sont des ouvrages charmants mais oubliés. Aujourd'hui, il m'est malheureusement impossible de les programmer car je dois penser avant tout aux recettes. C'est pourquoi je choisis des titres connus : Valses de Vienne, le Pays du sourire, Ciboulette, la Vie parisienne... »

Ce soir là, à Lamalou-les-Bains, les femmes ont mis leur robe longue et sorti leurs éventails. Les habitués du festival sont présents : des spécialistes, des fous d'opérette, ils connaissent et ne se lassent pas. Certains ont fait le voyage depuis Nantes. La Fille du tambour major, d'Offenbach, remporte un triomphe, le spectacle est une merveille de poésie pour les décors et les costumes, d'adresse pour la mise en scène — soixante comédiens sur le plateau d'une taille très modeste. L'interprétation musicale, est unanimement applaudie.

A un spectateur revient le mot de la fin : « Hh ! dit-il à sa femme en sortant du théâtre l'air béat, ce qui est bon, c'est de se dire qu'on n'encore pas vu de spectacles à voir ».

CAROLINE DE BARONCELLI

* Festival d'opérette de Lamalou-les-Bains, du 27 juillet au 8 septembre. Renseignements : Théâtre du casino. Tél. (67) 95.67.35.

...ET DE SEMUR-EN-AUXOIS

Un public pour toutes les scènes

Des danseurs, des comédiens, des musiciens, des chanteurs : le troisième Festival de Semur-en-Auxois (« Scènes en découverte »), organisé par Marcel Bozonnet et Eric Bianchi, a commencé le 23 juillet. Il s'achève le 10 août.

Le petit théâtre municipal, avec son plafond baroque et ses feuilles de vigne en guirlandes, avait entre-

bâillé ses portes l'année dernière pour quelques représentations ; il va être définitivement ouvert pour la saison 1987-1988. « Je voulais, dit Marcel Bozonnet, prouver qu'il existe au nord de la Côte-d'Or un public pour des spectacles appartenant à tous les domaines artistiques ».

Il aimerait créer des associations de public, « organiser un territoire où chaque municipalité aurait le même but : offrir un festival qui donnerait toute l'année ». Le problème le plus important : l'équipement. « Il faudrait pouvoir regrouper les éléments dont nous disposons : le théâtre, une salle ou un gymnase à quelques kilomètres... »

Cette année, Marcel Bozonnet a fait une fois encore appel à tous les membres de l'Académie de Semur-en-Auxois avec lesquels il a imaginé le Festival : Jackie Taffanel et Marie-Jo Gros pour la danse contemporaine, Maurice Baquet pour la musique, Geneviève Rosset pour la poésie, des compagnies de la région ainsi que le groupe rock Carte de séjour.

Les spectacles ont lieu au château d'Époisses, proche de la ville, au Forail — compromis entre le silo à grains et le gymnase ; un autre espace est réservé aux ballets classiques khmors. « Pour la première fois, conclut Marcel Bozonnet, nous avons une classe d'architecture théâtrale animée par Louis Wever, en plus d'une classe d'initiation au théâtre et à la musique pour les enfants. J'aimerais maintenant, pour respecter la pluridisciplinarité qui fait l'originalité de Semur, et pour parvenir à un meilleur équilibre, que ce ne soit plus le théâtre qui regarde la danse, mais la danse qui regarde la musique ou le cinéma. »

C. B.

* Festival de Semur-en-Auxois (21140) : renseignements à la mairie.

« FÊTES ET FORT. — Héros's gate de Michael Cimino, version intégrale inédite en France, est projeté sous les étoiles au fort d'Éry, ce samedi 3 août, à 22 heures. Le dimanche 4 août, la fête finira au fort d'Amberlières, avec John Graven, Paul Personne et Claude Nougaro, à partir de 21 heures.

Cinéma

arts martiaux

nostalgie

« GYMKATA », « LE RETOUR DU CHINOIS »

Coups sans blessures

Entre les deux guerres, on inventait des protagonistes balkaniques dont les rois déboulaient d'exilés chez Maxim, chassés par des révolutionnaires qui ignoraient tout de Marx et de Lénine. Pour son film *Gymkata* — sport qui allie la gymnastique et le karaté — Robert Clouse invente un royaume moyen-oriental, montagneux, médiéval et cruel : le Parmistan, qui ignore l'islam et Khoméini, mais il y a du tchador dans la foule.

Gymkata est un film à costumes, probablement achetés au poids chez un brocanteur, juste avant qu'ils ne tombent en poussière. On y découvre des résidus hippy, un peu de cape et d'épée, quelques djellabais.

Les services secrets américains entraînent un jeune athlète blond (Kurt Thomas) en vue d'une course d'obstacles mortels, organisée par le déboulaire empereur du Parmistan. Arts martiaux, plus acrobatie, plus « agressivité occidentale », il est capable de pourfendre des dizaines d'ennemis à la fois. Laisant les méchants s'entre-tuer, il sortira vainqueur et, avant « les autres », les Américains pourront faire du Parmistan — pays antérieur encore marqué par un anti-américanisme primaire — une « garantie de la paix mondiale en y installant une base d'observation pour la guerre des étoiles ».

Le jeune héros épousera la princesse — au type franchement asiatique — fille de déboulaire empereur, qui ressemble à un vieux pilier de bistrot, et qui accorde sa confiance à un vif blond, dont les traits bouffis sont empreints d'un profond ennui.

« LE DERNIER DRAGON », de Michael Schultz

Le kung-funk est né

Lui, c'est Larry (Talmak), le héros, champion des arts martiaux : un Bruce Lee version chocolat, à peine sorti de l'adolescence. Le dernier dragon, pour vous servir. Elle, c'est Laura (Vanity), l'héroïne, reine des hit-parades. La dernière des tigresses, pour vous servir.

Rapide comme l'éclair et tête en l'air, il est beau comme un dieu, mais puceau. Bombe sexuelle, elle chante et elle danse à merveille. Elle organise des concours par petit écran interrompus, avec, pour le vainqueur, la perspective d'une nuit passée avec elle dans sa tour d'ivoire.

Lui fait la honte de son petit frère, A. Harlem, un Black qui se salue comme un « Chinoïste », on appelle ça un « aïnoque », et personne n'a envie d'être le parent d'un demeuré qui parle comme dans les livres et voit le nirvana partout.

L'intrigue ? Anecdote, réduite à sa plus simple expression mais l'action, pardon : ça cogne dans tous les sens, ça saigne à tous les temps, les coups battent le rythme. Les personnages, sans exception, sont époustouflants, tout droit sortis d'une bande dessinée, et les dialogues en forme de phylactères (façon argot branché) sont à hurler de rire.

La vedette du *Dernier Dragon*, c'est sa recette : funk et kung-fu au diapason. C'est le genre de films que tous les adolescents, aux États-Unis, retournent voir une dizaine de fois jusqu'à devancer les dialogues, qu'ils connaissent par cœur. Là, en prime, on peut attendre un engouement équivalent dans les pays du tiers-monde.

Berry Gordy, le producteur, débute depuis longtemps les films de l'université : patron de Tamla Motown — la première firme améri-

l'homme amer du comédien frustré par un rôle imbécile. Les indigènes sont maquillés patibulaires et dégénérés. Pour ne pas faire trop raciste, on trouve aussi des méchants parmi les Occidentaux. Mais ce film, ciblé sur les enfants, laisse, comme toute propagande faussement naïve, à peine rigoler, une impression désagréable.

Voilà revient le temps des héros, des justiciers et des redresseurs de torts, pourquoi pas s'ils se montrent aussi sympathiques et drôles que Jackie Chan dans le *Retour du Chinois* (de James Glickenhaus).

Flic new-yorkais, Jackie Chan délivre la fille très snob d'un trafiquant, enlevée par un associé basé à Hongkong, et cela après avoir fait exploser le canot d'un affreux drogué qui venait d'abattre son copain. Il fera également exploser le laboratoire puis l'hélicoptère de l'associé véreux, manière radicale d'effacer le mal.

Virtuose du kung-fu et de la cascade, plus proche du style « black stars » que de Bruce Lee, Jackie Chan compense sa toute petite taille par son ingéniosité et la naïveté désinvolte du scénario par l'humour. Les bagarres sont nombreuses, bien rythmées, réjouissantes. Tout est dans la sonorisation des coups, les ralentis dans les étincelles de néon qui jaillissent à chaque fois qu'un méchant tombe en travers d'une enseignette chinoise. Un feu d'artifice.

COLETTE GODARD
* *Gymkata*. Voir films suivants.
* *Le Retour du Chinois*. Voir films en exclusivité.

Avant l'aérobic, le stretching, et même le body building, la vogue des arts martiaux a embrasé les écrans du monde entier, portée par Bruce Lee, le justicier agile au cœur pur.

Bruce Lee est mort, mais ses films ont fait des petits. Chaque été, les spectateurs qui ne vont pas se muscler sur les plages peuvent se gaver d'esquimaux en admirant les Zorros des années 80, infatigablement invincibles.

Ils rêvent d'être eux aussi infatigablement invincibles et d'avoir l'occasion de sauver Gina Lollobrigida, telle qu'elle fut au temps des films de Comencini, Pain, amour et...

« PAIN, AMOUR ET FANTAISIE »

« PAIN, AMOUR ET JALOUSIE », de Comencini

Les débuts de la comédie italienne

Pain, amour et fantaisie (1953), et la suite, *Pain, amour et jalousie* (1954), font partie des reprises de l'été. Voir ou revoir ces deux films de Luigi Comencini, c'est revenir à une époque où le cinéma italien quitte les rives néoréalistes pour tenter d'autres approches.

Le néoréalisme, rappelle Luigi Comencini dans une cassette avec Jean Gil (de *Cinéma Italien*, 1978, éditions 10/18) n'a jamais touché le grand public en Italie même. Il a été porté à bout de bras par la critique française, anglaise et américaine :

« Quand ces films n'ont plus eu de succès à l'étranger, la veine s'est tarie, et nous sommes partis à la recherche de succès faciles sur le marché intérieur : nous avons fait des films avec des personnages bourgeois, des comédies. Ce faisant, nous avons trahi notre inspiration initiale, qui était de parler des classes pauvres ».

C'est peut-être ce remords vis-à-vis des sujets « faciles » qui fait le prix des *Pain, amour...* jusqu'à les rendre insupportables. « Je voulais filmer une comédie paysanne construite avec l'idée d'un *Ben Hur* », ajoute Comencini. Projet ambitieux mis à mal dès que Gino Cervi, interprète très musclé de la *Couronne de fer*, de Blasetti (1942), mais aussi, plus tard, faire-valoir communiste de la série des *Don Camillo*, ne peut tenir, comme le rôle principal, le prix de Vittorio de Sica sur un tout autre registre.

Homme fatal sur le retour, De Sica arrive, auréolé de son prestige de vedette de la comédie italienne à l'époque des téléphones bleus. Face à lui, Gina Lollobrigida, vingt-six ans, qui vient de faire un tabac en France avec *Fayfan la Tulipe* (1952), se sent des ailes.

De Sica est un maréchal des carabinieri affecté dans un village des Abruzzes que moque sans vergogne le dialogue. Nous dépassons le mot d'autant que la tradition française pour la touche cruellement juste. Un quatuor sentimental se met, rapide-

ment en place. Le maréchal fait la cour à une sage-femme pourvue d'un bâton. Mais il aime la Bersagliera, la jeune vagabonde, Gina Lollobrigida, elle-même aimée par un jeune et beau carabinier blond, mais sans grade. Les conventions, la morale, obligent le don Juan aux tempes blanches à se rabattre sur la sage-femme.

L'originalité du second film, c'est que, contrairement à la tradition des séries, au lieu de poursuivre l'histoire quelques années plus tard, il regroupe les mêmes personnages dont la situation s'est pas bougée d'un iota. De Sica n'a pas épousé la sage-femme, la Bersagliera n'est pas tombée dans les bras du jeune carabinier. Étrangement, ce second film est l'élucidation du premier, son explication, son démontage.

Comencini révèle une société bloquée. Le sort de la sage-femme est particulièrement cruel. Elle épouse finalement le père de son bâton, absent du premier film, un employé des douanes, doté comme le maréchal d'un uniforme ruftant et d'une toque encore plus désolée. Gina Lollobrigida, un moment embauchée par un théâtre ambulancier qui s'arrête au village, devra remonter sous la pression familiale. Un jour, elle se mariera à son carabinier et aura beaucoup d'enfants.

Beaucoup d'années n'est pas loin, c'est vrai. La peinture d'un ordre social en ruine ambrosien ne rendent la comédie méchante des années à venir, mais la révolution politique. On croit deviner à l'arrière-plan de tels films le souvenir du fascisme. L'angoisse se cache derrière le folklore. Qu'un cinéaste comme Comencini confesse ses regrets et qu'il ait, pourtant, réussi à ne pas trahir tout à fait ses intentions premières en tirant long sur les différences profondes qui ont toujours séparé nos deux cinématographies, de part et d'autre des Alpes.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir reprises.

LA SIXIÈME BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES JOAILLIERS ET GALERIES D'ART A MONTE-CARLO

Le prix du luxe

Les récents remous provoqués dans les milieux des salles de vente, notamment par la démission forcé du responsable de Christie's à New-York, n'ont pas, semble-t-il, démolir les enthousiasmes, joyeux et pressentis de galerie venus le 30 juillet à Monte-Carlo pour leur sixième Biennale internationale. Ils ont apporté dans leurs bagages les plus belles pièces de leurs boutiques.

N'expose pas qui veut à Monaco. La location d'un stand coûte de 50 000 francs à 100 000 francs pour les quatre jours que dure la manifestation. Et il ne suffit pas d'aligner les liasses. Il faut aussi avoir un nom. Il n'y a pas de comité d'experts pour juger les pièces, et les quelques trente privilégiés sont admis par cooptation sinon sur leur mine du moins sur leur réputation.

La Biennale n'a rien d'un musée temporaire : on y vient acheter. On peut faire ses courses entre la sortie en mer et le soir au casino. Jacques Perrin, un des plus importants antiquaires parisiens, l'affirme : « A Monte-Carlo est une ville de luxe. Nos clients veulent du luxe. » On leur en propose donc, à des prix que les expositants convertissent souvent, et sans se faire prier, en dollars au moment du règlement. Les tarifs

se prêtent fort bien à cette petite gymnastique : on trouve rien à moins de 10 000 francs.

Chez Maurice Ségoura, les tricolores — en l'occurrence une paire d'appiques Louis XV, ou une petite gouache de la même époque — sont à 60 000 F. Et si vous voulez vous offrir la superbe paire d'enluminures estampillées « BVRB » (Bernard et Van Risenburgh), vous devrez déboursier 3 millions de francs. Au gré des estampilles et des signatures — Rissner, Rubenstuck, Cressant, Chagall, Léger, Renoir... — il faut s'apprêter à dépasser allègrement le million de francs. Ne parlons pas des bijoux, littéralement vendus au poids : le carat est cher, nombre de bijoux s'élèvent avec les 10 millions, certains frôlent les 60 millions.

Les expositants privilégient à Monaco des pièces qui seraient peut-être moins en vedette à Paris ou à Florence. La dix-huitième siècle est à l'honneur : bronzes des commodes estiquées, vernis polis comme des miroirs. Les bijoux sont chargés à outrance : lourdes montures de métal précieux, débouchés de pierres. On cherche les pièces qui reposent un moment la regard, à défaut du portefeuille, au milieu d'autres plus tepe-à-l'œil : un

dressoir Renaissance chez l'antiquaire du Paradou, une table-boutte Louis XVI à la galerie Perrin, ou encore un bureau, après 1930, en galuchet et palmar, proposé par Jean-Jacques Durka à plus de 1 million et demi de francs. Parmi les joailliers, Alexandre Réza tire son épingle du jeu avec ses reconstitutions de bijoux anciens — exposés récemment au musée Jacquemart-André, à Paris — plus fine et moins cinquantaine que ceux de ses collègues Boucheron, Bolvin ou Hutton.

Maurice Ségoura est cette année président de la Biennale. Il occupe le poste une fois sur deux, comme Jacques Perrin, depuis que Luigi Bellini, le vif antiquaire florentin, ne souhaite plus partager cette responsabilité avec eux. Maurice Ségoura est serin : douze mille visiteurs pour la précédente édition, quinze mille espérés en 1985. Et comment reprocher aux expositants de frapper si fort dans les prix, quand, dès le jour d'ouverture, les premiers clients se sont rués en priorité sur le haut de gamme ?

S. DURAND-SOUFFLAND.

* International Sporting Club, place du Casino, jusqu'au 12 août. Ouvert de 15 h 30 à 20 h 30. Entrée : 25 F.

MAISON DU DANEMARK
142, Champs-Élysées - M° Étoile
TRACES
sculptures - collages - gravures
INGE-LISE KOEFOED
Tous les jours, de 13 h à 19 h - Dimanches et fêtes de 15 h à 19 h
JUSQU'AU 1^{er} SEPTEMBRE 1985 - Entrée libre

Société

Polémiques autour du feu

(Suite de la première page.)

Ces « négligents » sont parfois des personnes âgées ou bien les héritiers lointains de quelques hectares de garrigues classées inconstructibles. Peut-on leur demander, selon les évaluations, de 10 000 à 30 000 francs l'hectare pour débroussailler des terrains qui ne leur rapportent rien ? « Au moins, ils auraient pu répondre à nos lettres pour autoriser la commune à débroussailler elle-même leurs propriétés », s'indigne M^{me} Moreau.

Le dilemme, il est vrai, risque de ne plus se poser l'année prochaine. M. Pierre Joux, en effet, a apporté dans ses bagages, un ca-

deau à l'intention des municipalités concernées : un article « L. 372 » sera ajouté à la loi sur la forêt actuellement en discussion au Parlement. Il autorisera les communes à débroussailler les propriétés privées appartenant aux récalcitrants, à la charge de ces derniers. « Très bien ! » applaudit M^{me} Moreau. « Depuis le temps que nous le réclamions ! » Mais hélas, au sein même du conseil municipal de Mandelieu, certains redoutent déjà que les propriétaires négligents ne fassent alors don, en masse, de leurs coûteuses garrigues... à la commune.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

● **Corse : 10 000 hectares défrayés.** Les incendies qui ont ravagé 11 000 hectares de forêt et de maquis en deux jours en Corse, étaient maîtrisés, ce samedi 3 août, à l'exception du foyer de la forêt de Ghisoni, près du parc national de la Corse, où une centaine de pompiers et deux canadiers étaient toujours en action pour lutter contre ce feu. Vendredi, cent quarante hommes sont arrivés en renfort de Brignoles (Var).

Ce samedi, le vent étant retombé, les pompiers estimaient que l'accal-

mie de la veille allait continuer. Cependant, tous les secours restaient mobilisés, de nombreux foyers de faible importance s'étant encore déclarés vendredi.

● **Citations à l'ordre de la nation.** — Les cinq pompiers qui ont trouvé la mort en combattant les incendies dans le Var et dans les Alpes-Maritimes, Hugues Desjardins, Robert Grosso, Jean-Marc Morel, Georges Pothonier et Yves Roger, ont été cités à l'ordre de la nation.

DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Un réfugié basque espagnol est tué à coups de pistolet

De notre correspondant

Bayonne. — Juan Otegui Elissegui, réfugié basque espagnol, établi en France depuis onze ans, a été tué vendredi 2 août, près de Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques), alors qu'il regagnait son domicile en voiture après sa journée de travail. Deux inconnus circulant sur une moto blanche, se sont portés à la hauteur de son véhicule : l'homme assis sur le siège arrière a alors tiré plusieurs coups de pistolet sur M. Otegui Elissegui.

Un automobiliste qui arrivait sur les lieux du lieu a pu recueillir à son bord le blessé inconscient et l'a transporté à la clinique d'Espou, d'où un hélicoptère l'a ensuite conduit à l'hôpital de Bayonne. At-

teint de trois balles dans le dos, M. Otegui Elissegui est décédé avant d'entrer en salle d'opération.

Agé de quarante-trois ans, père de deux enfants, réfugié en France depuis 1974, Juan Otegui Elissegui avait participé, cinq ans plus tard, à la création d'une coopérative de meubles — la firme Denek — à Saint-Martin d'Arrossa, en partie incendiée par le GAL il y a un an.

Ce même groupe avait revendiqué le meurtre d'un autre réfugié basque, M. Rafael Goicoechea, employé dans la même entreprise, assassiné le 3 mai 1984 dans des circonstances identiques. La coopérative Denek, qui avait déposé son bilan en mai dernier, avait repris ses activités le lundi 29 juillet.

Ph. E.

● **Espagne : Un restaurant détruit par une explosion (un mort).** — Une bombe de forte puissance a détruit, le 2 août, à une heure du matin, un restaurant de Castellón, sur la côte est de l'Espagne (nos dernières éditions). L'engin avait été déposé à l'arrière de l'établissement. Un voisin, choqué par la détonation, est mort d'une crise cardiaque, et une vingtaine de voitures ont été endommagées. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais il pourrait être l'œuvre de l'organisation séparatiste basque ETA, qui a annoncé une campagne contre les touristes.

FOOTBALL

Championnat de France

PARIS-SG FREINÉ À LAVAL

Après quatre victoires consécutives, le Paris-Saint-Germain a été freiné à Laval (2-2), vendredi 2 août, pour le compte de la cinquième journée du championnat de France de football. Les joueurs de la capitale conservent toutefois la première place du classement et demeurent invaincus avec les Nantais. Les Bordelais, vainqueurs de Nancy (1-0), reviennent à un point du Paris SG, mais doivent provisionnellement se passer des services de Jean Tigana, victime d'un claquage à la cuisse droite.

LES RÉSULTATS

* Laval et Paris SG, 2-2.
* Bastia, 0-1. Lens, 1-0.
* Marseille et Lens, 3-3.
* Metz et Nantes, 0-0.
* Bordeaux et Nancy, 1-0.
* Brest et Auxerre, 2-1.
* Lille et Sochaux, 2-1.
* Toulouse et Rennes, 4-1.
* Monaco et Strasbourg, 2-0.
* Nice et Le Havre, 2-1.

Classement. — 1. Paris SG, 9 pts; 2. Bordeaux, 8; 3. Lens, 7; 4. Nantes, 7; 5. Lille, Monaco, 6; 6. Auxerre, Brest, 5; 10. Sochaux, Metz, Toulouse, Nice, Laval, Nancy, Rennes, Le Havre, 4; 18. Marseille, Strasbourg, 3; 20. Bastia, 2.

SPORTS EQUESTRES

● **Championnats d'Europe.** — Les Britanniques (Nick Skelton sur Everest Saint-James, Michael Whitaker sur Warren Point, Malcolm Pyrah sur Towerlands Anglezark et John Whitaker sur Hopscorek) ont remporté, vendredi 2 août à Dinard, le championnat d'Europe de saut d'obstacles par équipes. Avec 21,56 points de pénalisation, ils précèdent les Suisses (42,08), les Allemands de l'Ouest (44,75) et les Français (55,61) dont l'équipe était composée de Gilles Bertrane de Bauland sur Lorient, Michel Robert sur La Fayette, Pierre Durand sur Jappeloup et Frédéric Cottier sur Flambeau.

France/services

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 août à 0 heure et le dimanche 4 août 1985 à minuit.

Un flux très rapide d'ouest circule en altitude; des perturbations de faible activité traversent la France; un front froid plus marqué atteindra dimanche soir les régions du Nord-Ouest.

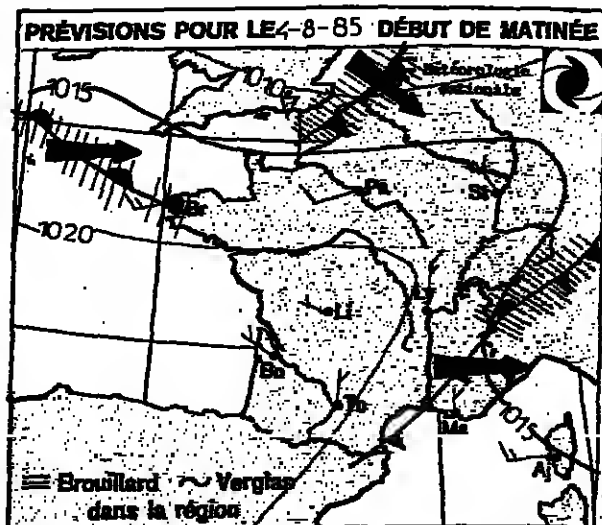
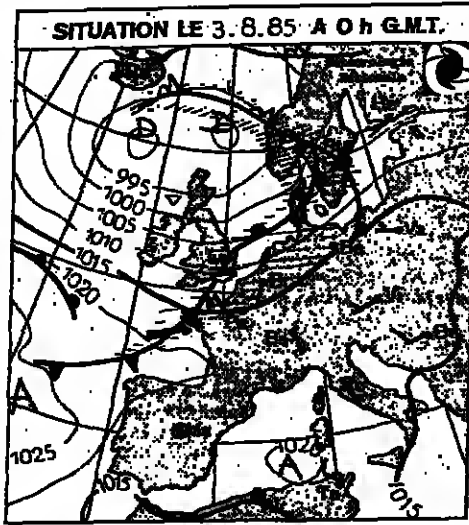
Dimanche, le temps parfois nuageux et brumeux observé le matin sur les régions au sud de la Loire deviendra rapidement agréable et ensoleillé, malgré quelques nuages sur les Alpes et la Corse, avec de petites avaries temporaires.

Plus au nord, les nuages, très abondants le matin, laisseront passer quelques rayons de soleil l'après-midi; les éclaircies pourront même être belles en soirée, avant l'arrivée d'une nouvelle zone nuageuse et pluvieuse le soir sur la Bretagne et la Basse-Normandie.

Le vent d'ouest à sud-ouest soufflera assez fort près de la Manche et sera plus modéré ailleurs.

Les températures maximales, stationnaires en général, seront voisines de 19 à 24 degrés sur la moitié nord, 24 à 30 degrés plus au sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours



de la journée du 2 août; le second, le minimum dans la nuit du 2 août au 3 août): Ajaccio, 27 et 20 degrés; Biarritz, 24 et 18; Bordeaux, 25 et 11; Brétigny, 21 et 13; Brest, 18 et 12; Cannes, 27 et 16; Cherbourg, 18 et 12; Clermont-Ferrand, 26 et 10; Dijon, 24 et 10; Dinard, 21 et 13; Embruun, 26 et 12; Grenoble-St-M-H., 27 et 13; Grenoble-St-Genève, 27 et 11; La Rochelle, 20 et 17; Lille, 23 et 15;

Limoges, 20 et 11; Lorient, 19 et 15; Lyon, 24 et 12; Marseille-Marin, 29 et 18; Menton, 27 et 25; Nancy, 24 et 12; Nantes, 22 et 15; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20; Nice-Ville, 27 et 13; Paris-Montsouris, 26 et 14; Paris-Orly, 25 et 14; Pau, 26 et 17; Perpignan, 30 et 13; Rennes, 21 et 14; Roissy, 22 et 10; Saint-Etienne, 24 et 11; Strasbourg, 25 et 12; Toulouse, 25 et 12; Tours, 23 et n.c.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 30 et 18; Genève, 26 et 11; Lisbonne, 34 et 18; Londres, 18 et 12; Madrid, 33 et 17; Rome, 30 et 19; Stockholm, 20 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 4 AOUT

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale.

« Cent tombeaux d'écrivains », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« La Peinture italienne de Giotto à Léonard de Vinci », 10 h 30, Musée du Louvre (porte Janvier) (P.-Y. Jaslet).

« Saint-Denis, nécropole des rois de France », 14 h 30, portail central.

« Le Sénat, Palais du Luxembourg », 15 heures, 26, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Versailles : le pèlerin du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre.

« Rue de la Bonne-Mort, dans le village de la Ville de l'Évêque. Le souvenir du Beuf sur le toit », 15 h 15, 25, rue Royale (M^{me} Barbier).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes, haut lieu du romantisme », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

LUNDI 5 AOUT

« Manufard et ses secrets », 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

« Le Père-Lachaise du vingtième siècle », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Un cimetière traditionnel aux cent tombeaux marginales », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Les salons « Régence » de l'Hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale », 14 h 30, 128, rue de l'Université (P.-Y. Jaslet).

« L'Arrière de Sully », 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Versailles : la petite et la grande cour du château », 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

« L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle », 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

« Exposition Renoir », 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Le musée de l'Orangerie », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'Empire », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« L'Arrière de Sully », 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Versailles : la petite et la grande cour du château », 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

« L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle », 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

« Exposition Renoir », 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Le musée de l'Orangerie », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'Empire », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« L'Arrière de Sully », 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Versailles : la petite et la grande cour du château », 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

« L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle », 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

« Exposition Renoir », 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Le musée de l'Orangerie », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'Empire », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« L'Arrière de Sully », 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Versailles : la petite et la grande cour du château », 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

« L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle », 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

« Exposition Renoir », 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Le musée de l'Orangerie », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'Empire », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« L'Arrière de Sully », 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Versailles : la petite et la grande cour du château », 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

« L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle », 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

« Exposition Renoir », 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Le musée de l'Orangerie », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'Empire », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« L'Arrière de Sully », 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Versailles : la petite et la grande cour du château », 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

« L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle », 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

« Exposition Renoir », 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Le musée de l'Orangerie », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'Empire », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« L'Arrière de Sully », 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Versailles : la petite et la grande cour du château », 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

« L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle », 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

« Exposition Renoir », 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Le musée de l'Orangerie », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'Empire », 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« L'Arrière de Sully », 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

« Versailles : la petite et la grande cour du château », 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

« L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle », 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

« Exposition Renoir », 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

CONFÉRENCES

● **Manufard et ses secrets**, 15 heures, 15, rue de Valenciennes, sous les arcades, près de la poste (A. Ferrière).

● **Le Père-Lachaise du vingtième siècle**, 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

● **Un cimetière traditionnel aux cent tombeaux marginales**, 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

● **Les salons « Régence » de l'Hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale**, 14 h 30, 128, rue de l'Université (P.-Y. Jaslet).

● **L'Arrière de Sully**, 14 h 30, 14, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

● **Versailles : la petite et la grande cour du château**, 14 h 30, cour petite-cour (A. Ferrière).

● **L'Hôtel de Lamoignon et son décor dix-septième siècle**, 15 heures, 17, rue d'Anjou (E. Roumain).

● **Exposition Renoir**, 13 h 30, 13, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

● **Le musée de l'Orangerie**, 15 heures, 15, rue de Sully, porte de l'Arrière, sur terre-plein (A. Ferrière).

Économie

REPÈRES

Eurêka : prochaine réunion les 5 et 6 novembre à Hanovre

La prochaine réunion des ministres de la recherche et de la technologie des dix-sept pays engagés dans le projet européen Eurêka se tiendra les 5 et 6 novembre à Hanovre, dans le nord de la RFA, a annoncé à Bonn le directeur ministériel ouest-allemand à la technologie, M. Joseph Rembeur.

Cette réunion permettra de lancer la « phase de définition » d'Eurêka, a précisé M. Rembeur. « Il s'agira de définir les objectifs concrets et les critères de réalisation des projets, les structures d'organisation et les modalités de financement, ainsi que les méthodes de travail, et de faire l'inventaire des premiers projets ». En ce qui concerne le financement, M. Rembeur a souligné que le gouvernement de Bonn n'avait pas l'intention de débloquer des crédits supplémentaires pour Eurêka dans la phase de définition. Celle-ci pourra être financée grâce à des redistributions du budget du ministère de la recherche et de la technologie.

Tout projet relevant d'Eurêka devra rallier au moins trois pays européens et entrer dans l'une des quatre catégories suivantes : grands projets industriels de recherche et de technologie ; projets visant à régler les problèmes transfrontaliers ; technologies susceptibles de créer une infrastructure moderne ; tous les projets de recherches scientifiques et techniques. — (AFP.)

Nucléaire : de moins en moins de centrales en construction dans le monde

Quatorze centrales nucléaires seulement ont été mises en chantier l'année passée dans le monde, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il s'agit du chiffre le plus faible enregistré depuis 1968, et l'agence met en garde contre cette tendance due à la baisse de la demande et aux difficultés financières de nombreux pays. Les commandes pour la construction de dix centrales ont été suspendues aux États-Unis en 1984 et les travaux ont été interrompus dans neuf chantiers, dont quatre dans ce même pays et cinq en Espagne. L'AIEA a révisé en conséquence ses estimations sur la capacité mondiale de production d'énergie nucléaire à l'horizon 1990, qui ne serait plus que de 386 000 mégawatts au lieu des 430 000 mégawatts qu'elle escomptait. En 1984, cette capacité a cru de 17 % pour atteindre 220 000 mégawatts. — (Reuters.)

Sidérurgie : Phoenix Steel a trouvé acquéreur

Ancienne filiale de Creusot-Loire, l'entreprise sidérurgique américaine Phoenix Steel va être reprise par deux hommes d'affaires de Detroit pour 5,75 millions de dollars. Ses créanciers, parmi lesquels on trouve la French American Bank, le Crédit lyonnais, Suex et le CIC, recevront 38,5 millions de dollars sur des dettes qui se montent à près de 135 millions de dollars. Phoenix Steel avait été placé en suspension provisoire des poursuites, en août 1983, par Creusot-Loire, qui estimait ne plus pouvoir le soutenir. Les pertes avaient été de 140 millions de dollars en 1982. L'activité a néanmoins été poursuivie, et le déficit a été ramené à 6,4 millions de dollars en 1984.

AUX ÉTATS-UNIS

Le document budgétaire ne satisfait personne

De notre correspondant

Washington. — Amertume, déception et frustration, tels étaient les sentiments les plus souvent exprimés, le 2 août, au Congrès américain, après l'adoption laborieuse d'un projet de budget qui ne semble pas de nature à réduire autant qu'il avait été prévu l'énorme déficit des finances publiques (le Monde du 3 août).

Il a fallu plus de six semaines de débats et de négociations pour que les deux assemblées du Congrès s'accordent finalement, dans la nuit de jeudi à vendredi, juste avant de se mettre en vacances, sur un document qui ne satisfait vraiment personne. Il prévoit 967,6 milliards de dollars de dépenses et 793,7 milliards de dollars de recettes, pour l'année financière 1986, compensant le 1^{er} octobre prochain. Plus de 170 milliards de l'impasse budgétaire reste de taille.

Le déficit des finances publiques — 210 milliards de dollars pour l'année en cours — ne pourra être réduit, au mieux, par rapport au texte initial que de 55,5 milliards de dollars l'an prochain. C'est un chiffre qui ne permettra pas d'atteindre l'objectif que s'était fixé, en janvier dernier, le président Reagan, à savoir une réduction de moitié du déficit en 1988.

RFA

● Hausse saisonnière du chômage. — Le chômage — en données brutes — a augmenté de 3 % en juillet, atteignant 2 221 395 personnes (1 193 760 hommes et 1 027 635 femmes). Cette hausse du chômage a été attribuée officiellement à des facteurs saisonniers : ralentissement de l'activité pendant l'été, apparition brusque sur le marché du travail d'étudiants en fin de cycle et de stagiaires en fin de formation supplémentaire. Selon l'Office fédéral du travail, bien que se situant au-dessus du niveau de juillet 1984 (8,9 %), le taux réel du chômage, si l'on en retranche les données saisonnières, décroît légèrement, et le résultat du deuxième semestre 1985 s'annonce meilleur que celui du premier. — (AFP.)

L'intérêt principal de ce document — appelé « résolution budgétaire » — est d'avoir été adopté à temps, à la satisfaction de la Maison Blanche, semblant penser, vendredi, de nombreux dirigeants du Congrès, aussi bien sur les bases de la majorité républicaine que de l'opposition démocrate. « C'est mieux que rien », a observé sans enthousiasme M. Robert Dole, le chef de la majorité républicaine au Sénat. Plus brutalement, un autre républicain, le sénateur du Colorado, M. William Armstrong, assurait : « La seule chose que nous n'avons pas faite est de nous attaquer au problème fondamental, celui du déficit ».

En outre, la « résolution budgétaire » est encore susceptible de changements. Elle représente le compromis auquel ont abouti la Chambre des représentants et le Sénat à partir du texte présenté par le gouvernement en janvier dernier. Cette « résolution » fixe les grandes lignes du projet ; elle détermine des plafonds de dépenses pour les principaux postes budgétaires.

A l'approche des élections

Lorsque le Congrès se réunira à nouveau, en septembre, les deux assemblées devront, avant le 1^{er} octobre, voter définitivement l'enveloppe budgétaire précise des treize principaux départements ministériels, en principe en tenant compte des grands axes définis dans le document adopté le 2 août. Chacune des enveloppes sera alors soumise au président, qui peut signer ou opposer son veto.

En général, à cette étape, la tendance naturelle des législateurs — et surtout cette année, à un an des élections législatives de 1986 — est plutôt de céder ici ou là quelques millions de plus — ce qui a fait dire vendredi à M. Dole que l'impasse budgétaire pourrait finalement être encore plus large que prévu et l'objectif de réduction du déficit d'autant plus éloigné.

Autant d'éléments qui expliquent le climat de morosité dans lequel s'est achevée cette session du Congrès, alors que la permanence

du déficit budgétaire ne cesse d'inquiéter les experts. Tel quel, le projet de budget entraine toute une série de dépenses civiles, sans toucher toutefois à certains des programmes sociaux que le président voulait éliminer : il gèle les salaires des fonctionnaires et limite la hausse des dépenses militaires au taux d'inflation.

La majorité républicaine au Sénat, particulièrement inquiète des conséquences que le déficit peut avoir à terme, avait bien suggéré un budget plus sévère, comprenant notamment une taxe sur les importations de produits de luxe. Mais le président Reagan s'y est catégoriquement refusé, restant intraitable sur sa promesse de ne pas augmenter la fiscalité, et suscitant, du même coup, mauvaise humeur et division au sein de sa propre majorité.

(Interim.)

LE CHOMAGE EST RESTÉ STABLE EN JUILLET

Pour la première fois aux États-Unis cette année, le secteur industriel a enregistré une diminution d'effectifs en juillet, tandis que la création de deux cent quarante-cinq mille emplois dans le secteur des services équilibrait l'accroissement de la population active. Le taux de chômage est donc resté stable en juillet. Les personnes sans emploi comptent pour 7,3 % de la population active, pour le sixième mois consécutif.

Derrière la stabilité globale se cache, en fait, une aggravation de l'emploi des Noirs et des jeunes. Le chômage frappe, désormais, 15 % des travailleurs noirs, effaçant l'amélioration de juin, et 19,5 % des jeunes. Les jeunes Noirs souffrent de plus en plus : 41,3 % d'entre eux étaient sans travail en juillet.

On remarque également un accroissement de deux cent mille des cas de licenciement, à opposer à la réduction du nombre des départs volontaires. Enfin, la réduction récente du temps de travail, de douze minutes, va se traduire par des milliards de dollars en moins dans les revenus des ménages. — (AFP.)

Au Danemark LA CONFÉDÉRATION PATRONALE SANCTIONNE DEUX DE SES MEMBRES POUR DÉPASSEMENT DE SALAIRES

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Le comité directeur de la Confédération danoise du patronat (DA) a frappé d'amendes deux de ses membres pour n'avoir pas respecté le plafond de 2 % d'augmentation annuelle des salaires fixé par les conventions collectives nationales entrées en vigueur le 1^{er} avril dernier. Les deux entreprises sanctionnées sont Nestlé et Fjordus, qui devront acquiescer respectivement 150 000 et 70 000 couronnes (environ 120 000 et 56 000 F). Selon l'organisation patronale, ces deux firmes ont été doublement coupables en concédant à leur personnel des hausses de salaires « exagérées » de 6,3 % dès avril et en traitant directement avec les représentants de leur personnel.

La Confédération a légalement le droit de taxer les fautes de ses membres, qu'il s'agisse des entreprises elles-mêmes (dans ce cas les amendes peuvent aller de 750 à 750 000 couronnes) ou des organisations qui lui sont fédérées (industrie métallurgique, industrie du cuir, etc.). Pour ces dernières, les amendes peuvent atteindre 1,5 million de couronnes.

Les deux entreprises sanctionnées ont vainement fait valoir qu'elles avaient été contraintes de se conduire ainsi pour éviter des grèves sauvages qui les auraient empêchées de tenir leurs engagements vis-à-vis de leur clientèle. Pour la Confédération du patronat, il était indispensable de faire un exemple, en dénonçant deux manquements graves à la solidarité collective. En revanche, la confédération a fermé les yeux sur les « légers dépassements » qui ont pu être enregistrés dans une série d'autres usines ou sociétés au cours du printemps.

Lors de la période des conventions collectives précédentes (1983-1984), durant laquelle le gouvernement centre-droit au pouvoir avait à peu près complètement bloqué les salaires, seule une fabrique de chewing-gum avait été condamnée pour dépassement par la Confédération (50 000 couronnes d'amende).

CAMILLE OLSEN.

La décentralisation des services de l'équipement Répartition, pas éclatement

Le gouvernement a tranché. Malgré l'hostilité de l'assemblée des présidents des conseils généraux, que préside M. Pierre Salvi (UDF-CDS), président du conseil général du Val-d'Oise, il vient de publier un *Journal officiel* du 1^{er} août un décret qui fixe les modalités de répartition, en vertu des lois de décentralisation, des directions départementales de l'équipement (DDE), de leurs agents et du matériel.

L'opération revêt une certaine ampleur. Non seulement parce que les DDE les — « Points et Châteaux » — sont depuis longtemps l'un des services de l'État les plus présents sur le terrain de la vie locale en province (routes, ports, construction de bâtiments), mais aussi parce que les élus y ont longtemps vu la marque la plus accusée du centralisme des technocrates, et enfin parce qu'elle concerne quelque 100 000 agents.

En application de la loi du 7 janvier 1983 sur la répartition des compétences, il faut que le partage des DDE soit prêt pour le 26 janvier 1986. Il reste cinq à six mois aux présidents des conseils généraux et aux commissaires de la République pour préparer et signer les conventions qui, dans chaque département, et en fonction de la diversité des situations locales, détermineront, comme le demande le décret du 31 juillet (JO du 1^{er} août), les modalités du transfert.

Selon les départements, une DDE peut représenter de 300 à 2 000 personnes. Sur les 100 000 agents au total, 65 000 (essentiellement du personnel d'exécution) travaillent dans les subdivisions territoriales, assurant des missions pour le compte de l'État, des départements, des communes (beaucoup moins pour le compte des régions).

Seront transférés aux conseils généraux les services non sous-traités, installés au siège de la DDE ; qui concernent les transports scolaires, les transports interurbains

de voyageurs, les ports de pêche et de commerce, la maîtrise d'ouvrage et la programmation des collèges, les études, la comptabilité, les marchés relatifs aux chemins départementaux. Cela représente au moins 6 000 agents (dont 30 % environ de fonctionnaires de haut niveau) qui appartiennent à la nouvelle fonction publique territoriale. Mais dans ce premier temps, au moins un an, ils continueront à être payés par l'État. Dans un département comme le Pas-de-Calais, par exemple, le transfert porterait sur un ingénieur en chef, un ingénieur divisionnaire, six ingénieurs TPE, vingt techniciens et une cinquantaine de dessinateurs, commis et agents de bureau.

En revanche — et c'est sur ce point que l'assemblée des présidents des conseils généraux a manifesté son désaccord — le « gros bataillon » des subdivisions, avec le personnel d'exécution et le parc de matériel et engins, ne sera pas fractionné.

Le personnel restera rattaché à la fonction publique et les subdivisions demeureront, comme aujourd'hui, à la disposition de l'État, du département et des communes. Aux présidents des conseils généraux, nouveaux hommes forts des départements, qui voulaient disposer de la maîtrise totale des moyens nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités, le gouvernement a répondu : « Le résultat de nos études montre qu'une partition de ce niveau aurait plus d'inconvénients que d'avantages. En particulier, les maires sont actuellement encore très attachés au maintien de la proximité des services techniques de l'État. Un exemple : 90 % des communes confient aujourd'hui l'instruction des permis de construire à la DDE (ce qui la DDE fait gratuitement), et cette instruction se fait presque toujours en subdivision. »

Dans un communiqué, l'Union fédérale équipement CFDT, « qui a combattu l'éclatement des services préjudiciable à une bonne efficacité du service public et susceptible de remettre en cause la situation des agents de cette administration », se dit « satisfait que le décret aboutisse à un démantèlement limité des DDE tout en permettant aux départements d'élaborer de façon autonome leur politique de voirie ». Elle déplore néanmoins « qu'aucune garantie n'ait été donnée aux agents

non titulaires qui seront ipso facto transférés auprès des présidents de conseils généraux ».

Quant à l'Association des maires de France, présidée par M. Michel Giraud (RPR), par ailleurs président du conseil régional d'Ile-de-France, elle voit la réforme plutôt d'un bon œil. Peut-être parce que, plus encore que celle de l'État, les communes redoutent la tutelle, nouvelle, des départements et des présidents de conseils généraux.

FRANÇOIS GROSCHARD.

M. SALVI (UDF-CDS) : vers une situation bloquée

M. Pierre Salvi, président (UDF-CDS, Val-d'Oise) de l'assemblée des présidents de conseils généraux, a fait la déclaration suivante :

« Le décret, tel qu'il est publié, ne donne pas aux départements l'outil et les moyens nécessaires pour remplir objectivement et pleinement leurs responsabilités et leurs compétences, dans le cadre de la décentralisation. En effet, le parc et les subdivisions, qui constituent l'essentiel de ces moyens, et qui sont pratiquement financés dans leur ensemble par les départements, res-

tent en fait, dans leur totalité, sous la coupe de l'État. Un décret qui conduit à une telle situation ne respecte, à mon sens, ni l'esprit ni la lettre des lois de décentralisation.

« Il ne me paraît donc pas inutile, dans ces circonstances, de rappeler que l'assemblée des présidents de conseils généraux de France a décidé de ne pas signer les conventions Etat-département qui découleront du décret tel qu'il est publié. Tout semble donc indiquer que nous nous dirigeons vers une situation difficile, voire bloquée. »

CONCURRENCE ESPAGNOLE, CHUTE DES COURS

La fièvre remonte dans le Sud-Est

De notre correspondant

Avignon. — Le Midi s'embrase. Sur deux fronts : les forêts brûlent, les camions espagnols aussi. Phénomène saisonnier, mais significatif de la fièvre qui gagne chaque semaine davantage la production légumière et fruitière.

Les étés provençaux ont toujours été chauds, notamment dans le triangle Arles-Nîmes-Avignon, mais l'été imminent du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun et l'empiètement de ces deux futurs partenaires à forcer nos frontières font lever un vent de colère qui ne s'apaisera que sur intervention du gouvernement.

Le 15 juillet, la FDSEA du Vaucluse demandait aux pouvoirs publics de fermer la frontière espagnole à tous les produits agricoles. Vœux appuyés dès le lendemain à 18 heures par une opération commando, une centaine de producteurs vauclusiens effectuant au péage de Callargues (sur l'autoroute A 9 entre Nîmes et Montpellier), un filtrage draconien de tous les chargements en provenance d'Espagne. Bilan : quinze camions interceptés, 300 tonnes de produits détruits, cinq remorques incendiées.

Sur les marchés, les cours de la pêche et de la tomate, notamment,

s'effondraient. Pour sauver une partie des récoltes, les producteurs demandaient que soit avancée de quelques jours la date d'ouverture (prévue initialement le 5 août) des usines de transformation de la tomate en conserve. Sans succès. D'où, notamment, le nouveau coup de semence du 30 juillet. Le CDJA déversait 1 tonne de légumes devant la préfecture du Vaucluse.

On s'inquiète maintenant de la prochaine arrivée, sur les carreaux des marchés, de la pomme et du raisin de table. La profession multiplie les mises en garde : elle dénonce l'empiètement des Portugais et des Espagnols à gonfler les tonnages d'importation à partir desquels, dès leur adhésion à la CEE, seront calculés les quotas officiels d'entrée autorisés, à raison d'une augmentation de 10 % par an pendant trois ans, avec libération totale la quatrième année. Cela pour treize produits contingents par le traité d'adhésion. Les producteurs s'insurgent aussi contre l'impunité dont bénéficient ces chargements qui échappent aux contrôles de normes et de qualité.

Jeudi, 1 000 tonnes de tomates apportées sur le marché de Châteaurenard ont dû être jetées à la décharge. Les rares lots vendus l'ont été à 80 centimes le kilo.

PAUL SIGNAUD.

Les producteurs de maïs du Sud-Ouest accusent la Commission européenne d'« incohérence »

De notre correspondant

Bayonne. — Les producteurs de maïs sont en colère. Ils ont décidé d'organiser des manifestations sur l'autoroute Bayonne-Bordeaux pour protester contre des décisions de la Commission européenne qu'ils jugent « incohérentes ». Devant l'impossibilité des ministres des Dirs de se mettre d'accord sur une position commune, la Commission avait été chargée, en juillet, de prendre des mesures immédiates avant le début de la récolte, qui devrait commencer incessamment. L'association générale des producteurs de maïs (AGPM), dont plus de la moitié sont dans le Sud-Ouest, proteste contre trois mesures décidées ces jours-ci à Bruxelles.

D'abord la suppression des indemnités de fin de campagne qui, en revanche, n'est maintenue pour le blé et le seigle. Cette aide permet de dédommager les producteurs de la perte de valeur du stock entre deux récoltes. D'autre part, l'AGPM s'élève contre le rétablissement de la préfixation des prélèvements sur les importations des pays tiers, qui a permis, pour la seule journée du 24 juillet, l'arrivée sur le marché européen de 800 000 tonnes de maïs, principalement américain, soit près du quart des importations annuelles. Une décision à laquelle le ministre français s'était pourtant opposé.

Résultat : le marché du maïs devient excédentaire, les prix ris-

quent de s'effondrer et, pour essayer d'y remédier, la commission vient d'ouvrir une adjudication pour l'expédition de 150 000 tonnes de maïs à destination de l'Espagne, du Portugal, de la Suisse et de l'Australie. Des exportations subventionnées, ce qui fait craindre au scandale Marcel Cézalé, président de l'AGPM : « On crée un déficit que l'on cumule ensuite avec l'argent des contribuables ». Une manifestation devrait avoir lieu lundi 5 août à Pau, devant la préfecture.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

● Jérôme Monod jugé par l'Humanité. — Evoquant l'interview qu'a accordée, au Monde du 3 août, M. Jérôme Monod, PDG de La Lyonnaise des eaux, l'Humanité, dans son édition du 3 août écrit : « J. Monod, patron chirurgical, accorde un bon point au gouvernement. Il est donc satisfait d'une politique qui organise la casse et les suppressions d'emplois et favorise l'exportation des capitaux et la spéculation. Cela, bien entendu, comme le prétend le gouvernement, au nom du « réalisme », et en occultant les vraies raisons : la recherche de la rentabilité financière contre l'emploi. »

Et le quotidien communiste conclut : « L'appréciation portée par M. Monod sur le gouvernement montre qu'il estime celui-ci dans la bonne voie. »

INDICES. — Modoc
ter. 1044. 1. 636

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Succès pour le crédit de la France

Le réajustement de l'eurocrédit de 4 milliards de dollars levé par la France en octobre 1982 s'est achevé en douceur cette semaine (le *Monde* date 20-21 juillet). Tout a été comme sur des roulettes. Le gouvernement français remboursant par anticipation 400 millions, le volume recherché n'était plus que de 3,6 milliards de dollars. Le montant réajusté après moins de deux semaines de syndication a même excédé ce chiffre de 20 %. En clair, l'eurocrédit a, sous sa forme remaniée, enregistré une sursubscripton de 800 millions de dollars.

Les engagements initiaux des quelque vingt-cinq banques qui ont préféré se retirer représentent environ 590 millions de dollars, soit 14 % du montant original. Cette perte a été plus que compensée par deux facteurs : premièrement, l'arrivée de vingt et une banques nouvelles apportant 450 millions de dollars d'argent frais, c'est-à-dire un peu plus de 11 % du volume initial ; deuxièmement, les demandes d'augmentations requises par les banques présentes dans la transaction originale qui s'élevaient à plus de 20 %.

Comme la France ne désire en aucun cas lever plus de 3,6 milliards de dollars, les propositions des nouvelles banques s'engageant dans l'eurocrédit seront réduites d'environ 10 % et les offres d'augmentations, elles aussi, ramenées à de plus modestes proportions.

La réponse extrêmement positive de la communauté bancaire internationale est un satisfait pour la France. Il est, entre autres, caractéristique que les trois principales banques suisses, à savoir le Crédit suisse, l'UBS et la SBS, qui, en 1982, avaient toutes refusé de participer à l'opération, ont maintenant décidé d'en faire partie. La majorité des grandes banques américaines sont également présentes. Enfin, l'amour des Japonais pour le crédit français bat tous les records. Les établissements nippons auraient presque pu, à eux seuls, souscrire la totalité du prêt.

L'incertitude sur l'évolution tant du dollar que des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis continue de limiter le flot d'euro-emissions obligataires nouvelles libellées dans la devise américaine. Simultanément, la pression qui s'exerce sur certaines monnaies européennes — le franc français étant, maintenant, sur la sellette après la lire italienne et la peseta espagnole, en attendant qu'elle se précède sur le franc belge — renforce l'intérêt du papier libellé en deutschemark.

Les seuls nouveaux emprunts internationaux à taux fixe libellés en dollars des Etats-Unis

ayant vu le jour cette semaine ne reflètent pas la préoccupation des euro-investisseurs : il s'agit d'emprunts « shushi », c'est-à-dire d'opérations destinées à être exclusivement placées au Japon, la consommation populaire au Japon du poisson grillé qu'est le « shushi » s'appuyant directement sur l'appétit insatiable que les Belges ont pour les cornets de frites.

L'irrésistible attrait du DM

Le secteur de l'euro-marché libellé en deutschemarks est celui qui bénéficie le plus de la consécration à l'égard du dollar. Aussi le calendrier des emprunts internationaux du mois d'août qui a été fixé à 1,1 milliard de deutschemarks sera aisément absorbé. Eurofina, la société de financement de matériel roulant des principales compagnies européennes de chemins de fer, a démontré la fringale actuelle pour le papier libellé dans la devise allemande. Elle a placé sans coup férir 70 millions de deutschemarks sur quatre ans sur la base de conditions extraordinairement basses : un coupon annuel de 6 % et un prix de 99,25. L'Etat allemand, lui-même, est contraint d'offrir davantage sur ses emprunts domestiques. Mais Eurofina est une société suisse domiciliée à Bâle. Cela, conjugué avec son statut de type supranational, fait que les investisseurs internationaux ont pour elle les yeux de Chimène.

Les attaques, cette semaine, contre certaines devises du SME (Système monétaire européen) ont ébranlé le marché de l'ECU. Plus que la hausse de certains taux à court terme, tel celui sur l'eurofranc français à trois mois propulsé de 11,25 % à plus de 14 % en l'espace de deux jours, c'est la crainte d'un éventuel nouveau réajustement des parités européennes qui indispose le plus les investisseurs internationaux : devant une telle possibilité, ils préfèrent rester en deutschemarks.

Simultanément, la tension sur le coût de l'argent en ECU à court terme entraîne une hausse des coupons sur les nouvelles émissions à moyen terme. Les emprunteurs n'ont malheureusement pas encore réalisé ou voulu réaliser qu'on en est revenu au point où les emprunts en ECU dotés d'intérêts annuels inférieurs à 9 % n'intéressent plus les prêteurs. Les trois transactions qui ont vu le jour cette semaine en ont fait la preuve. Quelles que soient leurs qualités respectives. Que ce soit Morgan Guaranty Trust, l'une des dernières banques au monde dont la dette bénéficie encore du prestigieux

« AAA » de la Security Pacific, très honorable établissement bancaire de la côte ouest des Etats-Unis classée « AA », ou l'allemande Bayerische Vereinsbank, elles ont toutes ressenti le souffle glacé de l'indifférence pour n'avoir su offrir des conditions en rapport avec le climat actuel.

Les 100 millions d'ECU sur cinq ans proposés par Morgan Guaranty à un prix de 99,75 sur un coupon annuel de 8,50 % se sont d'emblée traités à la limite de la commission globale, c'est-à-dire avec une décote de 1,875 %. L'euro-crédit d'aujourd'hui est d'ailleurs inférieur à cinq ans, a été encore plus malmené. Offerte à 100,25 avec un coupon annuel de 8,75 %, elle était recherchée vendredi sur la base d'une décote de 2 % par rapport à une commission bancaire totalisant 1,875 %. Légèrement moins affecté parce que sorti le premier et d'une durée de seulement trois ans et trois mois, l'euro-emprunt de 60 millions d'ECU de la Bayerische Vereinsbank n'a, cependant, guère dépassé le succès d'estime à partir d'un coupon annuel de 8,375 % sur un prix de 100,625.

La vie ne sera pas facile pour Saint-Gobain si les conditions actuelles demeurent inchangées et si la société française lance avant le 15 août l'emprunt en eurofranc français qu'elle a été autorisée à réaliser ce mois-ci dans le cadre du nouveau calendrier arrêté en début de semaine entre le Trésor et les banques françaises. La vive tension sur les taux rémunérant les dépôts à court terme en eurofrancs français a entraîné une chute des cours et un relèvement parallèle des rendements sur le marché secondaire.

L'euro-emission de 500 millions de francs lancée huit jours plus tôt par la Compagnie générale d'électricité n'a pas échappé à la tourmente. Les euro-obligations dotées pendant les cinq premières années d'un coupon de 10,875 % se traitaient vendredi avec une décote de l'ordre de 2,25, soit au-delà de la commission bancaire globale de 1,875 %. Si le climat se ramollit pas, Saint-Gobain se devra d'offrir un coupon supérieur à 11 % sur cinq ans pour avoir quelque chance d'intéresser les euro-investisseurs. Dans la foulée de la glorieuse compagnie, l'américaine Mobil devrait lancer vers la fin du mois un euro-emprunt d'un million de dollars de francs français si les conditions s'y prêtent. La transaction Mobil sera, en effet, basée sur un swap qui implique, sur l'émission en francs, un coupon dont on verra à l'époque s'il est possible ou non.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Chute puis rétablissement du dollar

La semaine a été plutôt nerveuse sur les marchés des changes, avec, d'abord, un nouvel accès de faiblesse du dollar, revenu à ses cours d'il y a un an, puis un rétablissement partiel à un niveau intermédiaire. La livre sterling s'est repliée brutalement dans la perspective de la baisse des taux d'intérêt britanniques et des cours du pétrole, tandis que le franc français commençait à fléchir un peu par rapport à un mark redevenu nettement plus fort.

Donc, une semaine assez mouvementée pour la devise américaine, avec des variations sensibles. Déjà, le lundi, les marchés européens anticipaient le vif repli intervenu le vendredi précédent à mi-séance à New York (22 heures en France) et cotaient le dollar à 8,62 francs et 2,83 DM contre 8,75 francs et 2,88 DM. Inchangé le lendemain, le cours du billet vert plongeait brutalement mercredi 31 juillet, tombant à 2,75 DM et à moins de 8,49 francs, cours le plus bas pratiqué à Paris depuis le 21 juin 1984.

Le dollar revenait donc treize mois en arrière, après avoir culminé à 10,61 francs le 26 février 1983, soit une baisse de 20 % (et de 12 % sur le cours de 9,63 F extrapolé au début de 1985). Le niveau de 2,82 DM avait été enfoncé à New York, niveau considéré comme un seuil en dessous duquel la devise américaine devait aller tout droit à 2,77 DM, nouveau cours plancher, en attendant moins.

Parmi les facteurs défavorables au dollar, on notait surtout l'échec apparent des négociations entre la Maison Blanche et le Congrès des Etats-Unis sur la réduction du déficit budgétaire. Cet échec inquiétait les milieux financiers internationaux et aussi M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, dont la tâche devenait de plus en plus difficile. Il lui fallait à la fois freiner la chute trop rapide du dollar pour ne pas effrayer les prêteurs étrangers et leur procurer, tout de même, des taux d'intérêt plus élevés pour compenser la perte en capital correspondante. Mais c'était alors pénaliser l'économie américaine, dont la reprise s'avère difficile. Mission impossible !

Jedi, le dollar se stabilisait à 8,50 F environ, pour, sans prévenir, se redresser subitement à 8,63 F et 2,8250 DM. Que s'était-il passé ? Tout simplement un accord-surprise, de dernière heure, entre la Maison Blanche et le Congrès précisément.

sur une réduction du déficit budgétaire d'une cinquantaine de milliards de dollars.

En outre, quelques nouvelles relativement rassurantes tombaient sur les téléscripteurs : légère réduction du chômage en juin, hausse sensible des commandes des établissements industriels américains et petite augmentation des dépenses de construction.

A la veille du week-end, les marchés des changes se montraient très incertains. Certes, ils ont constaté qu'à 2,79 DM le dollar rebondissait et que, contre 2,82 DM et 2,84 DM, une très forte résistance à la baisse se manifestait. Mais rien n'est acquis et si le cours du billet vert redescendait au-dessous de 2,80 DM, il filerait tout droit à 2,77 DM, et même plus bas. On parle de 2,72 DM, 8,30 francs environ, et, aux Etats-Unis, un ancien membre de la Réserve fédérale évoque même 2,60 DM.

Une chose est sûre en tout cas : le repli du dollar est en train de déstabiliser les autres monnaies, surtout européennes. Ainsi, l'événement de la semaine a été le vif recul de la livre sterling, revenue de 1,40 dollar, et même 1,42 dollar, à 1,36 dollar, et de 12,28 à 11,77 francs. Très ferme jusqu'à présent, le monnaie britannique est affectée par la perspective d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt sur la place de Londres et par les propos de M. Yamani, ministre du pétrole d'Arabie saoudite, qui laissent prévoir le doublement de la production de pétrole de son pays, événement de nature à faire baisser les prix du brut. On estime que ce recul de la livre a provoqué pour une large part le redressement du dollar à la veille du week-end.

Autre déstabilisation en germe, celle du système monétaire européen. Certes, la dévaluation de la lire s'est effectuée sans drame, mais elle a éveillé l'attention des opérateurs, pour lesquels le franc français apparaît maintenant moins inviolable qu'auparavant. En conséquence, le franc, qui, il y a une dizaine de jours, se réévaluait encore par rapport au mark, a fléchi, le cours de la monnaie allemande remontant de 3,0330 francs à plus de 3,05 francs. La Banque de France n'est guère intervenue, mais surveille attentivement les marchés au cas où les milieux financiers internationaux s'avisaient de chahouter un peu le franc.

A propos de la dévaluation de la monnaie italienne, la Banque d'Italie a démenti officiellement avoir demandé à la Banque de France, vendredi 19 juillet, de ne plus intervenir sur la lire, comme la rumeur en avait couru (le *Monde* date 20-21 juillet). Simplement elle s'est bornée à informer les banques centrales du SME qu'elle n'intervenait plus pour soutenir la lire après la fermeture des marchés des changes italiens, à 14 h 30. A partir de ce moment, lesdites banques centrales n'ont plus rien fait, d'autant que la lire n'était plus cotée nulle part.

Ce qui s'est passé réellement, et la vérité filtre petit à petit, c'est que M. Gorio, ministre italien du Trésor et son gouvernement avaient pris, jeudi 18 juillet, la décision de dévaluer la lire avec l'intention, dès le lendemain vendredi, après la fermeture des marchés des changes, à 17 heures, de demander un réajustement des parités au sein du SME.

Que s'est-il passé alors ? Peut-être des fuites, et, circonstance aggravante, cet achat de 125 millions de dollars par l'ENI, pétrolier d'Etat, qui était prévu cependant pour le lundi suivant. Pourquoi n'a-t-il été annoncé ? La chose reste encore obscure. Mais, tombant dans un marché tout entier orienté à la hausse du dollar et sans offre de monnaie américaine, cet ordre d'achat a fait sauter les plans, d'autant que la Banque d'Italie ne voulait pas paraître favoriser l'ENI en lui accordant des dollars demandés sur le marché officiel. La suite, on la connaît.

Il apparaît maintenant que le gouvernement italien et la Banque d'Italie ont voulu précipiter la dévaluation de la lire prévue par l'opinion en septembre, cela afin de profiter de la baisse du dollar, très bonne pour les importations. Encore une conséquence du repli du billet vert. Et ce n'est probablement pas la dernière.

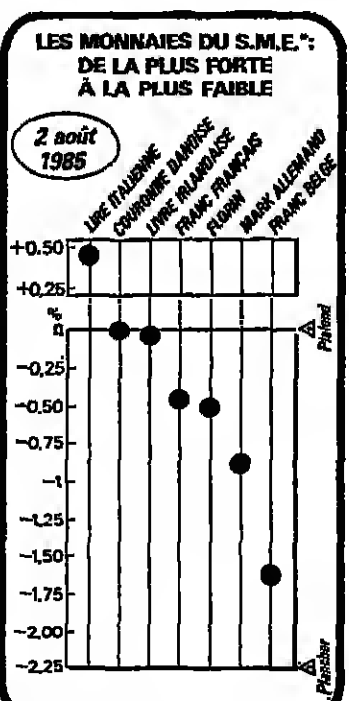
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 JUILLET AU 2 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEL	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	1,40	—	11,2942	23,1778	25,8397	1,7511	37,2661	0,8238
New-York	1,40	—	11,2942	23,1778	25,8397	1,7511	37,2661	0,8238
Paris	11,2942	8,2420	—	272,40	205,20	18,1050	271,26	4,5366
Zurich	12,2830	8,7500	—	272,40	205,20	18,1050	271,26	4,5366
Bruxelles	3,1094	2,3160	26,8528	—	81,9532	4,9560	72,919	1,2411
Amsterdam	3,2952	2,3470	26,8528	—	81,9597	4,9424	72,919	1,2411
Frankfurt	3,2673	2,3260	27,1653	122,62	—	4,9491	80,796	1,2436
Bonn	4,4497	2,7700	27,1653	122,62	—	4,9491	80,796	1,2436
Berlin	76,1413	27,10	6,6353	24,7389	20,1737	—	17,9419	3,0098
Bruxelles	81,5162	58,06	6,6354	24,7389	20,1737	—	17,9419	3,0098
Amsterdam	4,3453	3,2740	26,8528	122,62	—	4,9532	—	1,2476
Frankfurt	3,2673	2,3260	27,1653	122,62	—	4,9491	80,796	1,2436
Bonn	4,4497	2,7700	27,1653	122,62	—	4,9491	80,796	1,2436
Berlin	76,1413	27,10	6,6353	24,7389	20,1737	—	17,9419	3,0098
Bruxelles	81,5162	58,06	6,6354	24,7389	20,1737	—	17,9419	3,0098
Amsterdam	4,3453	3,2740	26,8528	122,62	—	4,9532	—	1,2476
Frankfurt	3,2673	2,3260	27,1653	122,62	—	4,9491	80,796	1,2436
Bonn	4,4497	2,7700	27,1653	122,62	—	4,9491	80,796	1,2436
Berlin	76,1413	27,10	6,6353	24,7389	20,1737	—	17,9419	3,0098
Bruxelles	81,5162	58,06	6,6354	24,7389	20,1737	—	17,9419	3,0098

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 2 août, 3,636 F contre 3,6542 F le vendredi 26 juillet.



Les matières premières

Hausse du sucre et du café

Dans l'attente de précisions sur l'évolution de l'activité économique aux Etats-Unis et la confirmation d'une augmentation de 4 % de la croissance pour 1985, les marchés commerciaux n'ont enregistré, exception faite du sucre en vive hausse, que des variations de peu d'importance. La faiblesse de la livre sterling a contribué à fausser les fluctuations réelles des cours.

MÉTALUX. — Le cuivre a pratiquement reperdu sa légère avance de la semaine précédente au Metal Exchange de Londres. Une limite reprise s'est produite sur les cours de l'aluminium à Londres. Selon les prévisions formulées par certains experts britanniques, il faut s'attendre à une revalorisation sensible des prix du cuivre au cours des deux prochaines années, en raison d'un brusque réveil de la demande mondiale, qui devrait augmenter de 1,6 % cette année. Pour l'instant, les opérations de capacité ont été moins importantes que prévu.

Le gonflement des stocks mondiaux de zinc dans les pays non

communistes ne pouvait galvaniser le marché. A fin juin, ils atteignaient 400 000 tonnes, en augmentation de 14 300 tonnes sur ceux d'il y a un mois et de 8 300 tonnes sur ceux d'il y a un an. Les mesures prises récemment par différents grands de la profession pourraient peut-être permettre de parvenir à un meilleur équilibre statistique vers la fin de l'année.

DENRÉES. — Pour la première fois depuis plusieurs semaines, une nette amélioration a été enregistrée sur les cours du café. Le quota global d'exportation des pays membres de l'Accord international vient de nouveau d'être réduit de 1 million de sacs pour être ramené à 58 millions de sacs pour l'année cafetière 1984-1985 se terminant le 30 septembre prochain. Toute nouvelle diminution du quota devra désormais être approuvée lors d'une réunion spéciale du bureau de l'organisation internationale.

Nouvelle et vive progression des cours du sucre sur les différents

marchés. La hausse atteint 30 % et même parfois plus par rapport aux plus bas niveaux du commencement de juillet. Les achats effectués par l'Inde, puis surtout par Cuba, pour satisfaire à ses obligations d'exportateur — sa récolte ayant été inférieure aux prévisions — ont entraîné le mouvement de reprise. Il faut également mentionner une récolte de sucre de betterave moins importante dans les pays de la CEE et la réduction des superficies consacrées à la culture de la canne dans certains pays en raison de prix insuffisamment rémunérateurs pour les producteurs.

Marché monétaire et obligataire

Une vente aux enchères réussie

L'événement de la semaine sur le marché obligataire de Paris a été le lancement du troisième emprunt d'Etat de l'année, non par l'importance de son montant — une mise de 5 milliards de francs contre 20 milliards de francs pour le précédent —, mais par la novation qu'a constituée sa mise en adjudication publique, à l'image de ce qui se passe chez les Britanniques notamment et aux Etats-Unis.

Mercredi, à 10 heures du matin, les établissements bancaires ont remis leurs plus fermes à la Caisse des dépôts, chargée de recueillir et de dépouiller les offres, toutes strictement anonymes.

Rappelons que la procédure d'adjudication portait sur le montant des commissions de placement et non sur les conditions de l'emprunt, (fixées d'avance (le *Monde* date 28-29 juillet) avec 50 millions de francs de montant minimum et non 50 milliards de francs, comme indiqué par erreur la semaine dernière.

En ce qui concerne la tranche à

taux variable (révisable annuellement et émise à 100 % du nominal), 41 puis et 97 soumissions ont été recueillies pour 7,2 milliards de francs en tout, les propositions s'échelonnant de 100 % à 98,50 %, soit des commissions allant de 0 % à 1,50 %. Le Trésor a retenu une prise limite de 99,50 %, soit une commission de 0,50 %, ce qui lui a procuré 3,15 milliards de francs, 4 milliards de francs de soumissions ayant été rejetés. Quant à la tranche à taux fixe (de 10,50 % émis à 93 % du nominal), elle a donné lieu à 33 puis et 70 soumissions pour 5,15 milliards de francs, les propositions s'échelonnant de 94,80 % à 92,60 %.

Le Trésor a retenu une prise limite de 94,70 %, soit une commission de 0,30 % seulement, et « n'a collecté 1,7 milliard de francs.

S'il avait voulu, le montant total recueilli (4,85 milliards de francs) aurait pu être plus important, mais il a préféré limiter les commissions.

En principe, cette vente aux

enchères a été un succès et le marché en général était plutôt satisfait. Du moins sur le principe, qui est jugé bon.

Ce qui a été jugé moins bon en revanche, c'est le moment choisi pour le lancement. Nous l'avons déjà écrit dans ces colonnes la semaine dernière, au seuil du mois

d'août, après les émissions records pour les sept premiers mois de l'année, le Trésor a retenu une prise limite de 99,50 %, soit une commission de 0,50 %, ce qui lui a procuré 3,15 milliards de francs, 4 milliards de francs de soumissions ayant été rejetés. Quant à la tranche à taux fixe (de 10,50 % émis à 93 % du nominal), elle a donné lieu à 33 puis et 70 soumissions pour 5,15 milliards de francs, les propositions s'échelonnant de 94,80 % à 92,60 %.

Le Trésor a retenu une prise limite de 94,70 %, soit une commission de 0,30 % seulement, et « n'a collecté 1,7 milliard de francs.

Sur le marché à court terme, le foyer de l'argent au jour le jour a baissé en fin de semaine à 9 3/4 %, à 18/100 au-dessus du taux d'intervention de la Banque de France (9 5/8 %). La semaine prochaine, il n'est pas exclu qu'un emprunt de 1,5 milliard de francs soit lancé pour le compte du Fonds spécial des grands travaux, si les conditions sont bonnes.

A l'extérieur de nos frontières, l'événement a été la nouvelle baisse du taux de base des banques britanniques, ramené de 12 % à 11,50 %. On pouvait s'y attendre après la réduction d'un demi-point du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre, abaissé il y a huit jours.

C'est la sixième fois que ce taux de base est abaissé depuis janvier 1983, date à laquelle il avait été brutalement porté de 9 1/2 % à 14 % pour défendre une livre sterling fortement attaquée. La dernière réduction, également d'un demi-point, avait eu lieu de 11 juillet dernier et avait été jugée insuffisante par le patronat britannique, qui juge trop élevé le taux de base actuel et celui de la livre sterling, de nature à pénaliser les entreprises.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
3. BURKINA : Les deux ans de pouvoir du capitaine Sangaré.
- FRANCE**
7. La situation en Gueloupe.
8. L'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
- CULTURE**
9. Cinéma, arts mariaux, nostalgie...
11. COMMUNICATION.
- ÉCONOMIE**
13. La décentralisation des services de l'équipement.
14. Revue des valeurs.
15. Crédits, changes et grands marchés.
- RADIO-TELEVISION (11)**
- Canet (11) : Journal officiel (12) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (12) ; Programmes des spectacles (10).

LES JAPONAIS ACCUSÉS DE DUMPING

● Sur les « puces » aux États-Unis
● Sur les photocopies en Europe

La commission américaine du commerce international a estimé, le 2 août, que les importations de « puces » japonaises pouvaient porter atteinte aux producteurs américains. Ce jugement fait suite à une plainte déposée en juin dernier par l'association électronique américaine contre le « dumping » des Japonais dans les circuits intégrés mémoire. Il sera soumis la semaine prochaine au département du commerce, qui devra ensuite décider s'il recommande à M. Reagan de hausser les tarifs douaniers.

De son côté, la Commission européenne a ouvert une enquête similaire sur les exportations japonaises de photocopies en Europe, et a-t-on appris à Bruxelles le 2 août. Cette procédure avait été réclamée par les industriels européens et américains implantés sur le Vieux Continent, qui estiment que les Japonais vendent leurs appareils à des prix exagérément bas. Une dizaine de constructeurs ont été pour cette raison expulsés du marché. Les importations dans la CEE ont atteint 535 000 unités en 1984 contre 188 000 en 1980, donnant une part du marché européen de plus de 85 % aux constructeurs japonais. Les Japonais Canon, craignant sans doute que cette enquête ne débouche un jour sur des mesures de protection, a décidé, le même jour, de construire une troisième usine en Europe.

Catastrophe aérienne à Dallas : cent trente-quatre morts

On compte vingt-sept survivants

Vingt-quatre passagers et trois membres d'équipage auraient survécu à la chute d'un Lockheed L-1011 de la compagnie Delta Airlines qui s'est écrasé, le 2 août, peu avant d'atterrir sur l'aéroport texan de Dallas (Etats-Unis) avec cent soixante et une personnes à bord. L'avion a également heurté deux automobiles qui circulaient sur une autoroute proche de l'aéroport. L'un des conducteurs a été tué. Les condi-

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

LUNDI 5 AOUT
« le Monde » reçoit
MAURICE J. KNEIBLER
directeur général
de la division commerciale
de General Motors-France
avec
CLAUDE LAMOTTE

Le numéro du « Monde »
daté 3 août 1985
a été tiré à 429 964 exemplaires

A B C D E F G

Le projet d'avion européen sans la France

Selon les Anglais, l'accord de Turin n'est pas renégociable

S'achève-t-on vers un abandon, en douceur, du projet de construire un avion de combat qui serait commun à cinq armées européennes ? Depuis la décision de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne et de l'Italie de se lancer, à trois, dans le projet FACE (futur avion de combat européen), tandis que la France et l'Espagne réservaient leur position pour deux semaines encore, la question d'une éventuelle cassure de l'Europe aéronautique se pose avec acuité.

Ce programme militaire d'un milliard de dollars, était jusqu'à présent la seule ambition de l'Europe en matière de sécurité collective, et l'échec du projet de Turin (le 3 août) en sonne le glas.

A Turin, où se sont réunis, jeudi 1^{er} août, les directeurs de l'armement des cinq pays, un protocole d'accord a été conclu entre l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni et l'Italie, qui prévoit de mettre en place une structure de direction commune à Munich, où seraient regroupés un comité de direction, un bureau international des programmes et deux « cellules » chargées de la conception du fuselage de l'avion et de ses réacteurs.

Le FACE est un avion bi-réacteur pesant à vide 9 750 kilos. Chaque réacteur développerait une puissance de 9 200 kilos. La Grande-Bretagne, prenant 38 % de la responsabilité de la construction, commanderait deux cent cinquante avions. L'Allemagne fédérale ferait de même. L'Italie, avec 24 % des parts, commanderait cent cinquante avions. La France et l'Espagne ne se sont pas associées à cet accord et les autres pays leur ont donné deux semaines pour rendre une réponse définitive sur une répartition des responsabilités techniques, des charges de travail, des coûts et des commandes telles qu'elles aient été définies à Turin. En effet, si les Italiens ont indiqué que personne n'avait lancé d'ultimatum à la France et à l'Espagne, le ministre britannique de la défense, M. Michael Heseltine, a, en revanche, expliqué qu'il était « ravi » de l'accord et que le type d'avion retenu ne souffrirait plus aucune négociation ultérieure.

Médiation allemande

A Paris, on ne fait aucun commentaire officiel. Dans les milieux compétents, politiques et industriels, on observe néanmoins que le type d'avion défini à Turin par les trois co-signataires de l'accord ne répond pas aux besoins de l'armée de l'air française et de l'Aéronavale (au total, trois cents à trois cent trente exemplaires). Le FACE imaginé par les Français serait un avion plus léger

(donc moins cher), doté de réacteurs différents, plus polyvalent (c'est-à-dire qu'il devrait être capable de missions air-air et air-sol). D'autre part, remarque-t-on à Paris, la France avait fait savoir qu'elle souhaitait installer, dans la région parisienne, les bureaux chargés de la conception de l'avion pour des raisons qui tiennent au savoir-faire reconnu de Dassault.

Si les Allemands ont tout fait pour tenter une médiation entre les cinq pays originellement prêts à s'accorder sur un projet commun, les Britanniques se sont montrés les plus déterminés à aller de l'avant sans la participation française. En effet, le Royaume-Uni et la France sont les deux seuls pays, en Europe occidentale, à posséder une industrie aéronautique suffisamment diversifiée et puissante pour mener à bien, de bout en bout, des projets d'avions de combat. Cette concurrence s'est, du reste, illustrée, à propos du FACE, par la rivalité, de part et d'autre de la Manche, entre la tandem française Dassault-SNECMA et le couple britannique British Aerospace-Rolls Royce.

FACE et Euréka

Le premier propose un avion, le Rafale, qui volera au début de l'année prochaine, et le second un bi-réacteur dont la maquette a été exposée au salon du Bourget.

Cette compétition politique et industrielle explique que les directeurs nationaux de l'armement n'aient pas réussi à s'entendre à cinq, à Turin. Les trois pays qui ont, pour l'instant, choisi de continuer sans la France et l'Espagne sont ceux-là mêmes qui ont déjà construit ensemble un avion, le Tornado, qui est en service dans leurs armées de l'air. Ce subsonic bi-réacteur, dont le coût a subi d'importantes augmentations, au point de

soulever de vifs débats au Parlement ouest-allemand, a besoin d'être modernisé avec l'adjonction d'un nouveau réacteur, plus puissant, qui serait précisément le réacteur retenu par les trois pays à Turin.

Que va-t-il désormais se passer après la cassure intervenue, jeudi 1^{er} août, entre les cinq Européens ? L'Espagne a d'ores et déjà affirmé que sa décision n'était pas définitive et qu'elle attendrait de voir l'attitude de la France pour se déterminer. A ce jour, en revanche, la France est restée silencieuse, mais tout donne à croire que le dossier du FACE sera étudié au niveau politique, d'abord en raison de son importance à proposer à l'Allemagne fédérale un nouveau dialogue en matière de sécurité européenne et, ensuite, en raison du leadership qu'elle occupe dans le projet Euréka.

Certes, le programme FACE a été lancé bien avant que les Français n'aient conçu le programme de recherches technologiques Euréka destiné à l'Europe. Les discussions sur l'avion de combat ont commencé il y a plus de deux ans. Mais il existe une union politique entre ce projet militaire et le programme civil Euréka : certaines sociétés européennes d'informatique et d'électronique risquent, pour le FACE en cas de son échec définitif à cinq, de se considérer comme des concurrentes, alors même qu'on les invite à s'associer d'autre part avec Euréka.

Cette situation plutôt particulière ne favorise pas les échanges de technologie entre des sociétés partenaires-rivales. On notera cependant la déclaration encourageante du ministre britannique de la défense, qui, après la conclusion de Turin, s'est empressé d'ajouter que l'échec du projet à cinq ne remettrait pas en question la participation anglaise à Euréka.

JACQUES ISNARD.

Une nouvelle « affaire Dreyfus »

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, et le ministre de la culture, M. Jack Lang, sont d'accord pour élever une statue à la mémoire du capitaine Alfred Dreyfus, cet officier français faussement accusé en 1894, sur une simple ressemblance d'écriture, d'avoir livré des renseignements à l'attaché militaire allemand en poste à Paris. Loin d'avoir été seulement une erreur judiciaire, puisque l'officier innocent fut réhabilité dans ses droits en 1906, à l'âge de quarante-sept ans, l'affaire Dreyfus suscita une grave crise politique en France.

Mais, si les deux ministres sont d'accord sur le principe de consacrer une statue au capitaine Dreyfus, ils ne le sont pas sur l'emplacement. M. Lang imaginant qu'on puisse la dresser à l'Ecole militaire, à Paris, et M. Hernu projetant de la faire dans les jardins de la Montagne Sainte-Genève.

Pour justifier son choix, le ministre de la défense rappelle que le capitaine Dreyfus avait fait ses études à Polytechnique et que la Montagne Sainte-Genève, à Paris, a abrité les locaux et les jardins de l'Ecole. En revanche, l'Ecole militaire n'accueille que des statues remontant à l'époque de sa création, soit entre 1751 et 1773. Enfin, selon M. Hernu, l'Ecole militaire est une enceinte privée, fermée au public, tandis que la Montagne Sainte-Genève, en particulier ses jardins, où serait la statue, reste libre d'accès.

Le statue de Tim, un artiste sculpteur et dessinateur, sera

achevée dans six mois. Elle est haute de 3,50 m et représente Dreyfus en pied, sabre au clair mais brisé à moitié, parce que, précisément, il le fut — selon les règles — lorsque le capitaine fut dégradé devant les troupes. Tim ajoute que son premier choix pour l'emplacement de son œuvre avait été l'Ecole militaire, mais qu'il était prêt à se ranger à la décision de l'installer à Polytechnique.

Aucune décision n'a été prise à ce jour. L'affaire Dreyfus, au cours de laquelle de nombreux officiers antisémites ne se sont pas montrés à leur avantage, a laissé de mauvais souvenirs dans une communauté militaire profondément divisée à l'époque — comme l'a été la société civile, traversée de passions — par l'idée que vérité et justice ne coïncident pas. C'est la raison pour laquelle on peut penser que le ministre de la défense est favorable au projet de mettre la statue du capitaine Dreyfus plutôt dans les jardins publics de la Montagne Sainte-Genève qu'à l'Ecole militaire.

Dans un communiqué publié vendredi 2 août, le PSU estime que la statue du capitaine Dreyfus « n'a pas lieu d'être placée devant l'Ecole militaire » à Paris, car « il serait choquant de voir que l'armée, qui est à l'origine de sa condamnation, puisse tirer gloire de son innocence ». Le bureau politique du PSU ajoute que, « Dreyfus étant un ancien polytechnicien, on verrait la statue, à la rigueur, près de l'Ecole polytechnique ».

Expulsion du correspondant de l'AFP au Cameroun

Le correspondant de l'Agence France-Presse au Cameroun, Jean-Claude Chapon, a été expulsé par les autorités de ce pays et a quitté le territoire camerounais le 31 juillet.

M. Georges Nkomo, ministre chargé de mission à la présidence de la République, a reproché à M. Chapon l'ensemble de son travail depuis plusieurs mois et lui a déclaré que le gouvernement camerounais « aurait préféré le silence en certaines occasions ». Un porte-parole du ministère de l'information a, de son côté, fait savoir au journaliste que ses dépêches « nuisaient aux intérêts » du pays.

M. Chapon a été officiellement prié, à la mi-juillet, de quitter le sol camerounais et a disposé de quinze jours pour préparer son départ. Il était en poste à Yaoundé depuis le 14 juin 1983.

A la suite de cette mesure d'expulsion, la direction générale de l'Agence France-Presse a adressé une vive protestation aux autorités du Cameroun.

[Nous nous associons à la protestation de nos confrères. Comme le dit clairement le communiqué, le Cameroun vient de se ranger dans la catégorie, hélas ! très fournie, des pays qui « préfèrent le silence » à une information équilibrée.]

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN OCCIDENT

Le dalaï-lama a célébré en Suisse des rites d'initiation bouddhistes

Considérée comme l'une des plus hautes dans le système bouddhiste tibétain, la première initiation au *kalachakra* (rose du temps) jamais conférée en Europe s'est achevée cette semaine dans le petit village de Rikon en Suisse, près de Winterthur, en présence du dalaï-lama. Jeudi 1^{er} août, le Mandala, représentation symbolique circulaire de l'univers, élaborée spécialement pour la circonstance, a été défilé selon les rites, et les sables colorés utilisés pour sa construction, dispersés dans la rivière qui coule à proximité du lieu d'initiation, au cours d'un rituel accompagné d'une offrande aux divinités de l'eau.

De notre envoyée spéciale

Rikon (Suisse). — Quelques cinq mille fidèles et disciples ont participé aux cérémonies minutieusement organisées par la communauté tibétaine de Suisse, forte d'environ mille huit cents personnes.

Selon la tradition, la pratique du *kalachakra* remonte au Bonddha Sakjamuni lui-même. Depuis lors, la lignée de transmission de ce système est ininterrompue et a été confiée à l'actuel dalaï-lama par son premier tuteur. Correctement compris et fidèlement appliqué, cet enseignement est censé permettre aux disciples d'atteindre en une seule vie à l'état de Bouddha. En même temps, la pureté de la motivation, c'est-à-dire le véritable esprit d'altruisme, lui confère le pouvoir d'aider les autres et de soulager les souffrances du monde. A cet effet, seul le dalaï-lama peut donner cette initiation et, à Rikon, les cérémonies ont été dédiées à « la paix dans le monde ».

Les moines du monastère de Marmay sont considérés comme des maîtres de ce rite, et seize d'entre eux avaient fait le voyage de Dharamsala (en Inde) jusqu'à Rikon pour accomplir les fameuses danses lamasiques indispensables. Pour sa part, le dalaï-lama a dispensé, trois après-midi durant, une série d'enseignements préparatoires et il a lui-même commenté les étapes principales de ce grand rite qui équivaut, en fait, à une renaissance spirituelle.

Mener un tel rituel, en un temps déterminé, pour au moins trois mille aspirants à l'initiation et autant de spectateurs d'état pas une mince affaire, surtout quand il s'agit de distribuer l'eau sacrée, les liens de « prière » de ceux qui ont des brindilles d'herbes sacrées consacrées.

Jamais, sans doute, le petit village suisse alémanique de Rikon n'aura connu pareille animation. Une partie des neuf-cent cinquante habitants

ont le teint cuivré des montagnards de haute altitude et les yeux bridés des Asiatiques ; c'est l'un des ports d'attache de cent cinquante réfugiés tibétains en Suisse.

Si le respect des Tibétains de l'exil pour leurs moines ne se dément pas au fil des années, leur lien particulier, quasiment organique, avec le dalaï-lama est toujours aussi surprenant. Avec une inlassable patience et une générosité à toute épreuve, celui-ci reçoit ses compatriotes du plus jeune au plus vieux, ne se soucie que pour une bénédiction, et il faut voir combien les regards brillent après la rencontre, si brève soit-elle ! Pour faire bonne mesure, le dalaï-lama a accepté de conférer aux seuls Tibétains présents à Rikon une initiation supplémentaire.

Au cours de ses commentaires durant l'initiation, le dalaï-lama a insisté sur certains traits qu'il estime fondamentaux pour bien faire comprendre le bouddhisme aux Occidentaux. Ainsi, avec cet humour inimitable et ce cin d'œil complaisant qu'il lance comme pour tempérer la puissance de ses propos, il a tenu à préciser qu'un guide spirituel pouvait parfois se tromper, que nul ne lui devait une obéissance aveugle et que, s'il demandait d'accomplir un acte contraire à l'éthique ou à la morale, le disciple était en droit de faire connaître son opposition. « En aucun cas, le lama ne saurait être un dictateur », affirme-t-il.

CLAUDE LEVENSON.

● RECTIFICATIF. — La famille du pasteur Visser's Hooft n'est pas de tradition arménienne, comme nous l'avons fait écrire par erreur à Roger Mehl dans le *Monde* du 6 juillet, mais de tradition arménienne (parti religieux fondé au XVIII^e siècle, rejetant le dogme de la prédestination).

EN ITALIE

Un prêtre est suspendu pour « militantisme actif » au Parti socialiste

(De notre correspondant)

Rome. — Don Giovanni Baget-Bozzo, un prêtre bien connu de la presse italienne, historien de la dévotion chrétienne et député socialiste au Parlement européen, a été suspendu à divinis par le tribunal ecclésiastique de Gênes. Cela signifie qu'il n'a plus le droit de célébrer la messe, d'administrer les sacrements ni même de porter l'habit ecclésiastique.

Le communiqué publié vendredi 2 août par la curie gènoise affirme : « Le collège des juges a reconnu l'accusé coupable des délits de dissémination, de comportement inconvenant ou, en tout cas, contraire à l'état ecclésiastique ». Ce jugement s'appuie sur l'article 287 du nouveau code de droit canon, qui stipule que « les prêtres ne doivent pas jouer de rôle actif dans les partis politiques ou à la tête des organisations syndicales, d'associations ou de l'avis de l'autorité ecclésiastique compétente, cela ne soit nécessaire pour la défense des droits de l'Eglise ou la promotion du bien commun ».

Il y a des précédents. En 1976, sous Paul VI, un prêtre élu député sur les listes du MSI (le parti néofasciste) avait été suspendu, de même qu'un prêtre progressiste, Don Giovanni Franzoni, sanctionné pour son inscription au Parti communiste italien. Encore en mai dernier, un curé calabrais, Domenico Sicari, avait été ainsi puni pour s'être présenté sur les listes du PCI aux élections municipales d'un village de cette région.

Le cas de Don Baget-Bozzo n'en a pas moins une signification très particulière. Ses articles et ses éditoriaux, publiés, notamment, dans le quotidien la *Repubblica*, irritaient le Saint-Siège depuis de nombreuses années. Journaliste brillant et incisif, M. Baget-Bozzo est aussi l'auteur d'une histoire en deux volumes de la démocratie chrétienne, l'une des meilleures jamais publiées en Italie. Jadis catholique conservateur, sinon même intégriste, et très proche du cardinal Siri — qui vient de le sanctionner —, devenu ensuite un apôtre de l'ouverture et un grand défenseur des acquis du concile, Don Baget-Bozzo n'épargnait guère le Saint-Siège et dénonçait fréquemment les volontés « restauratrices » du pontificat de Jean-Paul II. Déjà en juin 1980, il avait reçu un avertissement du Vatican, qui lui demandait de cesser ses activités journalistiques. Nombre de ses articles étaient mis au point indignés de la part de l'Observateur *Romano*, le quotidien du Saint-Siège. Sa décision de se présenter en 1984 aux élections européennes pour le compte du Parti socialiste, qu'il annonça, vint de sa soutane, à la tribune du congrès de Parti, décida le Saint-Siège, par le biais du tribunal de Gênes, à prendre au plus vite des mesures de sanction.

« La douleur que me donne la privation de l'eucharistie est infinie », écrit Don Baget-Bozzo, le 3 août, dans la *Repubblica*. Mais je ne juge personne et je comprends les raisons de mes juges et de ceux qui les approuvent. Ils sont nombreux. Il m'importe de rester fidèle, et je ne veux pas être un facteur de division. — (Interim.)

CLASSE PRÉPARATOIRE A SCIENCES PO

Le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. Tél. 722.94.94 - 745.05.19

05:11:17

Le Monde AUJOURD'HUI

RETRAITÉS DE CHOC

Les seniors français à l'exportation. La fausse sortie des grands commis (page III).

Les militaires, cadres de choix pour les entreprises. Un Salon pour l'âge d'or (page IV).

2010, l'odyssée des plus de soixante ans. Atouts, nouveau magazine du Point (page V).

Le congrès de gérontologie de New-York. Au salon littéraire d'Else Molke (page VI).

Entretien avec Gérard Zwang, chirurgien et sexologue (page VII).

Quand les PDG américains reprennent du service. Un patron allemand en Chine (page VIII).



CONVENTION DÉMOCRATE AU MADISON SQUARE GARDEN DE NEW-YORK, EN OCTOBRE 1980. PHOTO GILLES PERESS/MAGNUM

LA LITTÉRATURE OCCIDENTALE ET L'ORIENT

L'Année de l'Inde, qui, en France, va donner l'un des rythmes à la vie culturelle, est aussi l'occasion de se pencher sur l'importance et sur la place que tient l'Orient dans la littérature occidentale.

Olivier Germain-Thomas témoigne de la difficulté qu'ont toujours eue les écrivains à aborder aux rives du sous-continent. Roland Jaccard, lui, explique cette difficulté en décrivant la complexité des philosophies orientales.



« CHAQUEUR ET POURSUIVI », FILM ANGLAIS DE JAMES IVORY.

ÉCOLES DE TABLE

Après la publication de l'article intitulé « Jean Ferniot chef des chefs » dans le *Monde Aujourd'hui* daté 7-8 juillet 1985, je voudrais vous faire part des observations suivantes.

Ne connaissant du rapport Ferniot et du projet d'école nationale des arts culinaires que ce que la presse en a dit, il m'est difficile d'en apprécier la portée. Sur le principe, la création d'une telle école est justifiée. Pendant longtemps, les titulaires d'un BTS voulant poursuivre des études n'avaient aucune possibilité de le faire. La situation est en train de changer rapidement. Une « maîtrise de sciences et techniques » (MST) devrait voir le jour dès le rentrée 1985 à Toulouse. D'autres projets universitaires (Angers, Strasbourg, Paris) seront vraisemblablement proposés de nouveau au ministère l'an prochain. Certaines chambres de commerce (Rhône-Alpes, Pays de Loire...) réalisent actuellement des études de faisabilité en vue de créer, seules ou en association, des écoles supérieures.

En tant que vice-président d'une université qui s'est engagée à développer les filières finalisées, je m'interroge sur le coût d'une telle école et sur sa signification. Si l'on songe que l'Etat refuse la mise en place d'une MST des métiers de l'hôtellerie-restauration à l'université d'Angers, faute de moyens (son coût est évalué à 200 000 francs) et qu'il investit 6 millions de francs dans l'école des arts culinaires, on peut se demander si les crédits publics sont bien utilisés et si la coordination des politiques entre les ministères existe.

Plus que de réaliser des opérations de prestige, il importe avant tout d'aider les universités et les écoles hôtelières, en liaison avec les forces vives provinciales, à développer des enseignements professionnels nourris par la recherche et de les aider à moderniser leurs installations et à rénover leurs enseignements qui ont fait leur preuve.

MICHEL BONNEAU,
vice-président de l'université d'Angers (Maine-et-Loire).

SIGLES GOURMANDS

Jean Ferniot nous apprend, dans son entretiens intitulé « Chef des chefs », paru dans le *Monde Aujourd'hui* daté 7-8 juillet 1985, la création de l'Ecole nationale des arts culinaires. Bien.

Mais, « en souriant », il nous apprend aussi qu'elle s'appellera

ENAC. Si l'ENAC, Ecole nationale de l'aviation civile, existe bien, je suggère — « en souriant » — d'appeler l'école de Jean Ferniot ENA Cu ou, mieux, bien sûr ENAG (gastronomique).

JEAN BERTON
(Sainte-Suzanne, Mayenne).

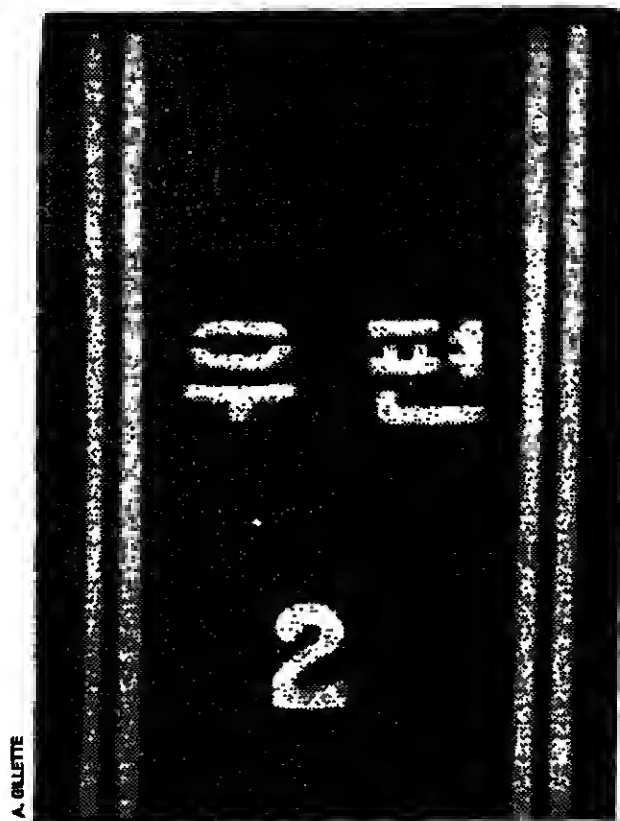
PAROLES DE MINISTRE

J'ai lu avec intérêt le dossier du *Monde Aujourd'hui* du 14-15 juillet, consacré à la démission de la femme. Parmentier-moi une précision concernant l'article sur le Dsemark intitulé « Paroles de ministres ». Vous citez Erhard Jakobsen comme fondateur du Parti social-démocrate en 1973, tandis qu'il s'agit du Parti démocrate du centre. Vous auriez d'ailleurs pu ajouter quelques détails à la description plutôt floue de l'ancienne ministre de l'éducation, Ritt Bjørnsen.

Non seulement elle a nui à son parti, les sociaux-démocrates, en faisant voter une loi désastreuse sur

l'enseignement (ce qui m'a fait quitter mon pays treize ans avant l'âge de la retraite comme professeur pour venir m'établir en France) mais elle a fait preuve en plusieurs occasions d'une étroitesse d'esprit incroyable. Un seul exemple suffit pour l'illustrer : elle a voulu abolir l'enseignement du français dans les lycées avec la motivation que « cette langue-là n'est utile que pour des conversations de couloir pendant les séjours de la CEE » (sic).

GUNNER PEDERSEN
(Larvik,
Alpes de Haute-Provence).



Boîte aux lettres de Pyongyang, République populaire démocratique de Corée (juin 1985).

LES BEAUX OUVRAGES DE L'A40

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les articles que vous avez consacrés à la France en chantier dans le *Monde Aujourd'hui* daté 21-22 juillet 1985.

Il est vrai que les exemples choisis sont assez significatifs de ces travaux titanesques. Il y a cependant un chantier dont personne ne parle et qui, à mon avis, représente une entreprise aussi remarquable sur le plan technique : la traversée du Jura méridional par l'autoroute A40 (Mâcon-tunnel du Mont-Blanc).

Sur les 20 kilomètres de la section Saint-Martin-de-Frasne à Châtillon-de-Michaille, 45 % du trajet est constitué d'ouvrages d'art, tunnels et viaducs : tunnel de Chamois 3,2 km, qui permet d'éviter le lac de Nantua; au sud du tunnel, viaduc des Neyrolles 3,3 km qui permet le franchissement de la cuse de Nantua; hauteur 80 m; l'autoroute s'élève (sur deux niveaux) jusqu'au lac de Sylans; viaduc de 1,6 km en encoffrement (sur deux niveaux) au-dessus du lac et de la RN 84; viaduc du Moulin-de-Cher à grande hauteur; nouveau viaduc sur un ravin; viaduc de Freiburg pour traverser la vallée peu avant Saint-Germain-de-Joux; tunnel de 900 m pour éviter le village de Saint-Germain-de-Joux; viaduc de Tacon (300 mètres); enfin, dernier viaduc

sur un ravin avant le raccordement à l'autoroute en service depuis février 1983 (qui comporte aussi deux ouvrages importants).

Le projet remonte à dix ans et j'ai suivi sa mise en œuvre avec intérêt. A l'origine, les ingénieurs pensaient « suspendre » l'autoroute au-dessus du lac (côté sud), puis la faire traverser Nantua entre l'hôpital et le camping... Fort heureusement la géologie s'y oppose et le tunnel, à peine plus coûteux, fut étudié. La galerie de reconnaissance fut construite en 1980-1981 et le tunnel définitif de 1982 à 1985. Les viaducs jusqu'à Sylans sont en chantier. Par contre, la section Sylans — Châtillon (qui comporte le plus grand nombre d'ouvrages) a pris du retard, puisque seul le viaduc de Tacon est achevé.

Dix ans pour construire un tronçon aussi court, c'est beaucoup, d'autant qu'il s'agit d'une artère importante : c'est la route la plus directe de Paris vers le tunnel du Mont-Blanc (la bouchée de La Cluse est bien connue). La ville de Nantua voit passer environ trois mille camions par jour, dont 50 % d'étrangers.

Vous comprendrez que nous attendons avec impatience l'achèvement de cet ouvrage.

CLAUDE BORDERIE
(Nantua, Ain).

DES CHANTIERS SANS ARCHITECTES

Le dossier sur les grands chantiers parisiens paru dans le *Monde Aujourd'hui* daté 24-25 mars 1985 et celui sur la France en chantiers paru dans le *Monde Aujourd'hui* daté 21-22 juillet 1985 démontrent, si besoin était, combien la vie d'une nation s'exprime fondamentalement à travers l'urbanisme et l'architecture.

Puissent ces deux enquêtes permettre aux Français de se rendre culturellement compte que la vraie tradition est la somme des innovations et des changements dans la forme et dans l'espace et que, en France notamment, l'histoire s'est toujours chargée de mettre à la poubelle toutes les infirmités urbanistiques et architecturales.

Quant à M. Bouygues, il estime les architectes qu'il aime mais il sait

faire simplifier par ses collaborateurs les architectures qui ne lui conviennent pas. Il sait aussi produire dans la plus parfaite légalité des maisons de meçon sans architectes mais avec seul architecte qui fait partie intégrante d'une société du groupe.

Votre travail remarquable et indispensable pour tous est néanmoins trop peu critiqué. Il ne faut pas que les arbres vigoureux que vous avez dénombrés cachent la forêt de misérabilisme et de la médiocrité architecturale qui se manifeste notamment à travers les lotissements destructeurs d'espaces devenus partout de véritables ghettos.

IONEL SCHEIN,
architecte (Fontenay-aux-Roses,
Hauts-de-Seine).

LES VISIONS DES BATISSEURS

Qu'il s'agisse de l'Inde, pays en voie de développement, ou de la France, pays développé, on ne se lasse pas d'admirer à quel point les opinions personnelles, individuelles (de la classe politique, ou plutôt des « décideurs »), n'ont cure des opinions et valeurs communément admises. A cet égard, à tout le moins, j'estime que la manière de gouverner demeure largement la même, quel que soit le niveau de développement.

Ainsi, cette année, suis-je venu plusieurs fois en France et si je m'entretenais avec de nombreuses personnes du projet concernant le Grand Louvre, j'ai vu la maquette à l'Orangerie. Ces interlocuteurs, qu'il s'agisse de professionnels, d'officiels ou d'amis, étaient quasi unanimement opposés au projet en général et à la pyramide de verre de lech Ming Pei en particulier. Ce qui m'embête à me demander qui, hormis les preneurs de décisions, est favorable au projet.

On ne bâtit pas, bien sûr, par consensus, et il est certain que les plus durables monuments de l'humanité sont le produit de la vision d'un seul. Mais, de nos jours, on ne saurait gouverner une nation

contre son gré — pas plus qu'un comportement patriarcal ne rend une famille heureuse. En l'espèce, la réflexion qui nous vient au vu du projet du Louvre est : qui construit pour qui ?

Cette critique morale, éthique, est de celles auxquelles on s'attend dans un pays en voie de développement tel que le mien, où les élites tendent d'abord à la satisfaction de leurs propres besoins; mais je découvre ici que l'appartenance à une nation développée ne modifie pas la propension des élites à ne tenir aucun compte des valeurs des autres, assurées qu'elles sont de « savoir mieux ». L'exercice de pouvoir fausse les valeurs, aussi est-il essentiel qu'elles soient redressées de temps à autre.

A l'époque où nous vivons, les monuments ne sauraient être élevés en opposition aux valeurs prédominantes, au prétexte que les générations futures en apprécieront l'inspiration. Ceci, ce mépris, est une valeur fasciste; mais les architectes, entre autres, ne s'en accommodent que trop, ainsi que le projet de pyramide de verre le démontre abondamment.

A.-G. KRISHNA-MENON,
architecte
(New-Delhi, Inde).

Chronique

A VILLEQUIER

par Bruno Frappat

CE fut un drame de vacances, l'un des premiers du genre. Mais l'un des plus célèbres, et dont cent quarante-deux ans passés n'ont pas réussi à atténuer le souvenir. Un fait divers de 1843 dont on parlerait encore un siècle et demi plus tard. Un naufrage tout bête, un accident idiot.

Un volier neuf, mais mal réglé, trop lesté de lourdes pierres. Un coup de vent sur la Seine, et voilà tout le monde à l'eau. Les quatre occupants, encore joyeux il y a quelques instants, meurent, noyés. Parmi eux, une jeune femme qui a eu dix-neuf ans sept jours plus tôt : Léopoldine Hugo, fille de Victor Hugo et d'Adèle Foucher.

Au fond, en cette année du centenaire de la mort de Hugo, où le poète, sa vie, son œuvre, auront été mis à toutes les sauces — éditions, émissions, Hugo et la Belgique, Heidelberg et Hugo, Hugo et la peine de mort, Hugo et Carcassonne, le Rhin, Dieu, nous, vous et le reste... pourquoi pas ce petit drame normand sur les lieux d'un drame qui fait, à sa manière, partie du patrimoine national? Virée de badadeux, penchant morbide du quidam qui vole en tout endroit où se passe une horreur, voyeur de peines, détrompeur de détresses.

Ce jour-là, ils étaient une bonne soixantaine à pique-niquer à Villequier sur cette « aire aménagée » (expression qui n'était pas en usage quand

Hugo régnait sur notre langue), verdoyante, impeccable comme un terrain de golf. Au centre, la statue de Hugo, par Mourigneau, blanche (blanche de frais). On voit le poète, tourné vers la Seine, écaillé par le poids du destin et de la pierre, voûté et comme retenu par une pesanteur minérale. Autour, on festoie. C'est dimanche. Il fait très beau et très chaud.

A l'est, le gigantesque pont de Brotonne est comme une courbe posée sur l'horizon, une plume d'oie sur une feuille. Au nord, des collines escarpées, rudes, boisées, qui viennent toucher la Seine. La route, à leur pied, suit le fleuve, et parfois — érosion aidant — s'y engouffre. Au sud, le ciel est plus vaste, le paysage comme pacifié, plat. Entre les deux rives, on dirait un lac qui coule. Il est vert sombre, et on sent parfois monter l'odeur de la vase.

Parfait pour un pique-nique. Sur la statue on lit : « En souvenir de Léopoldine Hugo et de son mari Charles Vacquerie, noyés en Seine, ici, le 4 septembre 1843. » De l'autre côté, on lit ces vers extraits du fameux poème « A Villequier », des *Contemplations* :

« Il faut que l'herbe pousse et que les enfants meurent / Je le sais, ô mon Dieu ! »

On aurait pu en citer d'autres et notamment ceux-ci, dans lesquels, s'adressant à Dieu, Hugo s'interroge :

« Peut-être est-il utile à vos desseins sans nombre / Que des êtres charnus s'en aillent emportés / Par le tourbillon sombre des noirs événements. »

On entend le clapotis des vagues et le cliquetis que font les fourchettes des pique-niqueurs sérieux. Un ébœu jappe, interminablement. Des centaines de pommes chips passent de vie à trépas. Les arbres nouveaux, plantés là il y a peu, n'ont encore peu d'ombrage.

Tragique et agréable

On se réfugie plus près du flot sombre : il y a là des fourrés et un semblaient de fraîcheur. On voit passer une grosse péniche qui va de droite à gauche : elle vient du Havre et sera ce soir à Rouen. Des cris d'enfants s'élèvent : le vent qui vient de l'eau les porte au loin. On entend à peine le roulement des autos qui passent, venant de Caudebec.

Ici, toute la France est comme une famille. Ce cap tragique est un lieu agréable. Rare, à vrai dire, sont ceux qui s'attardent à contempler le lieu même où périt Léopoldine. Les péloris de l'Année Hugo ne s'attachent pas. La maison Vacquerie, musée départemental depuis un quart de siècle, est leur but principal.

Gros succès cette année. Bon an mal an, une douzaine de milliers de personnes visitent ce plaisant séjour, chacun reconnaissant en elle la maison de

vacances idéale comme seule sur en concevoir la bourgeoisie du dix-neuvième siècle. Cette année, il en sera sans doute venu le double. Veut-on des statistiques? Mai 1984 : 1874 visiteurs; mai 1985 : 4323; juin, idem, et juillet n'a pas démenti.

Pendant la dernière guerre, les Allemands avaient occupé cette vaste demeure. Une partie brûla. La famille décida de vendre, et le département acheta. Depuis vingt-cinq ans, deux conservateurs, M. Robert Flaviigny — qui mourut en 1959, quinze jours après l'inauguration — puis M^{lle} Elizabeth Chirol, se sont efforcés de redonner vie à cette maison, qui laisserait sans doute indifférent l'univers entier si, un certain 4 septembre, un bateau d'avait chaviré à quelques centaines de mètres d'elle. Hugo y perdit beaucoup, mais la Normandie y gagna le privilège de figurer en bonne place sur la route des pèlerins de la religion hugolienne.

Depuis le 24 juin, le musée de Villequier présente une exposition intitulée « Victor Hugo et la Normandie ». Dessins, textes, gravures, tableaux, objets, témoignages divers et souvent inédits, rassemblés par la méticuleuse passion de Mlle Chirol, en apprennent autant sur Hugo que sur la Normandie.

Du coup, bien sûr, le fait divers passe un peu au second plan. Et qui s'en vient chercher ici l'ombre de Léopoldine est

comme embarrassé de toute cette Normandie. Peu importe, l'essentiel est là, surtout depuis 1967, année où fut organisée la première exposition de ce musée, exposition qui avait pour thème : « Léopoldine Hugo, une jeune fille romantique ». M^{lle} Chirol, qui était plutôt à l'origine une spécialiste de la Renaissance, s'est prise de passion pour Hugo. Elle ne se fait pas trop d'illusions sur l'afflux des visiteurs : à part les spécialistes et les fervents, « le plupart des gens viennent ici se promener. Ils n'ont pas envie de se casser la tête. Ils sont contents de voir le jardin, les fleurs, la Seine... »

Enfants

Pas tous, pas tous... Il y a aussi les curieux de tout, les fumeurs perpétuels, ceux qui, lorsqu'ils viennent chez vous, regardent jusque sous les meubles. A Villequier, outre de bien étranges nostalgies, des goûts de vacances antérieures (comme no dit vies antérieures), ils pourront dénicher quelques textes étonnants. N'en retenons que deux.

On sait (?) que c'est par un article de journal lu dans un café de Rochefort, alors qu'il restait de son voyage anoué avec Juliette Drouot, que Victor Hugo apprit la nouvelle de la mort de sa fille et de son gendre. L'auteur de l'article était Alphonse Karr, un ami du poète, et qui s'était rendu sur

place à Villequier au moment du drame. En 1856, treize ans après, Karr écrit à Hugo une lettre d'où l'amertume coule à gros bouillons : « J'ai été blessé au cœur de me voir le seul de vos amis auquel vous n'avez pas fait l'insigne honneur d'être nommé dans un de vos livres. La publication des *Contemplations*, surtout, a enfoncé le trait. (...) J'ai en vain cherché un souvenir pour moi dans ce beau livre. » Au cœur des plus grands drames, toujours les plus petits travers humains...

L'autre texte d'où rien à voir avec le sort de cette malheureuse Léopoldine, sauf qu'il est de Victor Hugo. Lorsque le poète s'adresse, le 24 septembre 1882, aux enfants pauvres de Veules-les-Rues qu'il a réunis pour leur offrir un banquet, il leur fait un discours : « Vous êtes petits, vous êtes gais, vous jouez, c'est l'âge heureux. Eh bien, voulez-vous — je ne dis pas être toujours heureux, vous verrez plus tard que ce n'est pas facile, — mais voulez-vous n'être jamais tout à fait malheureux? Il ne faut pour ça que deux choses : aimer et travailler. » L'instituteur du lieu lui répond au nom des enfants. Il ne manque pas de taper le pédagogue : il répond par un poème, à Hugo : « Je leur apprendrais les mois, vous leur enseignez l'âme. »

Courez à Villequier si vous avez le dix-neuvième siècle au cœur.

05.10.1984

RETRAITÉS DE CHOC

La retraite n'est peut-être pas le plus bel âge de la vie mais elle a cessé de marquer d'une pierre noire la fin de toute activité et de toute initiative. Aujourd'hui, toute une population se met en marche et s'attelle, en deuxième souffle, à des tâches qui sont loin d'être de simples passe-temps. Nombreux sont les exemples de hauts fonctionnaires, militaires et cadres d'entreprise qui ont décidé d'une deuxième carrière. Retraités de choc, ils ont pris les devants sur toute une classe d'âge qui, au tournant du siècle, verra ses effectifs dépasser ceux des moins de vingt ans. Car, dans les pays occidentaux, le vieillissement de la population est un fait que prouvent chiffres et prévisions. D'ores et déjà, le monde politique, le monde du travail et le monde médical doivent trouver des solutions.



LES SENIORS FRANÇAIS A L'EXPORTATION

par Dominik Barouch

LA Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 proclame en son article 6 que « tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi, ils sont également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ».

Ces nobles et vénérables principes sont toujours en vigueur puisqu'ils sont rappelés dans le préambule de la Constitution de 1958 sous le régime de laquelle nous vivons. Ils sont, de plus, constamment évoqués. Mais ils sont un peu comme le sabre de M. Prudhomme et ils servent tantôt à défendre

DEPUIS qu'il a arrêté de travailler, Georges Crevier a fait construire une fonderie en Corée du Sud et aidé à la modernisation de sept usines chinoises. Au total, trois missions en Extrême-Orient en deux ans, depuis 1983, date à laquelle ce préretraité, qui avait alors cinquante-neuf ans, a rejoint ECTI (Echanges et consultations techniques internationaux) — une association de retraités qui, depuis sa création, en 1975, offre sa tierce-monde des services de trois mille consultants bénévoles.

En France, l'âge d'un retraité suffit à le rendre inutile. Les plus de soixante ans constituent en France, en mars 1984, 4,1 % de la population active soit plus que les cotisants ou que les commerçants. Ils étaient à cette date près de 970 000 à exercer une activité professionnelle. Et pas des moindres. Comme nous l'apprend l'actualité : à soixante-sept ans, Pierre Desgraupes a été chargé par le gouvernement d'étudier une chaîne de télévision culturelle ; à soixante-douze ans, Charles Veerha est, depuis le 27 juin dernier, président du conseil exécutif du groupe Coop, une entreprise au chiffre d'affaires de 30 milliards de francs (lire *Le Monde* du 1^{er} août dernier). Mais les statistiques françaises et les études sociales, pourtant nombreuses, sur les retraités refusent d'en apprendre plus sur les caractéristiques de cette minorité d'« actifs âgés ».

La Chine, au contraire, à la suite de nombreux pays en voie de développement, vient de réaliser quel pouvait être le potentiel de cette armée de cerveaux — les « actifs » — sont à peu près tous d'anciens cadres — qui refusent l'inactivité de la retraite et s'insurgent contre une vieillesse imposée par l'économie, et non par la nature.

Géchi qui permet à la République populaire de s'offrir les services de spécialistes. Georges Crevier est ainsi l'ancien directeur d'une usine de Pechiney, au Cameroun, parti en Hebei porter un diagnostic sur l'industrie d'aluminium de la province. Les dix-huit jours de mission n'ont suffi qu'à donner quelques conseils, sommaires mais efficaces : ici, un filtre arrêterait les peaux d'aluminium en suspension dans le métal fondu ; là, un simple bétonnage du sol en terre battue supprimerait une des premières causes d'impureté du produit — la poussière. Déjà, en Afrique, sous les ordres de Pechiney, l'expert avait appris que « les pays en voie de développement ont en commun une chose : ils ont tout à apprendre ».

Les résultats sont là. Au cours d'une mission en Corée du Sud, il avait conseillé de construire deux fours à fuel là où on se contentait d'un creuset primitif, à même le sol, dans lequel l'ouvrier puisait l'aluminium fondu à la louche. Quatre mois après son retour, il est invité à revenir diriger les tra-

voux réalisés d'après ses propres plans.

De telles missions sont rares dans le cadre de l'ECTI, dont les envoyés ne partent que pour des études ponctuelles. Elles le sont moins pour cette autre association de retraités, l'Office technique d'études et de coopération internationale, dont les cent membres acceptent la responsabilité totale d'un projet, de la conception à l'exécution.

Les retraités font preuve de la mesure que recherche la Chine, traditionnellement respectueuse des « sages à cheveux blancs ». Georges Crevier essaiera de faire tourner une usine de laminage, arrêtée par manque d'assistance technique, qu'un plus jeune, avocat des techniques modernes, aurait préféré reconstruire, mais avec quel budget ?

Finalement, l'âge est tout avantage pour les pays en voie de développement qui n'ont à payer que les frais de déplacement et de séjour. Les anciens connaissent mieux les procédés et les installations rudimentaires. Mais leurs compétences techniques ne sont pas pour autant dépassées. Conséquence de l'abaissement de l'âge de la retraite et de l'augmentation du nombre de cessations anticipées d'activité : les « vieux » sont de plus en plus jeunes. Les nouveaux membres d'ECTI pour 80 %, en 1984, avaient moins de soixante-cinq ans. L'avenir ne leur fait pas peur non plus, puisque, envoyés en Chine, ils partent sans même savoir où. Ils connaîtront plus tard leur destination finale et le détail de leur mission. Ils se considèrent comme étant de démarcheurs de la technologie française dans des pays où, justement, les entreprises sont peu représentées. Ainsi, affirme M. Georges Crevier, le responsable de Pechiney à Pékin « n'a rien vu de ce que j'ai vu » du paysage industriel de la campagne chinoise. Comment pourrait-il en contrôler un territoire aussi immense depuis Pékin ?

Dans le cas particulier de la Chine, les retraités occidentaux ont pris la place laissée libre depuis le départ des experts soviétiques en juillet 1960. Depuis, l'hostilité des Chinois aux transferts de technologie a éloigné les étrangers.

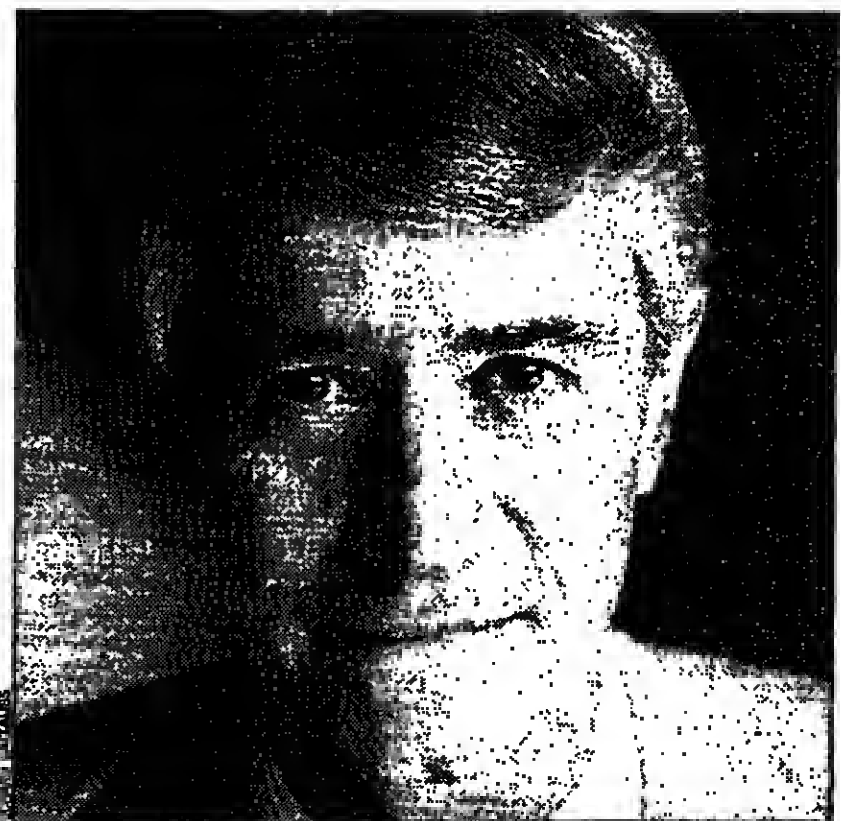
Mais aujourd'hui, constatant son incapacité à se moderniser seul, le pays vient de décider de « mobiliser des milliers d'individus pour cueillir des péches en

montagne » — c'est-à-dire d'utiliser les milieux scientifiques et techniques pour assurer les quatre modernisations de son économie. Le réservoir d'experts est tout trouvé, parmi les retraités. En France, ECTI a envoyé son premier membre en Chine à l'automne dernier, suivi par d'autres d'ici à septembre, et quatre-vingts nouveaux départs sont déjà en négociation. Comme si la Chine voulait démontrer à l'économie capitaliste la rentabilité économique de ses exiles.

Retré en France, Georges Crevier a aussitôt rendu compte à son ancienne firme, par courtoisie et pour lui signaler des clients potentiels. L'un veut construire

Incompris par le monde industriel — qui les a déjà mis à l'écart, — les retraités sont carrément oubliés des pouvoirs publics, qui témoignent de l'« intérêt », mais n'accroissent plus de subventions. L'aide de l'Etat à ECTI, qui comptait pour 13 % du budget en 1983, s'est tarie depuis. Comme tant de ses confrères, l'association ne vit plus que des cotisations de ses membres, et de celles d'entreprises françaises qui, en échange, pourront profiter de l'activité de conseil aux entreprises offertes parallèlement au service d'aide au tiers-monde.

Ce budget ne permet pas de démarcher les pays en pleine mutation comme la Chine.



Georges Crevier.

deux usines, pour un montant total de 50 à 70 millions de francs. Un autre recherche une presse lourde, de celles mises au rebut par une filiale récemment fermée de Pechiney. L'ECTI estime à plusieurs millions de francs le montant total des commandes des pays du tiers-monde à la France dues à son intermédiation.

Dès lors, les « actifs » comprennent encore moins la méfiance des entreprises devant leurs anciens, considérés comme concurrents. Pourtant, eux ont échangé : ils refusent désormais de laisser leur seconde vie professionnelle l'emporter sur leur vie privée. Il écourteront de moitié une mission, pour être de retour en France le 14 juillet.

Et, soucieux de ne pas exporter de « patrons gratuits », ECTI adopte délibérément un profil bas. Les consultations seront de courte durée : vingt-huit jours en moyenne.

« Nous ne sommes pas les seuls experts bénévoles sur le marché », avait prévenu ECTI, en considérant la quinzaine d'organisations de retraités concurrentes dans le monde créées sur le modèle imaginé aux Etats-Unis, en 1964, par David Rockefeller.

Les Chinois aussi critiquent le manque d'agressivité de la France, beaucoup moins efficace que le Japon, ou même l'Allemagne, dont l'association de retraités n'existe que depuis deux ans, mais qui envoie ses « seniors consultants » par centaines. « Aujourd'hui, un grand nombre de petites entreprises chinoises font l'objet de rénovations, mais nous ne trouvons pas d'interlocuteurs. Les spécialistes [retraités] pourraient jouer ce rôle de médiateur », explique M. Qi Deyu, conseiller scientifique et technique à l'ambassade de Chine à Paris, qui précise : « Ce travail a un sens politique. »

LA FAUSSE SORTIE DES GRANDS COMMIS

le droit tantôt à la pourfendre.

Sauf le respect qui est dû au Conseil constitutionnel, ce n'est pas sans sourire que l'on peut lire une décision de la juridiction suprême où le principe d'égalité permet de justifier l'instauration du particularisme !

La subtilité dialectique des juges constitutionnels qui s'est exercée avec une verve féconde le 12 septembre 1984 a permis au législateur — c'est-à-dire en fait au gouvernement — de modifier le départ à la retraite des plus hauts fonctionnaires de l'Etat. La règle est désormais simple et peut se paraphraser selon le principe suivant : « égalité, mais ». Ainsi tous les fonctionnaires sont-ils admis à la retraite à soixante-cinq ans, « sauf ».

Sauf le vice-président du Conseil d'Etat, le premier président et le procureur général de la Cour des comptes, qui sont prolongés jusqu'à soixante-huit ans, et sauf les professeurs au Collège de France, qui ont un sursis jusqu'à soixante-dix ans. Quant aux agents des catégories B, C et D, c'est à soixante ans qu'ils cessent leurs fonctions, alors que pour les instituteurs le limite d'âge est fixée à cinquante-cinq ans.

Le couperet des soixante-cinq ans s'applique donc à tous les autres serviteurs de

puissance et des marques du commandement. Souvent aussi le passage du « traitement » à la « pension » entraîne une baisse des revenus et de leurs accessoires : logement, voiture, serviteurs, réceptions, voyages, notes de frais, sans compter les fameuses primes.

Dès lors, on comprend qu'avant même de quitter palais nationaux, appartements de fonction et bureaux officiels, les hauts fonctionnaires cherchent à se recaser, à « pantoufler » afin de retrouver un « ersatz » de leur splendeur passée ou même parfois un « standing » supérieur. L'organe créant la fonction, on eût ainsi vu fleurir depuis quelques années toute une série de postes pourvus par d'anciens hauts fonctionnaires. La dénomination vague mais flatteuse de « délégué général » est souvent utilisée pour désigner ces nouveaux emplois.

Ils se situent en général au carrefour de la communication, des relations publiques, de la supervision administrative et des contacts extérieurs. Ils constituent en réalité un moyen — présumé privilégié — de renforcer les contacts entre un organisme et la puissance publique. Les syndicats professionnels patronaux, qui se sont multipliés, les associations, les

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page IV.)

RETRAITÉS DE CHOC

MILITAIRE CHERCHE GRADE DANS LE CIVIL

par Jacques Isnard

Retraités de choix pour de nombreuses sociétés, les militaires font naître grogne et envie chez d'autres corps de fonctionnaires qui leur reprochent la facilité avec laquelle ils entrent dans leur nouvel uniforme de « cumulard ». Les industriels, eux, tablent sur la spécialisation et le sérieux d'hommes souvent encore jeunes.

TEL général qui a commandé les écoles de l'armée de terre vend les autotraitilles de Panhard. Tel autre, somptueux moustache à la Dali, a quitté la Légion étrangère pour exporter les blindés conçus sous la responsabilité du Groupe industriel des armements terrestres. Ce troisième officier, amiral de son état et ancien major général des armées, est entré chez Matra comme conseiller du PDG, où il retrouve un général qui, jadis, a commandé la défense aérienne. Celui-ci, enfin, qui s'est occupé des expérimentations nucléaires, est sollicité par le Quai d'Orsay d'aider à la réflexion sur la question stratégique.

Les industriels de l'armement ou les administrations qui sont autorisées à engager des contractuels n'hésitent pas à attirer ces anciens militaires, souvent parmi les plus actifs, qui cumulent leur pension avec une seconde occupation après la retraite. Le code pénal ne sanctionne que le cas de ceux qui auraient eu, dans leur poste précédent, des relations d'affaires intéressées avec leur futur employeur.

En réalité, le phénomène n'est pas nouveau : « la deuxième carrière » des militaires a commencé, dès la fin de la dernière guerre mondiale, avec la décision des gouvernements de « dégrader les cadres » les effectifs censés excéder les besoins et les budgets des armées à chacune de leur réorganisation. La reconversion de ces officiers ou de ces sous-officiers était alors laissée à leur propre initiative.

Aujourd'hui, le réseau des amitiés, des « filières » existant, des organismes spécialisés ont été mis en place, des aides financières

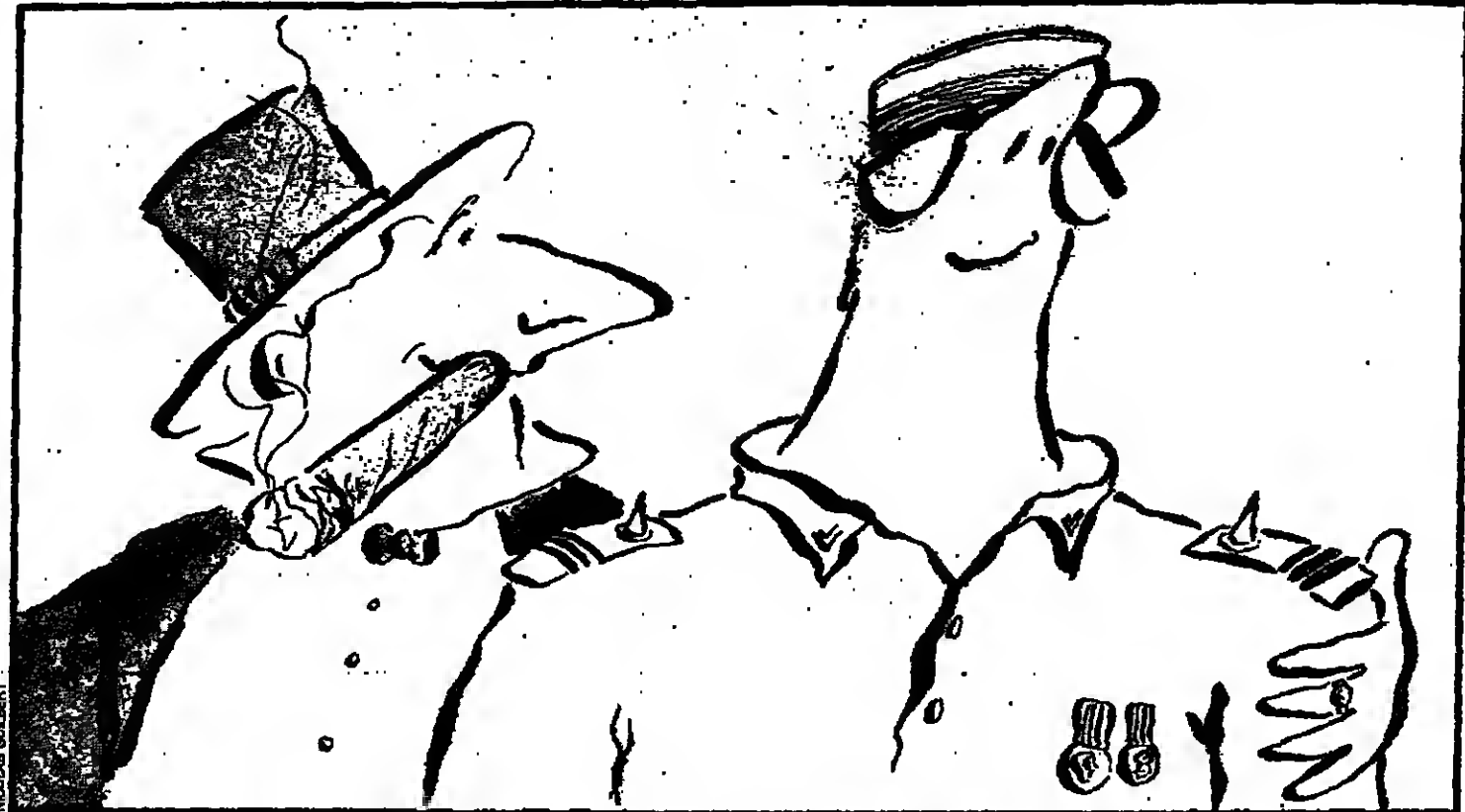
au reclassement instituées. C'en est au point où certains secteurs d'activités mobilisent, en leur sein, des cohortes de retraités militaires ou de plus jeunes qui ont préféré quitter, prématurément, leur uniforme. On se recrute et on se regroupe par affinités d'armes, par origines d'écoles ou grâce à ces liens sélectifs créés par une longue fréquentation dans les mêmes états-majors.

Certains sociétés tendent, ainsi, à devenir des chasses gardées où se constituent de véritables groupes de pression. Longtemps, la société Thomson-CSF eut la réputation d'être monopolisée par les anciens marins, comme, au demeurant, le Commissariat à l'énergie atomique. Longtemps, aussi, le groupe Dassault-Breguet a été une « réserve » exclusive d'anciens aviateurs, voire d'anciens de l'aéronavale lorsqu'il s'agit de vendre des avions à la marine.

Départ anticipé

La « deuxième carrière » des militaires s'est généralisée pour des raisons parfaitement objectives : les cadres des armées sont soumis à des limites d'âge et des durées de service plus courtes et plus draconiennes que celles des fonctionnaires civils. Leur départ anticipé est une éventualité normale, reconnue et organisée par des statuts approuvés par le Parlement et appliqués par une administration.

« Parce qu'ils ont la mission d'encadrer et d'instruire des jeunes dans des conditions physiques souvent éprouvantes, dit cet ancien officier, les personnels militaires d'active sont amenés à



quitter le service alors que leur capacité d'exercer une activité professionnelle demeure intacte et que des charges de famille continuent de peser sur eux ».

Si l'on veut disposer d'une armée jeune, il faut savoir inciter l'officier à abandonner l'uniforme avant vingt-cinq ans de service et le sous-officier avant quinze ans. C'est-à-dire, après la quarantaine pour le premier et la trentaine pour le second. En prenant bien soin, toutefois, de ne pas se séparer d'un cadre dont la formation aura coûté cher à l'Etat ou dont la spécialisation est indispensable à la bonne marche des armées. En offrant aux autres un petit pécule de départ.

Nombreux sont les chefs d'entreprise qui apprécient les compétences ou les qualités de ces jeunes « retraités ». A tort ou à raison, ils les jugent rigoureux, polyvalents, capables d'adaptation et malléables, désireux de bien faire au point de réussir des carrières dans des postes élevés de la hiérarchie des affaires. Là où, précisément, on ne les attend guère parce que l'institution militaire ne les a pas toujours habi-

tués à avoir le souci de la rentabilité. « Il existe des insertions heureuses », constate ce PDG, après des débuts médiocres et une fois oubliées les prétentions ».

Retraité, ce général d'aviation (à quatre étoiles) a longtemps dirigé le service des relations extérieures d'une importante société nationale de l'aéronautique, elle-même présidée jusqu'à ces derniers temps par un autre général d'aviation (à cinq étoiles). Retraité après de hautes fonctions à Cherbourg, cet amiral a accepté des responsabilités aux chantiers navals privés qui construisent, dans ce même port, les fameuses vedettes lance-missiles. Retraité encore, cet ancien général de gendarmerie a été sollicité de diriger une société de sécurité qui loue, au mois, des « vigiles ».

Certains entreprises — grandes ou artisanales — se disputent les services de ces « jeunes retraités » que sont les sous-officiers à quinze ans de service. Les informaticiens ou les électroniciens du matériel ou des transmissions, dans les trois armées, sont très recherchés. Des PME

s'arrachent les « diésélistes », les chefs de garage ou les chefs de chantier que ce même service du matériel ou le génie ont formés.

On requiert la disponibilité de ces « retraités » pour leurs compétences techniques, leurs qualifications éprouvées, leur sens de la discipline, leur défiance envers les syndicats, mais aussi — chez les officiers les plus gradés — pour leurs relations ou leur « carnet d'adresses » dans des secteurs (comme l'armement) qu'ils sont censés avoir connus de l'intérieur. A ceux qui leur reprochent le cumul de la pension, ils rétorquent qu'elle est le fruit d'un travail passé.

« Rien ne m'agace davantage, dit un officier, que cette antienne qui voudrait que les « retraités » militaires soient des « cumulards » quand ils peuvent, et ce n'est pas toujours le cas, réunir deux rémunérations. Alors, parlons-en ! Le médecin qui est à la fois professeur et praticien, l'instituteur qui donne des leçons particulières, pourquoi ne les appelle-t-on pas, eux aussi, des « cumulards » ? Et les emplois

dits « réservés », réservés à certains pensionnés civils ? »

La liste est longue de ces griefs que chacun des parties impliquées pourrait renvoyer à l'autre. Pour cet adjudant-chef de l'armée de l'air, en tout cas, qui a bourlingué « pour la gloire et pour des primes », comme dit Flambeau, dans l'Aiglon, d'Edmond Rostand, « le droit à l'emploi » ne doit pas être contesté aux militaires que l'armée quitte.

Les temps ont changé depuis la fin de la seconde guerre mondiale : l'armée se débarrasse en toute légalité de ses « retraités », autant, sinon plus, qu'elle n'est abandonnée par eux avant l'âge limite. Pour la raison que beaucoup de cadres d'active, désormais, choisissent de demeurer jusqu'au bout, même s'ils n'ont pas réussi comme ils l'espéraient, de crainte d'avoir, en quittant prématurément l'uniforme, à affronter un marché de l'emploi semé d'embûches et plutôt réticent. De plus en plus, ils hésitent à franchir le pas. La perspective de ne être pas aisément des « cumulards » heureux dissuade ou retient les moins téméraires d'entre eux.

LA FAUSSE SORTIE DES GRANDS COMMIS

(Suite de la page III.)

groupements d'industriels ou de commerçants escomptent ainsi que tel ancien préfet sera mieux introduit auprès de l'administration pour régler, par ses relations personnelles, les problèmes les plus délicats. C'est la rationalisation du lobbying, l'institutionnalisation du groupe de pression.

Le « délégué général », dans ce cas, retrouve une certaine apparence de pouvoir avec ses étours, voiture, repas, voyages, réceptions et salaires. Car, dans la plupart des cas, les émoluments ne sont pas négligeables et peuvent parfois être supérieurs au traitement public antérieur. Surtout, ils s'ajoutent à la retraite.

Lorsque l'ancien fonctionnaire entre ainsi dans le secteur privé, aucune limite d'âge n'est en principe fixée à ses fonctions, sinon par convention avec l'employeur. Il n'en va guère différemment lorsque la nomination concerne

un poste dans un organisme dépendant de l'Etat. Ainsi, par exemple, Paul Delouvrier est-il devenu président de l'Etablissement public du parc de la Villette et François Bloch-Lainé président de celui de l'Opéra de la Bastille. Ces deux anciens inspecteurs généraux des finances, âgés respectivement de soixante et onze et soixante-troize ans, ont abandonné leurs fonctions il y a quelques mois, mais ils demeurent conseillers auprès de ces établissements et y possèdent encore un bureau. Il y a donc toujours des accommodements avec le ciel.

D'autres personnalités ne connaissent pas le couperet de la retraite. Ce sont les membres du gouvernement, les parlementaires et les présidents de la République. De telles fonctions peuvent être exercées sans limite d'âge.

Et surtout les indemnités que perçoivent les élus s'ajoutent aux retraites. Les fon-

ctionnaires percevant une retraite qui correspond à 75 ou 80 % (selon les systèmes mutualistes complémentaires) de leur dernier salaire de base à taux plein.

Les agents de la fonction publique qui sont élus parlementaires peuvent même percevoir leur retraite (c'est-à-dire en demander la liquidation) dès l'âge de cinquante ans s'ils ont quinze ans d'activité. En revanche, le fonctionnaire non retraité perd son traitement s'il est élu député ou sénateur, en vertu du principe d'incompatibilité des fonctions, sauf pour les professeurs d'université, qui, eux, peuvent cumuler les deux rémunérations.

Les mieux traités des retraités sont les anciens administrateurs de l'Assemblée nationale et du Sénat, dont la pension est à peu près égale au traitement de base qu'ils percevaient lorsqu'ils sont en activité.

ANDRÉ PASSERON.

UN SALON POUR L'AGE D'OR

EST-CE l'air du temps, entre hédonisme et consumérisme ? Est-ce la verdure et la disponibilité d'hommes et de femmes jetés prématurément dans la catégorie de ceux qui « ont été » alors qu'ils n'ont pas fini d'être, poussés parmi les spectateurs quand ils ont encore des projets dans la tête ? La retraite n'est plus ce qu'elle était : nos aînés refusent le repos. Qui, d'ailleurs, oserait les condamner à l'inaction ?

Certainement pas Roland Dana. Il a créé pour les « cinquante ans et plus » le Salon de l'âge d'or (1). Le président de Promexpo — une société qui organise des expositions et des congrès internationaux — a répondu à l'invitation de Jacques Médecin, maire de Nice, lui demandant de lancer Acropolis, son palais des expositions tout neuf. Et il convie son ami Bernard Tapie à y participer. M. Joseph Frattocchi, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, accorde son patronage.

Roland Dana croit en « ces gens qui sont l'expérience de la France ». Nice en regorge. « Ces hommes mis en préretraite sont plus complaisants que les jeunes qui les remplacent. Ils avaient le savoir mais n'avaient pas le temps. Maintenant, ils ont le savoir et le temps. » Il faut aussi, selon lui, les mobiliser et les convaincre de leur utilité écono-

mique auprès des jeunes et des entreprises.

Certains l'ont déjà compris et montent des bureaux d'études où ils sont leurs maîtres. Bernard Tapie devrait importer l'adhésion des autres, les persuader d'épauler les jeunes créateurs. « Donnez, suggère Roland Dana à l'appui de sa thèse, du temps et des possibilités à un jeune de vingt ans. Il a l'aura pas l'expérience, les amis, les moyens, finalement, d'en tirer profit ».

Nous avons une responsabilité au niveau international, poursuit-il. Les pays riches ont un devoir d'égard des pays du tiers-monde. Celui d'apporter assistance et savoir-faire aux peuples qui en ont besoin. Il suffit d'un peu d'aide pour faire redémarrer la machine économique, là-bas comme ici. Le Salon favorisera la communication entre ces hommes expérimentés et complémentaires par des forums de bourses d'échange, d'offres de services.

Premier message : « Vous avez tout à apporter. Le second prône une forme évoluée de sybaritisme, veut créer un courant. « A cinquante ans, il faut se préparer à une nouvelle forme de vie, plus active et plus diversifiée. On peut enfin, constate Roland Dana, assuoir les envies contrariées par la vie professionnelle : voir sa

famille, ses amis, aller à des conférences, voyager mieux et plus longtemps, apprendre des langues ».

Pour ces actifs privilégiés, le meilleur des mondes est en gestation. Surtout s'ils ont les moyens de leur politique. Paul-Loup Sulitzer, l'homme d'affaires connu pour ses romans à succès sur le thème de l'argent, animera pour eux des réunions sur l'investissement.

Le versant convivialité de la manifestation comporte un programme éclectique : séances quotidiennes de gym tonie, défilé de mode, films à thèmes, concert de la chorale A cœur joie, concours de peintres du dimanche, championnats d'échecs, et même possibilité d'immersion dans des caissons d'isolation physique et sensorielle.

Les plus de soixante ans sont une puissance économique : « 19 % de la population totale, 22 % du revenu national », d'après le *Nouvel Economiste* du 22 mars 1985. Un marché en expansion puisque les frontières sont gommées. Une population en pleine évolution, branchée sur la vie par la présence des hommes et des femmes de « cinquante ans et plus ».

D.T.

(1) Du 17 au 21 octobre au palais des expositions Acropolis, à Nice.

05.11.1981

RETRAITÉS DE CHOC

LE MONDE AUJOURD'HUI
DIMANCHE 4-LUNDI 5 AOUT 1985

2010, UN SIÈCLE NEUF DÉJÀ VIEUX

par Joëlle Gaymu *

Les pays développés connaissent aujourd'hui un vieillissement qui paraît inéluctable. La France n'échappe pas à ce phénomène. Joëlle Gaymu, démographe de l'INED, rassemble ici les derniers chiffres et statistiques et nous prévient des grandes mutations que notre société aura à connaître dès le tournant du siècle.

Le vieillissement de la France connaît aujourd'hui un répit. 10 millions de personnes avaient plus de 60 ans en 1982, chiffre à peu près semblable à celui de 1975. En sept ans, la population totale ayant augmenté de 1,7 millions de personnes, la proportion des personnes âgées de plus de 60 ans a donc diminué, passant de 14,3 % à 13,8 %.

Ce répit est très provisoire : il est essentiellement lié à l'arrivée à la sixième décennie des générations créées de la première guerre mondiale. Dès 2005, celles du « baby boom », beaucoup plus nombreuses, aborderont, elles aussi, aux rives de la vieillesse. 2,6 millions de personnes âgées de plus de 65 ans — dont plus de la moitié âgées de plus de 75 ans — viendront alors grossir cette classe d'âge.

Si le niveau de fécondité en France reste inchangé, les plus de 60 ans seront dès 2010 plus nombreux que les moins de 20 ans. Aujourd'hui, ces jeunes sont de 5,6 millions plus nombreux. Le vieillissement a donc ici un grand avenir.

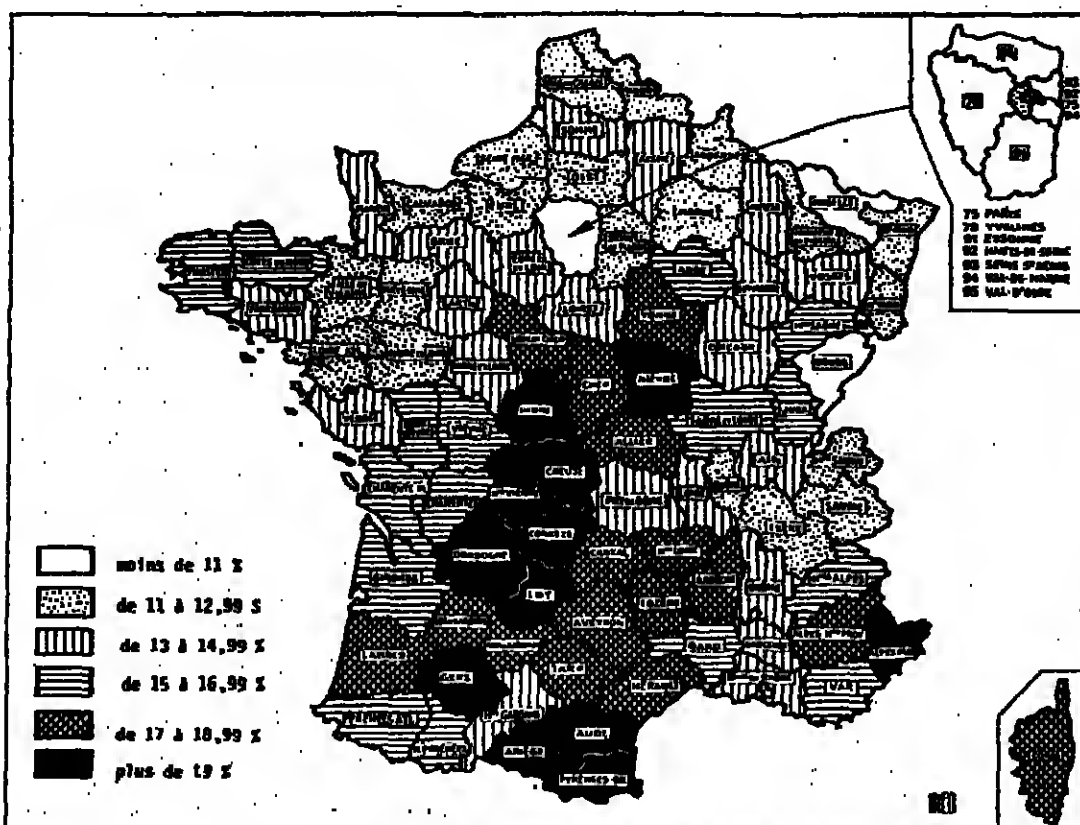
La Suède et la RFA nous ont précédés dans cette évolution qui n'est pas mystérieuse : tout pays qui voit sa natalité baisser sur une longue période ne peut que vieillir. Si l'on ajoute à cela la baisse de la mortalité observée ces der-

nières années aux âges élevés — dont on peut préjuger la poursuite, — on ne peut éviter un vieillissement accru.

La stagnation en France des effectifs globaux masque la forte montée des personnes très âgées. Depuis 1975, les plus de 75 ans ont augmenté de 20 %, les plus de 85 ans de près de 25 %, 3,5 millions de personnes — dont deux tiers de femmes — ont fêté leur soixante-quinzième anniversaire. Au fur et à mesure qu'elle vieillit, la population française se féminise : sur dix personnes âgées de plus de 60 ans, 6 sont des femmes. Elles sont plus des trois quarts à plus de 85 ans.

A 60 ans, l'espérance de vie est de 22,3 ans pour les femmes et de 17,4 ans pour les hommes. A 75 ans, ces chiffres passent à 10,7 et 8,3 ans. Mais il faut infléchir ces constatations en tenant compte de l'état de santé des hommes et des femmes.

Une étude récente menée en Haute-Normandie (1) montre que, dans cette région, si l'espérance de vie des femmes à 65 ans dépasse de près de 7 ans celle des hommes, elle est inférieure de 2,6 années si l'on considère le temps à vivre sans incapacité. Au-delà de 65 ans, 35 % du temps des hommes et 66 % du temps des femmes sont des années d'incapacité.



Proportion de personnes âgées de 65 ans et plus dans la population des départements en 1982.

De cette étude régionale, on peut préjuger une très forte croissance de la demande de soins dans les prochaines années, même si le traitement médical de l'incapacité doit évoluer. S'il est indéniable que l'état de santé des personnes âgées ne cesse de s'améliorer, il faut aussi constater que aujourd'hui on peut vivre très longtemps, mais en mauvaise santé.

On vit aussi plus souvent isolé. La population âgée isolée a augmenté de 13 % depuis 1975. Conséquence inévitable de leur longévité, les femmes sont vouées à l'isolement, ce qui ne signifie pas forcément, et fort heureusement, la solitude. A 40 ans, une femme a 4,2 % de « chances » de vivre seule. A 75 ans, ses

« chances » passent à 45 % (19,7 % pour les hommes). Sur les 2,3 millions de personnes âgées qui vivent seules, plus de 80 % sont des femmes.

Retraite à 60 ans et inégalités sociales

On peut dénombrer dix-sept départements où plus de 45 % des femmes âgées de plus de 65 ans vivent seules. La proportion maximale est atteinte à Paris. S'il est vrai que la capitale est un lieu privilégié de l'isolement à tous les âges, la proportion augmente considérablement au sein de la vieillesse.

Une manière de rompre cet isolement peut être le travail. Cependant, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans décidé en avril 1983 est venu exacerber une situation déjà connue. Depuis 1975, la population active de plus de 60 ans a diminué de près de 32 % et ne représente plus que 10 % de la population active globale. La population des actifs de plus de 65 ans est en voie d'extinction et compte aujourd'hui 250 000 personnes.

L'opportunité de l'abaissement de l'âge de la retraite pour toutes les catégories d'actifs mérite que l'on s'y attarde. On a déjà amplement débattu du financement des retraites (2). Mais il faut souligner l'inégalité insidieuse qui se cache derrière ce seuil : à 60 ans, par exemple, la différence d'espérance de vie entre un instituteur et un ouvrier spécialisé est de 4 ans, alors que la durée de cotisation a souvent été plus longue pour l'ouvrier : on peut aussi s'interroger sur l'exclusion du monde du travail de personnes en pleine possession de leurs moyens sans autre utilité sociale reconnue que celle de consommer, et bien souvent sans pensions suffisamment élevées pour assumer pleinement ce rôle. Aussi le démographe peut-il douter du bien-fondé d'un âge unique de cessation d'activité, surtout à un niveau si bas.

On peut ajouter à cela que la France constitue désormais une totale exception parmi ses voisins : l'âge de la retraite varie généralement entre 65 ans en RFA et 67 ans dans les pays nordiques ; il peut aller jusqu'à 70 ans dans certains États, et au Québec, il n'y a aucune référence d'âge.

Par rapport à 1975, mais on pourrait tout aussi bien dire 1962 ou 1968, la répartition des âges dans l'espace français reste inchangée. En d'autres termes, les régions les plus vieilles initialement sont toujours dans ce cas en 1982. Croire en effet à une distri-

bution harmonieuse des personnes âgées sur le territoire est tout à fait erroné : les proportions des plus de 65 ans varient de 7,9 % dans l'Essonne à 23,7 % dans la Creuse. Et, sans doute plus inquiétant, par le jeu surtout des migrations, les écarts entre les départements s'accroissent.

La croissance s'est concentrée dans les départements les moins vieillissants alors que les autres continuent de se vider de leurs éléments jeunes — ils ont, de surcroît, les plus fortes proportions de plus de 75 ans. Leur dominante rurale est indéniable. La campagne française analysée et parcourue en tous sens (3) est en effet beaucoup plus vieillie que la France des villes (16,6 % de plus de 65 ans pour l'ensemble des communes rurales, mais 20 % dans les communes rurales hors ZPIU — zone de peuplement industriel et urbain — seulement 12,9 % dans les communes urbaines).

La majorité des personnes âgées (68 %) vivent en ville — où les problèmes sont certainement moins aigus du fait d'une plus grande accessibilité aux services — mais la concentration de certains âges dans certains lieux est également de règle en milieu

urbain : le surpeuplement des quartiers historiques (au parc immobilier souvent vétuste et inadapte) est en effet une constante de nos grandes villes, et la quasi-exclusion des personnes âgées des logements neufs également.

Alors même que les personnes âgées sont défavorisées par rapport à leurs cadets, plus l'âge augmente et plus les conditions de logement se dégradent, phénomène qui s'accentue à la campagne. Dans les communes rurales, de 55-64 ans à 85 ans et plus, le pourcentage de logements ne disposant pas de tout le confort progresse de 60 % à 80 %, dans les communes urbaines, ces pourcentages sont respectivement de 34,2 % et 54,2 % (tous âges et types de communes : 37,4 %).

Ce n'est là qu'un exemple. Au total, près de 2,5 millions de chefs de ménage âgés, soit 55 %, sont mal logés, parmi eux 1 355 000 sont isolés. Ils représentent 19 % de la population totale âgée. Selon que l'environnement est urbain ou rural, les « risques » sont diamétralement opposés. A la campagne, l'isolement est rare, mais lorsqu'il existe il est pratiquement synonyme de logement dégradé. A l'inverse, en ville, les personnes âgées vivent beaucoup plus souvent seules, mais cet isolement est compensé (plus ou moins) par des conditions de logement plus décentes.

S'il faut bien que vieillesse se passe, force est de constater qu'elle se passe plus ou moins bien : âge, sexe, degré d'urbanisation étant égaux, il y a des critères de discrimination. Une impression de pessimisme pourrait se dégage sans aucun doute de cette courte intrusion dans la France des personnes âgées, mais loin de nous pour autant l'idée qu'elles ne peuvent jouer un rôle plus actif.

Segmentation de notre société par l'âge oblige, nous arrivons à l'âge à la même enseigne des personnes de plus en plus jeunes — on les appelle les jeunes vieux ! — et des personnes beaucoup plus marginalisées. Le rôle des premières reste sans aucun doute à définir, osons espérer qu'elles ne se contenteront pas de venir gonfler les rangs des secondes.

(1) A. Colvez : « L'état de santé des personnes âgées », dans la revue *Futuribles*, n° 88, mai 1985.

(2) Voir, notamment, les articles de D. Kessler et J.-C. Chesnais, dans la *Revue française des affaires sociales*, juin 1984.

(3) P. Paillet et A. Parant, « Le vieillissement de la campagne française », cahier n° 88, INED-PUF, 1980.

LE POINT ET SON JOURNAL-COMPAGNON

« Les gens du milieu de la vie sont une vraie cohorte, intacte, qui regarde autour d'elle, attentivement disponible, avec ses troubles, ses enthousiasmes, ses interrogations : un journal peut essayer d'incarner ça. » Charles Baudouin, rédacteur en chef du Point, exprime le point de vue du journaliste qu'il est et reste en prenant la direction de la rédaction d'Atouts, la publication que son hebdomadaire lance à la rentrée.

« Atouts veut être le mensuel du second souffle », dit l'« Aux lecteurs » du numéro zéro. Au Point, on préfère cette expression pour parler des « plus de trois millions de cadres qui ont atteint, en 1985, le milieu de leur vie ». On parle aussi volontiers de « maturity boom » : le « second souffle » donc pour Charles Baudouin qui, avec son équipe, « croit à la notion du milieu de la vie ». Période qu'il situe entre quarante-cinq et soixante-cinq ans.

La maturité, époque capitale dans l'histoire d'un individu, « rendez-vous de vie, d'argent, de goût, regard en arrière et en avant : moments qu'il faut fixer ». Charles Baudouin croque l'état d'esprit de ses futurs lecteurs et dresse une esquisse du contenu du mensuel. « On croit à ce journal parce qu'on l'a étudié sous tous ses aspects. » Le second souffle vu par le journaliste mais aussi le sociologue et l'homme de marketing.

Le point de vue de ce dernier est présenté par Jean-Paul Montalder, directeur du Point et président de la société qui édite Atouts. « Aucun média ne met en avant les préretraités. » Aussi

Atouts veut-il prendre en compte leur « angélisme d'hommes menacés qui ont envie de s'assurer ». Le mensuel aborde les problèmes qui les intéressent sans négliger la « course hédoniste » qui atteint aussi ces générations avec d'autant plus d'acuité qu'elles se sentent vulnérables.

D'abord l'argent. « S'ils se considèrent comme nantis par rapport aux jeunes, ils ne sont pas sûrs de l'avenir. » Une rubrique assez développée donnera des conseils de gestion. La santé, c'est « savoir ce qu'il faut faire pour rester en forme et ne pas avoir de problèmes dans les années à venir. » Dans le champ des loisirs, l'homme de la maturité délaisse la plage à cocooner au profit du « voyage intelligent » : il s'intéresse aux civilisations, compare les savoir-faire industriels ; aime l'Europe (les régions de France, comme la Bohême ou la Bavière) qu'il visite lors d'un voyage volontiers « gourmand ».

Le directeur du Point note un regain d'intérêt pour la maison qui se traduit par le désir de démeubler, de refaire la décoration, de recevoir, donner des réceptions. « Dans le travail, ils laissent les jeunes gérer la modernité mais s'intéressent à la technologie quand elle est utile » : le mensuel présentera les fours à micro-ondes, les micro-ordinateurs, les compact-disques.

Voyages, loisirs, maison, intéressent les jeunes comme leurs aînés. Charles Baudouin situe la différence entre les générations dans les choix : avidité des

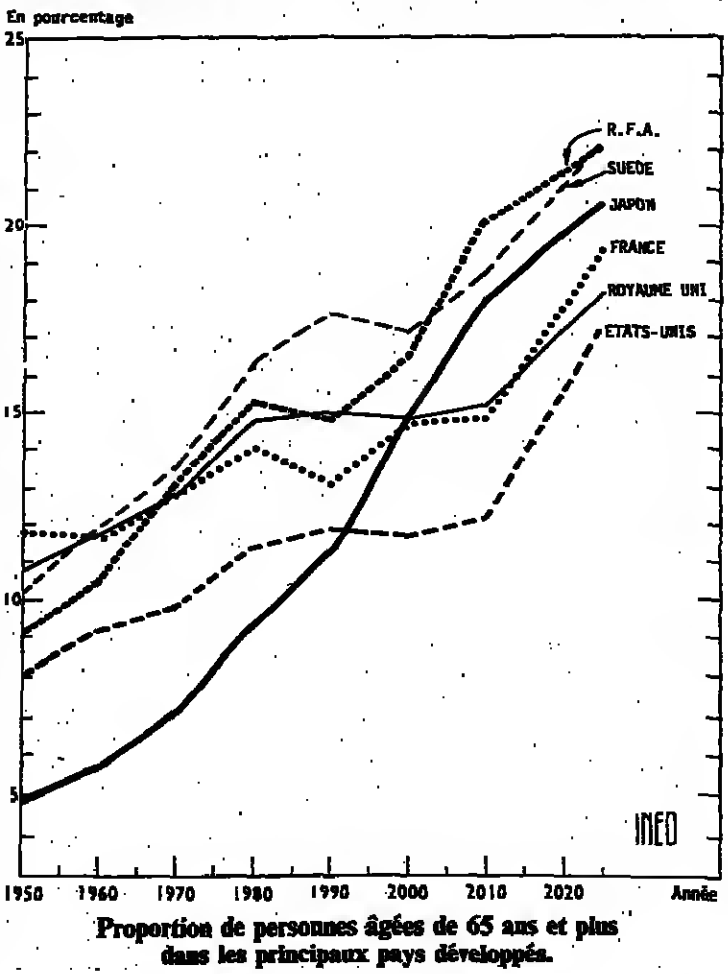
jeunes, sérénité triste ou heureuse de l'âge mûr, avec un regard derrière soi.

Les hommes sont plus désorientés que les femmes. Ces derniers « savent mieux, note l'éditorial du numéro 0, dans bien des cas, reconstruire ou choisir, prévoir ou affronter, poser les questions sans les éluder ». Entrer en préretraite ne signifie pas, pour elles, perdre son statut social comme c'est souvent le cas pour les hommes, surtout à Paris.

Atouts, « journal-compagnon » des uns et des autres, espère combler un vide parmi les 3 650 000 cadres de cinquante à soixante-cinq ans. « Ils étaient 20 % de moins il y a dix ans, ils seront 20 % de plus dans dix ans », note Jean-Paul Montalder. Autant dire qu'ils constituent un groupe qui influence notre vie et intéresse les publicitaires. « Alors que toutes les autres publications s'arrêtent à quarante-neuf ans, l'espace publicitaire du numéro 1 est bouclé, le numéro 2 est à 50 %, le numéro 3 à 30 % et nous avons des promesses pour septembre. »

Avec une diffusion de 110 000 exemplaires (18 F le numéro) et trente pages de publicité, le compte d'exploitation tourne et l'investissement initial est remboursé en six ans. L'équipe rédactionnelle restreinte — sept ou huit personnes y compris les maquettistes et secrétaires de rédaction — travaille avec une vingtaine de pigistes spécialisés. Le « mensuel de la maturité » sera en kiosque le 4 octobre prochain.

DANIELLE TRAMARD.



RETRAITÉS DE CHOC

VIEILLIR SANS VIEILLIR

par Franck Nouchi

Les progrès et les découvertes observés en médecine durant cette dernière décennie ont influé sur le cours de certaines maladies qui, traditionnellement, frappaient les personnes âgées. Partout en Occident, on vieillit, pourrait-on dire, dans de meilleures conditions. Certaines constatations ne sont pas cependant à porter au crédit du monde médical.

BONNE nouvelle ! On vieillit de mieux en mieux. Telle est, du moins, la conclusion d'une enquête suédoise dont les résultats ont été présentés lors du treizième congrès mondial de gérontologie qui vient d'avoir lieu à New-York du 12 au 17 juillet (1). En gros, il s'agissait de comparer deux groupes de personnes âgées, les unes ayant eu 70 ans en 1975 et les autres d'avoir atteint cet âge qu'en 1980. En dépit de cette faible différence d'âge (cinq ans), une tendance — favorable — apparaît. Les personnes du deuxième groupe — les plus jeunes — ont des fonctions intellectuelles qui semblent mieux conservées ; elles sont moins souvent édentées, leur force musculaire est meilleure et elles sont moins atteintes de bronchite ou de maladies cardiaques.

Serions-nous donc sur la bonne voie ? C'est à espérer, car un vieillissement de la population s'observe aujourd'hui dans la très grande majorité des pays occidentaux, tous ceux dans lesquels baissent à la fois le taux de natalité et celui de mortalité. Ainsi la France comptait-elle, en 1982, sept millions et demi de personnes âgées de plus de 65 ans, soit 13,8 % de l'ensemble de la population. En Suède, au Royaume-Uni et en Allemagne fédérale, cette proportion dépasse déjà 15 % (2).

Cette tendance au vieillissement de la population ne provient pas — toutes les études le montrent — d'un allongement de la durée maximale de la vie mais d'une réduction du nombre des décès précoces, en particulier entre 55 et 74 ans. Une réduction essentiellement liée à celle du taux de mortalité pour affections cardio-vasculaires.

A priori, le constat est donc encourageant : on vieillit mieux parce qu'on se soigne mieux. Mais il a également son corollaire : de toutes les classes d'âge, c'est la population âgée qui recourt le plus souvent au système de soins. Autour de 60 ans, on note une forte élévation du nombre des consultations médicales et de la consommation de médicaments : 5,4 consultations par an et par personne entre 50 et 59 ans, 7,3 entre 60 et 69 ans. Causes principales des consultations : les affections cardio-vasculaires (dont l'hypertension artérielle) dans 25 % des cas ; les affections digestives (11 %) ; les maladies du système ostéo-articulaire (10 %) et les affections broncho-pulmonaires (9 %).

Autour de 70 ans, c'est la fréquence des hospitalisations qui augmente, en même temps que s'allonge la durée de séjour à l'hôpital. Conséquence : les dépenses moyennes d'hospitalisation doublent entre les périodes de 60 à 69 ans et de 70 à 79 ans. En 1981, les personnes âgées de plus de 60 ans, qui représentaient 14 % de la population protégée par le régime général de l'assurance-maladie, étaient à l'origine de 42 % des remboursements effectués.

Cette médicalisation croissante des problèmes de santé des personnes âgées n'est pas sans poser de nombreux problèmes. Par exemple, les médicaments, du fait des modifications physiologiques inhérentes au vieillissement de l'organisme, peuvent provoquer des accidents. On a pu montrer qu'environ 15 % des personnes admises en un an dans un service de gériatrie avaient présenté de tels accidents dus à la prescription



de médicaments qui, dans un tiers des cas, n'était pas justifiée.

Autre point capital : une proportion parfois très élevée de personnes âgées sont hospitalisées indûment dans des services de soins, alors que leur état de santé aurait dû justifier simplement une prise en charge dans des structures moins médicalisées, voire même un maintien au domicile moyennant une aide (3). On estime ainsi à près de 50 % la proportion d'hospitalisations indues dans les services de médecine des hôpitaux locaux ou dans les établissements psychiatriques.

Activités domestiques et perte de l'autonomie

De telles hospitalisations, outre le fait qu'elles coûtent très cher à la collectivité, sont bien souvent à l'origine de graves détériorations de l'état de santé, les personnes

âgées supportant mal cette rupture du cadre de vie, bien souvent à l'origine d'un isolement affectif. Il faut dire que cela est largement favorisé par un système de tarification et de couverture sociale, essentiellement orienté vers les soins médicaux, ne permettant pas la rémunération et la prise en charge de certaines tâches adaptées à la perte d'autonomie des personnes âgées. En fin de compte, puisque cela coûte cher de maintenir une personne âgée à son domicile, on préfère, bien souvent, l'hospitaliser.

Ce problème de perte d'autonomie est foodamental puisque 3,8 % des personnes de plus de 65 ans sont en incapacité sévère (c'est-à-dire, en général, confinées au lit ou au fauteuil) et que 20 % des plus de 65 ans connaissent une incapacité moyenne (qui les confine à leur domicile). Après 85 ans, 20 % des gens ne

présentent aucune incapacité, aucune restriction d'occupation.

Il est important de savoir que certaines pathologies entraînent plus souvent que d'autres une incapacité sévère ou moyenne : les troubles moteurs (et, en particulier, les démences séniles), les maladies des yeux (cataracte, glaucome), l'insuffisance cardiaque, les varices des membres inférieurs, l'arthrose et la surdité.

La prévention active de l'entrée en incapacité après 65 ans doit donc nécessairement passer par la prévention de ces maladies et, en particulier, des détériorations intellectuelles, de l'arthrose et de la surdité. A moins d'innovations thérapeutiques majeures dans les années qui viennent, on ne voit pas très bien comment une telle prévention sera — techniquement — possible autrement que par des moyens « annexes » (pratique régulière d'exercices physiques,

stimulations psychiques constantes...). Il faut noter tout de même que l'équipe du docteur Bernard Forette (hôpital Charles-Foix, Ivry) a créé à New-York une certaine sensation en montrant que la pratique régulière des activités domestiques (ménage, vaisselle...) était un facteur important de la prévention de la perte d'autonomie. Et ce, quel que soit le sexe...

Cela dit, certaines pathologies peuvent être prévenues grâce à des médicaments. Ainsi l'accident vasculaire cérébral. En effet, le professeur Kannel (Framingham) vient de démontrer qu'à chaque fois que le chiffre de tension artérielle augmentait de 1, le risque d'accident vasculaire cérébral était multiplié par deux. L'hypertension artérielle multiplie par sept le risque d'accident vasculaire chez les personnes âgées. C'est pourquoi — et c'est ce qu'a montré une étude multicentrique européenne, elle aussi présentée au congrès mondial de gérontologie de New-York — il importe de traiter médicalement les hypertensions artérielles du sujet âgé. Une telle attitude permet de diminuer la fréquence des maladies cardiaques, la fréquence des accidents vasculaires cérébraux et la mortalité cardio-vasculaire.

En fin de compte, même si l'on a tendance à mieux vieillir (il va de soi que de telles remarques ne valent que pour les pays industrialisés), on va très certainement observer dans les prochaines décennies une croissance très importante des maladies liées à la perte d'autonomie des personnes âgées. Parmi celles-ci, la plus fréquente des démences séniles, la maladie d'Alzheimer, pourrait bien faire figure de maladie ombrageur du vingt et unième siècle. D'ores et déjà, plus de deux millions d'Américains en sont atteints.

(1) Cette enquête a été réalisée sous la direction du professeur A. Svanborg (université de Göteborg, Suède).

(2) De nombreuses données contenues dans cet article sont extraites du rapport *La Santé en France* (éd. La Documentation Française, décembre 1984).

(3) En 1982, 407 000 personnes bénéficiaient des services de 65 000 aides-ménagères. 21 900 personnes avaient eu recours aux services des soins infirmiers à domicile en 1984.

DANS LA MÉMOIRE DE LA COMTESSE

de Copenhague, Camille Olsen

Si des prix de créativité et de dynamisme étaient distribués au Danemark parmi les plus de soixante ans, l'un d'eux irait sans doute en priorité à la comtesse Elsa Moltke — quatre-vingt-dix-sept ans en mars 1985 — qui tient depuis un quart de siècle à Frederiksberg, verdoyant quartier de Copenhague, l'un des derniers salons littéraires d'Europe.

Salon adapté à l'évolution démocratique d'une société moderne puisque chaque dimanche, de 15 heures à 17 heures, il est ouvert à tous — ou plus exactement à toute personne qui accepte d'acquiescer un droit d'entrée de 10 couronnes (environ 8 francs).

« Je ne suis pas grippé-sous », explique la maîtresse de maison. « Ces dispositions visent uniquement à décourager les gêneurs et certainement aussi — ces rencontres étant signalées dans les journaux à la page « spectacles » — à canaliser un peu le flot des visiteurs. »

Elsa Moltke a inauguré cette formule des rendez-vous hebdomadaires (ils ont lieu en toute saison, même pendant les vacances) peu après la mort de son mari et

cousin, son oncle de dix-sept ans, le peintre Harald Moltke, compagnon des expéditions polaires de l'explorateur Knud Rasmussen et dont les œuvres hétéroclites ornent aujourd'hui les murs de l'Institut royal météorologique.

Pourquoi a-t-elle eu cette idée ? Elle avait envie de prouver que « l'on peut être née Moltke, épouse Moltke et n'être capotant ni bête, ni riche, ni snob ». Démonstration qu'elle n'avait pourtant pas vraiment besoin de faire, car elle avait déjà à son actif une quinzaine de livres — surtout des biographies, dont l'une consacrée à Talleyrand, — une liste importante d'articles et la création, en 1941, d'un club de discussion féminin toujours en activité, car elle fut l'une des pionnières du féminisme danois.

Le rituel est immuable. Elsa Moltke reçoit dans une pièce de dimensions moyennes, riche de portraits de famille, de bibliothèques où s'alignent notamment les œuvres complètes de Voltaire et d'une table ayant appartenu à l'auteur de la *Princesse Sérénité*. Blottie au fond d'un grand fauteuil, elle accueille ses visiteurs dont le chif-



La comtesse Elsa Moltke

fre facile normalement entre trente et soixante. Les premiers venus s'installent sur les chaises et les fauteuils un peu usés. Les jours d'affluence, une partie du public, où toutes les générations sont représentées, reste debout, certains devant même parfois tendre l'oreille de la salle à manger voisine. Et la séance commence.

Elsa Moltke demande : « De quoi voulez-vous que je vous parle aujourd'hui ? » Une voix avance un nom, pose une question... Et cette M^{me} du Deffend nordique se met, d'une voix ferme et colorée, à promener son auditoire à travers la « pluralité des mondes » variés qu'elle a connus.

Selon le caprice du jour ou le hasard d'une remarque, elle évoquera son enfance dans l'atmosphère patriliale du château familial (brédé depuis longtemps), son entrée avec tel écrivain, tel artiste ou bien elle discutera du dernier roman paru, des Mémoires de M^{me} de Rémusat pour qui elle a une sympathie particulière, ou d'une récente émission de radio.

On saute souvent du coq à l'âne par-dessus les décennies. L'animatrice s'en excuse avec un sourire malin... Elle lance une boutade, un bon mot et l'assis-

tance, ravie, s'esclaffe. « Karen Blixen... J'admire son génie mais je ne l'aimais guère. » Au bout d'une heure, l'oratrice jette un coup d'œil de biais sur la grosse montre qu'elle porte au poignet. « Je vous ai assez fatigués. Ne désirez-vous pas maintenant aller voir l'atelier du premier ? » Les gens discrets se lèvent, grimpent l'escalier étroit et vont regarder les croquis d'esquisses, les paysages de neige et les aquarelles des trains à chiens signés H.M. accrochés dans ce petit musée du souvenir pieusement conservé dans son cadre rétro.

Quand 5 heures approchent, elle a pour habitude de roussoter, si bien que, par délicatesse, on est forcé de prendre congé. A ceux qui la remercient du plaisir qu'elle leur a donné, elle répond : « C'est à moi d'être reconnaissante. Tous vous m'aidiez à me maintenir à flot. Ces réunions, je les poursuis par pur égoïsme. Il y en a qui jugent la vieillesse affreuse, épouvantable. Moi, je suis heureuse d'être parvenue aussi loin. Cela m'a offert le loisir de pouvoir rédiger en paix et de pouvoir écrire quelques ouvrages supplémentaires. »

L'AMOUR T

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

« D'après l'avis de son chirurgien, le Président de la République française, il répondra à la question que se posent les hommes et les femmes : les hommes sont-ils plus âgés que les femmes ? »

ص:ك:ا:م:ن:أ:ل:م:ل

RETRAITÉS DE CHOC

LE MONDE AUJOURD'HUI
DIMANCHE 4-LUNDI 5 AOUT 1985 VII

L'AMOUR TOUJOURS

un entretien avec le docteur Gérard Zwang

Gérard Zwang est chirurgien, musicien et sexologue. Président de la Société française de pathologie sexuelle, il répond aux grandes questions que sont en train de se poser ces hommes et ces femmes qui se sont éloignés des impétuosité de la jeunesse tout en restant sensibles à leur appel.

« **D**ANS l'esprit de beaucoup, la vie sexuelle est associée à la jeunesse et à la maturité, rarement à la vieillesse. Est-ce que l'âge de la retraite signe vraiment la fin de l'activité sexuelle ? »

« Je n'aime pas beaucoup le mot « sexuel » : je préfère distinguer la fonction érotique et la fonction reproductrice. C'est important pour bien comprendre ce que je vais dire. »

« Quand l'espèce humaine est apparue, les hommes et les femmes disposaient d'une espérance de vie qui ne dépassait pas quatre à cinq décennies. La « vie » sexuelle, c'était la vie de reproduction. Quand un être humain devenait désirable, quand il acquiesçait la maturité sexuelle, on se dépêchait de le marier, et il se reproduisait. A quarante, quarante-cinq ans, tout le monde était mort. »

« Les femmes avaient été presque constamment enceintes. Pour espacer les fécondations, elles n'avaient imaginé qu'un moyen : prolonger l'allaitement. La vie érotique ne s'est libérée que lorsque les conditions extérieures ont été améliorées par la culture, par la protection de l'individu contre les prédateurs, les épidémies, les catastrophes. »

« Depuis une petite centaine d'années, l'espérance de vie a presque doublé et la fonction érotique survit à la fonction reproductrice. »

« Autant chez les hommes que chez les femmes ? »

« Oui. Encore que l'homme peut rester fécond plus longtemps. Chez nos ancêtres, peu de femmes survivaient à la ménopause, sauf quelques matriarches, quelques « mammas » que l'on vénait. »

« Comment se fait-il qu'on ait pu allonger la vie sans retarder le moment de la ménopause ? »

« Parce que l'on ne peut pas toucher aux gènes. Moins on y touchera, mieux ça vaudra ! »

« La ménopause est inscrite dans les gènes ? »

« Bien sûr. Mais, pour revenir aux deux fonctions, érotique et reproductrice, on sait que le besoin organique est de cinq mille orgasmes en soixante-dix ans, alors qu'il suffit de faire deux ou trois enfants par couple pour assurer le renouvellement des générations. La fonction érotique a donc une faible productivité par rapport à la fonction reproductrice : il suffirait de s'accoupler deux ou trois fois pour avoir rempli sa tâche et laisser la population en l'état. »

« Passé la soixantaine, la fonction érotique diminue. Chez tous individus ? »

« Il faut distinguer trois aspects : la persistance du désir, la réalisation physiologique, le choix du partenaire. »

« Le désir, l'appétit, l'orgasme, l'envie d'éprouver du plaisir, d'abord. Chez l'homme, il semble qu'il y ait une atténuation progressive. A l'âge impétueux de l'éclosion pubertaire, à l'époque des masturbations adolescentes, le jeune homme peut avoir un, voire deux orgasmes par jour. A partir de la cinquantaine, on constate une perte de vitesse. Bien des hommes se contentent alors d'un ou deux orgasmes hebdomadaires. Mais tant qu'il est en bonne santé, l'homme garde son appétit. »

« Chez les femmes, c'est presque toujours un cas d'espèce. La production hormonale se ralentit et l'on voit des femmes qui ont eu une vie érotique parfaitement satisfaisante tant que leurs ovaires étaient fonctionnels « tomber en panne », à leur grand désarroi. »

« Cependant, la majorité des femmes qui ont connu une vie érotique satisfaisante pendant leur période de fécondité continuent après la ménopause. C'est une question d'entraînement. »

« Autrement dit, la meilleure préparation à une vieillesse érotique heureuse est une maturité érotique heureuse ? »

« Exactement. D'ailleurs les femmes dont la vie érotique a été bâclée sont souvent bien contentes de cesser à la ménopause. »

« Est-ce une fatalité ? »

« Très souvent pour les femmes. Encore faut-il souligner l'importance de la santé. Pour bien faire l'amour, il faut être en bonne santé. Un homme ou une femme qui ont toujours bien vécu leur relation avec leur corps, donc leur rapport avec la fonction érotique, continuent après soixante et même soixante-dix ans. »

« A une fréquence moindre ? »

« Bien entendu. De la même façon qu'on s'abat plus ses 20 kilomètres par jour ou qu'on ne peut plus être débordant. Il y a une espèce de « rallentando » général. Mais la bête est solide. En général, on ne meurt pas de vieillesse, on meurt de maladie. »

« Encore faut-il justement pouvoir réaliser ses désirs... »

« C'est le deuxième aspect. Et il se présente de façon très différente chez les hommes et chez les femmes. Les femmes ont des difficultés quand elles commencent à manquer de folliculine, hormone qui garde le vagin fonctionnel. On peut y remédier par une pratique régulière, et, dans certains cas, par la médecine et l'administration d'hormones par voie générale. »

« Jusqu'à quel âge ? »

« Tant qu'elles en ont envie. On a renoncé à la mode, qui était une grande érotisme, de prescrire la pilule jusqu'à quatre-vingt ans : on mettait en circulation des produits à certains égards dangereux parce qu'ils favorisent certains cancers du sein et du col de l'utérus. »

« Depuis, les femmes ont droit à l'orgasme clitoridien — contrairement à ce que prétendait cet imbécile de Freud, — qui persiste, sauf exception, sans difficulté jusqu'à la fin de l'existence. »

« Et chez les hommes ? »

« C'est plus embêtant. Chez un certain nombre d'hommes, malheureusement programmés pour cela, à partir de quarante ans, se développe le fameux athérome artériel. Or, la bonne irrigation artérielle est capitale : au début de l'érection, elle doit passer de 1 à 20. Il faut un coup phénoménal de la pompe cardiaque, les artères sont faites pour ça. Mais si elles sont sclérosées, cela ne marche plus. »

« Peut-on soigner cette déficience ? »

« Heureusement. Pas par la psychanalyse, mais par les vasodilatateurs, par des dérivations ou des réimplantations artérielles, ou encore par les tuteurs intracaverneux, qui sont une excellente méthode. J'insiste sur le fait qu'un impuissant sur quatre est un impuissant organique. »

« Les artères et les nerfs peuvent aussi être mangés par le diabète, qui est la plus sale maladie des humains en ce qui concerne leurs fonctions érotiques. D'où la nécessité de bilans réguliers de santé pour surveiller glycémie, artères, cœur, etc. »

« Vous parlez du choix des partenaires... »

« Au moment de l'efflorescence pubertaire, entre quinze et dix-huit ans, les individus sont les plus désirables. A soixante-cinq ans, l'érotisme objective en a pris un vieux coup. Il y a d'ailleurs une différence injuste : un homme peut rester à cet âge plus séduisant, physiquement qu'une femme. »

« Les hommes et les femmes âgés ne sont plus aussi séduisants que les jeunes : il faut pourtant qu'ils aient des partenaires. Et là, le salut, c'est le couple stable. »

« S'il existe, il n'y a donc pas de limite à son activité érotique ? »



Cette affiche que ses acteurs présentent à l'objectif du photographe a divisé la Norvège. Les lignes antipornographiques l'ont accusée de dépasser les bornes de la décence... Tandis que certaines associations de retraités — mais pas toutes — lui reprochaient de ridiculiser le troisième âge. Destinée à illustrer une campagne lancée par une caisse privée d'assurance-vieillesse sur le thème « La vie commence à soixante-sept ans », elle s'adressait surtout aux jeunes. Il s'agissait de persuader ces derniers de l'utilité de souscrire une police qui leur permette de profiter au mieux de leur retraite. La bataille s'est terminée par un match nul, 60 % des personnes de moins de cinquante ans ayant déclaré se réjouir de voir ébranler ainsi l'un des tabous les plus solidement ancrés au pays du roi Olav...

« ...Sauf les limites physiologiques dues au vieillissement organique général. »

« Et si l'un des deux n'est plus là ? »

« Il y a les clubs du troisième âge. Des passions naissent dans les maisons de vieillards. Ceux-ci retrouvent leur ferveur de dix-sept ans, s'envoient des lettres passionnées. Et vont à l'hôtel faire l'amour, quand ils en ont la possibilité. Ils sortent en se tenant par la main. »

« L'asile de vieux, ce n'est pas l'avenir de la civilisation, mais, même dans ces conditions, les amoureux s'agrippent à leur existence. »

« L'idéal, c'est une retraite aisée. Pour mériter son partenaire, montrer qu'on est désireux, et donc désirable, prêt à faire sacrifice de son temps, à faire preuve de gentillesse pour chercher à séduire. C'est une question individuelle dont le fond est le caractère : les gens qui ont toujours été entreprenants continuent de l'être. C'est toutefois relativement plus facile pour les hommes. »

« Ceux qui ont éprouvé peu de désir pendant leur vie, le découvrent-ils au seuil de la vieillesse ? »

« Naguère, des femmes éprouvaient à la ménopause un regain d'appétit érotique que l'angoisse d'être enceintes leur avait fait réfréner jusque-là. Avec la contraception, cette attitude a disparu, de même que l'obsession d'en profiter avant d'être trop âgée. »

« Je vous assure que la femme de soixante-cinq ans, dans notre civilisation, a un bon avenir érotique devant elle, bien meilleur en tout cas que celui des femmes des pays peu développés. Quant à l'homme, la solution n'est pas de s'offrir un tendron de vingt ans s'il en a soixante-dix. Car il faut causer après : les potentiels aux cent épouses en ont cent parce qu'ils ne savent pas leur parler. »

« Il faut un couple, un compagnon, une compagne. Parce que l'important, c'est de savoir ce qu'on fait quand on a fini de faire l'amour. »

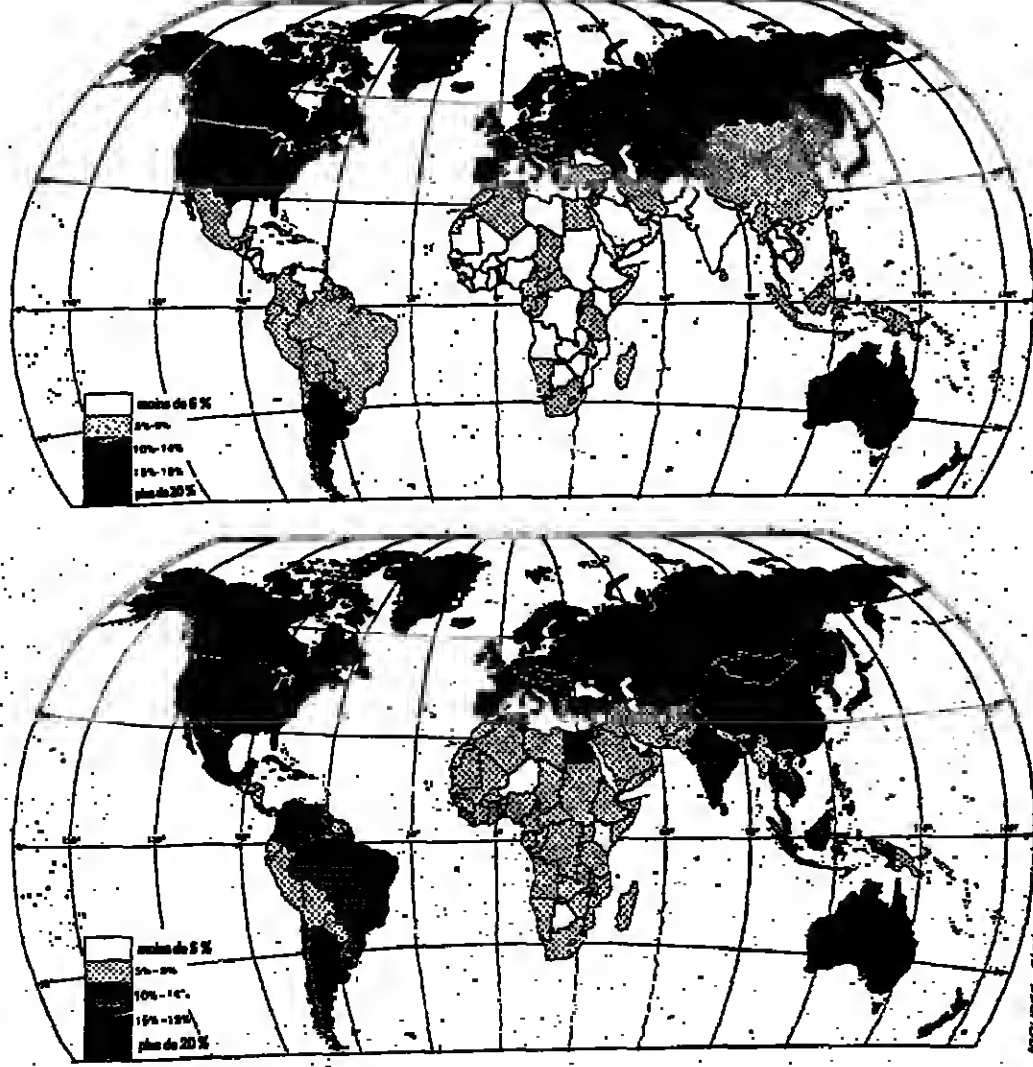
Propos recueillis par
CHARLES VIAL

« Gérard Zwang a écrit plusieurs ouvrages, dont *La Fonction érotique* (1976, Robert Laffont), *Lettre ouverte aux mal-aimés* (Albin Michel), et, plus récemment, *La Santé de Freud*. »

1975

Le pourcentage de la population âgée de soixante ans et plus dans le monde.

2025



BOURGET - ONI

RETRAITÉS DE CHOC

LES DEUX CARRIÈRES DU PDG AMÉRICAIN

de Washington, Henri Pierre

Qu'est-ce qui fait encore courir les anciens chefs d'entreprise aux Etats-Unis ? Ce pays qui a toujours donné la primeur à la force vive de la jeunesse laisse un créneau largement ouvert à ses retraités. Ils sont nombreux à entreprendre une deuxième carrière au sommet de sociétés qui n'hésitent pas à faire confiance à leur expérience.

APPAREMMENT, la pratique imaginaire dite « du cocotier », auquel les hommes d'âge, dans certaines contrées, seraient obligés de grimper en attendant leur chute fatale n'a pas cours aux Etats-Unis.

En tout cas, pas dans les milieux d'affaires, où nombreux sont les cadres supérieurs septuagénaires et parfois même octogénaires (Armand Hammer, de l'Occidental Petroleum, a quatre-vingt-sept ans) qui restent en activité ou bien s'engagent dans une nouvelle et fructueuse carrière après avoir dépassé l'âge officiel limite de la retraite. récemment reculé de soixante-cinq à soixante-dix ans.

Et cela non par nécessité : la grande majorité de ces retraités sont riches. Au cours de leurs années d'activité, ils ont financé de très avantageux systèmes privés de retraite, acheté des actions, fait des placements judicieux leur assurant de « vieux jours » plus confortables.

Beaucoup continuent d'être payés comme consultants, d'autres s'engagent dans des activités non rémunérées de « volontariat ». Les associations de cadres en retraite se développent, ces SCORE (Service Corps of Retired Executives) dont les membres servent de conseillers à ceux qui veulent monter des affaires dans leur spécialité.

Néanmoins, à s'en tenir aux statistiques données par des agences de sondage spécialisées, les aspirations des cadres moyens sont en général moins ambitieuses que celles des cadres supérieurs. La plupart des cadres moyens ne songent pas à reprendre une vie active et se déclarent satisfaits

des loisirs de la retraite. Il est vrai que, souvent, on ne les a pas retenus...

Beaucoup ont abandonné la vie professionnelle active à la faveur de primes substantielles, de ce qu'on appelle les *golden handshakes* (poignées de main en or) que leur assurent leurs compagnies pour les inciter à quitter l'entreprise. Considérant qu'il était préférable d'éviter certaines humiliations et de ne pas « s'accrocher aux menbres », nombre d'entre eux sont partis volontairement à la retraite à cinquante-cinq ans.

Mais, pour les cadres supérieurs, les PDG des grandes affaires commerciales et industrielles, le départ à la retraite, facilité par ces *golden handshakes*, est seulement une étape. La perspective de vingt à vingt-cinq ans de loisirs, les joies du golf et de la pêche, ne les séduisent pas. La retraite n'est pour eux qu'une simple pause, un tremplin vers une nouvelle carrière, vers de nouvelles activités.

Un assureur contrôle les hôpitaux, un pétrolier devient banquier

Ainsi, selon Russel Reynolds Associates, une agence spécialisée dans le recrutement des cadres supérieurs, sur deux cents PDG et chefs d'entreprise retraités ayant travaillé pour les cinq cents plus importantes sociétés industrielles et commerciales, 61 % ont retrouvé une activité professionnelle rémunérée dans les six à dix-huit mois ayant suivi leur départ à la retraite.

Beaucoup s'orientent dans des activités entièrement différentes



Armand Hammer, quatre-vingt-sept ans, PDG de l'Occidental Petroleum, décoré par François Mitterrand en juin 1983.

de celles où ils ont bâti leur réputation. Soit que leurs contrats de consultants avec leurs anciennes compagnies leur interdisent de travailler pour des entreprises concurrentes, soit que, par goût, ils soient désireux de faire de nouvelles expériences, soit encore parce qu'ils ne peuvent pas refuser les propositions alléchantes qui leur sont faites. Beaucoup de ces retraités, en effet, sont sollicités non seulement pour leurs qualités reconnues d'administrateur et leur compétence, mais en raison

de l'image qu'ils projettent, de la confiance qu'ils inspirent.

Ainsi M. MacNaghton, ancien PDG de la grande compagnie d'assurances Prudential, dirige maintenant l'Hospital Corporation of America qui contrôle plusieurs centaines d'hôpitaux privés. Sous sa direction, depuis 1969, le nombre des hôpitaux a augmenté de 80 à 120, et les revenus sont passés de 700 millions à 4 milliards de dollars, une expansion due non pas tant à ses

mérites de gestionnaire qu'à son « image » inspirant confiance aux investisseurs.

De même, M. Swearingen, un « pétrolier » (il fut PDG de l'Indiana Standard), est devenu banquier pour tirer la Continental Illinois de ses difficultés, et cela en raison de sa réputation d'homme énergique au parler franc, en mesure de rétablir la confiance des déposants étrangers. Pour ses efforts de sauvetage, il a reçu 600 000 dollars.

Le cas de M. Harold Geneen, ancien PDG de l'ITT, tel que le rapporte le *New York Times*, est différent. Après dix-sept ans d'une direction énergique, il acceptait mal de « pantoufler » au conseil d'administration de l'ITT, dont les membres, d'autre part, n'appréciaient pas ses interventions dans la gestion quotidienne de l'affaire. On lui trouva un bureau à l'extérieur, dont il paya le loyer sur les importants revenus tirés de sa pension, de son contrat de consultant, de ses investissements. Mais finalement, à soixante-quinze ans, il a décidé de travailler pour son propre compte. « Je n'ai plus à rendre de comptes à un conseil, a-t-il dit, et je gagne beaucoup plus que dans mes anciennes fonctions... »

Certains ont sauté à leur troisième carrière... Ainsi John Harper, PDG d'Aluminium Company of America jusqu'à soixante-quatre ans, puis de la COMSAT (Communications Satellite Corporation) jusqu'à soixante-huit ans, dirige, à soixante-quatorze ans, un groupe d'investisseurs.

« Changer d'activité est un défi stimulant », dit-il en admettant toutefois qu'il a plus de temps maintenant pour les loisirs. Modestement, il affirme devoir son succès au fait d'avoir été « l'homme dont on avait besoin au moment approprié ». Aux chefs d'entreprise, il recommande de planifier leur retraite. « La principale préoccupation d'un PDG, dit-il, est de se trouver un successeur. Et quand il l'a trouvé, pourquoi s'accrocher ?... »

Finalement, il faut bien constater que dans ce pays où le culte de la jeunesse est très développé, les anciens arrivent à se maintenir et à se faire une place. Non pas seulement comme consultants ou comme *seniors* émergeant au budget de l'entreprise pour leurs avis et conseils, mais aux postes de commande de compagnies à la recherche de mains expérimentées pour les guider dans les périodes difficiles. Peu nombreux, relativement, parmi les PDG, semble-t-il, sont les Ulysse businessmen, « pleins d'usage et raison », prêts à retourner chez eux pour le « reste de leur âge ».

PATRON ALLEMAND CHEZ LES CHINOIS

de Pékin, Patrice de Beer

POUR la première fois depuis la proclamation de la République populaire, un étranger se trouve à la tête d'une entreprise chinoise. Après 1949, les PDG étrangers, considérés comme les agents des trusts capitalistes et impérialistes, avaient été priés de quitter le pays. L'expérience de Werner Gerich, un retraité ouest-allemand de soixante-cinq ans, est donc exemplaire.

Cet ingénieur, diplômé en 1940, qui avait auparavant travaillé comme directeur d'une usine de moteurs en Egypte, est arrivé au début du mois de septembre dernier dans la ville industrielle de Wuhan, sur le Yangtsé, cité pionnière de la réforme économique.

Werner Gerich a été recruté comme consultant à la suite d'un accord conclu entre le maire de Wuhan et celui de Duisbourg, en vertu duquel la ville industrielle de la Ruhr enverrait une centaine d'ingénieurs retraités aider à la modernisation des usines de Wuhan.

Deux mois après son arrivée dans l'usine de moteurs diesel de Wuhan, Werner Gerich avait produit une telle impression sur son personnel et sur les responsables de la municipalité qu'il était promu directeur de l'entreprise,

disposant ainsi de tous les pouvoirs d'un manager chinois. Et même plus.

En l'absence du directeur en titre — en congé-formation, et qui sera ensuite affecté ailleurs, — il a immédiatement repris les choses en main dans cette usine au bord de la faillite, où 2 000 ouvriers produisaient péniblement 20 000 moteurs par an. Un mois plus tard, les profits mensuels avaient triplé. Au bout de quatre mois, la production avait augmenté de 30 %. Il faut dire que ce dynamisme retraité allemand décida d'employer des méthodes révolutionnaires en Chine, même si elles peuvent nous paraître bien banales.

Il commença par exiger que les contremaîtres et les cadres arrivent dans les ateliers avant les ouvriers, donnant lui-même l'exemple en arrivant le premier à l'usine. Il leur demanda ensuite de passer, comme lui, la plupart de leur temps dans les ateliers et non confortablement installés dans leurs bureaux à boire du thé et à lire les journaux, comme ils en avaient l'habitude. Il interdit aussi aux ouvriers de lire le journal pendant leurs heures de travail.

« Werner Gerich n'a pas de secrets, il lui a simplement fallu du courage », a dit de lui un

directeur d'usine chinois, sans doute dans l'impossibilité d'imposer à son personnel de tels changements.

Ensuite, prenant toujours sa mission au sérieux, il renvoya son chef ingénieur et l'inspecteur en chef du contrôle de qualité pour incompetence, ce qu'un PDG chinois n'oserait pas souvent faire — surtout s'ils sont membres du Parti communiste — et promut à leur place de jeunes techniciens plus compétents et dynamiques. Il a ainsi résolu en quelques mois et avec des méthodes simples des problèmes que ses prédécesseurs avaient été incapables de surmonter. En témoignage de remerciement, les dirigeants chinois, qui ont accordé une publicité considérable à cette expérience, ont fait Werner Gerich « citoyen d'honneur de la République populaire », privilège accordé jusque-là seulement à deux étrangers, « amis » de longue date de la Chine.

Cette expérience est actuellement la seule dont parle la presse chinoise. Mais le champ pour ce type de coopération est vaste en Chine. Les entreprises à moderniser se comptent par dizaines de milliers. La gestion en est ici à ses premiers balbutiements, en dépit de la création récente d'instituts de

formation. Parfois, il suffit d'apprendre le B.A.-BA et quelques recettes de base pour débloquer des situations inextricables, faire grimper une productivité extrêmement faible et une production insuffisante, permettant ainsi aux entreprises de dégager les profits indispensables aux investissements et à l'incitation des ouvriers à travailler plus et mieux.

Ce qui semble avoir fait la différence, dans le cas de Werner Gerich, c'est son expérience du terrain, le fait qu'il savait se « salir les mains », qu'il passait le gros de son temps au contact direct de ses ateliers et de leurs problèmes, et qu'il savait, et oser, prendre des décisions, y compris au détriment de ses collaborateurs directs. En dépit des nouvelles directives et de la promotion de directeurs plus jeunes, la séparation est telle entre ouvriers et cadres dans cette Chine communiste que nombre de responsables préfèrent rester dans leur bureau, se livrant à un travail administratif ou théorique, et transmettant leurs instructions par un réseau d'intermédiaires — contremaîtres, syndicats, cellules du parti. La force de Werner Gerich vient de ce qu'il ne se sent pas tenu par toute cette hiérarchie.



مركز الأمل

NOUVELLE

LES GENS DE L'ENTRE-DEUX

par Michèle Delaunay

La frontière n'était tracée nulle part ailleurs que dans les cartes, et avec un certain arbitraire. A regarder scrupuleusement le paysage, personne ne pouvait dessiner du bout du doigt la ligne qui séparait les deux pays. Aucun relevé topographique n'avait été fait, et l'on n'avait jamais situé cette ligne au gros chêne ou à la maison du guide, encore moins y avait-on déposé de bornes ou fixé de panneaux. On savait seulement que là-bas, loin derrière, c'était l'autre pays, et entre l'endroit d'où l'on regardait et ce là-bas étranger, il y avait plusieurs kilomètres.

Ces terres étaient habitées par une population peu ouverte à l'idée de nationalité et dont la campagne alentour constituait la patrie. Le recouvrement des deux pays en formait un troisième, descendant de la montagne vers la côte, et les bergers d'Aranches ou d'Irua étaient comme les pêcheurs de Berrocal ou d'Azma, des hommes de l'entre-deux.

Curieusement, cette région était aimée de beaucoup d'hommes qui, au contraire d'être apatrides, avaient plusieurs patries et que l'histoire ou l'aventure personnelle avaient déplacés de l'une à l'autre et quelquefois fixés dans une autre encore. Ils avaient, semble-t-il, du goût pour ces terres où l'on parlait plusieurs langues, quand on parlait, mais où l'on se sentait devenir d'un chauvinisme farouche dès qu'un s'éloignait ou qu'on n'était plus entre soi. Beaucoup de ces citoyens du monde venaient là, passaient quelques jours ou quelques mois. Certains s'y installaient. Cela pourtant n'était pas le plus simple. Les gens de l'entre-deux aimaient recevoir, mais ils n'étaient pas sans réticences quand il s'agissait d'acheter leurs terres.

Les familles étaient vastes et traditionnelles. A Onesti, il n'y en avait pas plus d'une vingtaine à l'époque où le médecin s'y installa. Onesti était situé au cœur de l'entre-deux, à mi-hauteur entre la montagne et la mer, là où la terre est déjà déformée en courbes amples qui progressivement se resserrent en vallées, et devait être particulièrement proche de la ligne de frontière, mais personne n'y accordait d'importance.

Le médecin s'y installa. C'était un homme entre quarante et cinquante ans. Son allure était jeune et son visage marqué. Il pouvait aussi en avoir près de soixante, mais peut-être beaucoup moins. Cette absence d'âge — qui est le privilège de quelques-uns, n'est jamais sans intérêt. Le médecin fit le tour du village pour se présenter et eut l'intelligence — mais peut-être était-ce seulement dans sa nature — de ne pas chercher à acheter une demeure, mais de demander qu'il lui soit loyer un toit pour exercer sa profession. Au village, cela jona beaucoup en sa faveur. Il n'y avait pas de médecin à moins de vingt kilomètres, et, après avoir échangé quelques phrases et de nombreux regards, les paysans s'accordèrent pour ne pas lui refuser sa chance. Il n'y eut que quelques vieux qui dirent qu'il était étrange, quand même, qu'il vienne ici. On trouva une maison et on lui fit des conditions très favorables pour le dissuader de devenir propriétaire car, à la longue, on savait bien que quelqu'un lui aurait cédé une part d'héritage ou un morceau de terrain inutile. Il installa son cabinet et sa chambre dans les pièces qui s'ouvraient à l'arrière, sur le contrefort de montagne. D'après lui, la frontière devait le traverser, il avait étudié les cartes, il interrogeait les gens, on lui disait : « La frontière ? La frontière... » et, quand on était finalement obligé de répondre, ce n'était jamais davantage que « c'est bien possible... là où ailleurs... » Il renonça à en parler. Les hommes de



l'entre-deux ne se méfiaient pas de lui. Il travaillait avec conscience et se déplaçait obligamment. Les enfants furent soignés et nourris mieux qu'ils ne l'avaient jamais été. Les femmes s'occupaient d'elles-mêmes, et les hommes acceptèrent de confesser leurs maux qu'ils avaient l'habitude d'endurer en silence. Le médecin ne refusait pas non plus son conseil ni sa main auprès des animaux, et cela fut porté à son crédit.

La façade qu'il avait choisie d'occuper n'était affroutée, à aucune habitation, rien que le lourd contrefort de la montagne et son ombre la nuit du jour. Il arrivait qu'un paysan passe par là en rentrant des alpages le soir, à une heure très tardive, et il voyait la fenêtre centrale éclairée, là où on savait que le docteur avait sa chambre. Le village en parlait. La femme qui s'occupait de son ménage signala deux étagères de livres à côté d'une petite table dont le tiroir restait fermé, quelquefois des papiers froissés dans la corbeille. Rien de très anormal, cet homme venait d'ailleurs, il avait étudié, il fallait bien qu'il eût des livres.

On se posait des questions pourtant sur ces nuits courtes, et on aurait préféré qu'il prenne une femme. Il allait en ville deux ou trois fois le mois et ce devait bien être pour cela ; mais ce n'était pas une vie normale. Rien ne lui fut dit car la population était secrète et renfermée, mais le choix général se porta sur une fille du village qui commençait d'avancer en âge, avait refusé plusieurs prétendants et paraissait rêveuse. La jeune fille devina ce que l'on murmurait, mais personne ne savait ce qu'elle-même pensait.

Le docteur en entendit parler à peine un peu trop, mais assez finement, il était considéré et les hommes n'étaient pas grossiers. Quand il la rencontrait, il n'était pas totalement naturel. Installé depuis cinq ans, il paraissait satisfait, et, quand il sentait cet élément nouveau s'insinuer autour de lui, il se mit à veiller encore un peu plus tard et à s'absenter plus souvent en ville.

La jeune fille, qui était mûre, sensée et assez directe, ne le salua plus d'un mot mais de quelques phrases. Elle lui dit qu'elle

connaissait chaque arbre et qu'elle aimerait qu'il l'accompagne dans ses promenades. Il répondit seulement : « Pourquoi pas ? », et c'était très précisément ce qu'il pensait. Tantôt ils montaient vers la montagne des matins entiers, rentrant fourbus et somme toute assez gais, tantôt ils allaient de champs en champs, et elle disait ceux dont on ne savait à qui ils appartenaient, ni même à quel village, et que l'on considérait comme la propriété de tout l'entre-deux ; tantôt ils s'éloignaient, ils n'allaient pas jusqu'à la mer, mais ils la voyaient d'en haut border en ligne continue ces terres vertes. Ils attendaient que le soleil se couche. Elle lui fit connaître toute la longueur de cette bande indécise où pouvait être la frontière. Il l'aima.

D'abord, cela ne lui pesa point. Ils ne se voyaient que loin du village. Elle lui parlait des gens et des choses qui faisaient de l'entre-deux un pays à part, aux racines mixtes et mêlées. Elle ne l'interrogeait sur rien de personnel ou d'antérieur à sa venue. Lui ne parlait que du jour-le-jour, de ce qu'ils voyaient, d'elle quelquefois.

Ils respiraient les parfums de la nature, salés ou fleuris, que les vents leur apportaient. A l'automne, ils ne purent sortir tant. Le froid venait vite sur les pentes exposées d'Onesti. A la fois sans pouvoir se l'empêcher et sans le vouloir vraiment, il la laissa venir chez lui. Elle était naturellement discrète, pourtant elle regardait autour d'elle comme une femme regarde une maison qu'elle ne connaît pas. Rien ne lui déplut. Le médecin n'avait pas échangé grand-chose de cette maison, et elle le ressentit obscurément comme une preuve de respect. Mais lui était mal à l'aise. Il se forçait à être prévenant et à l'écouter, mais il sentait qu'elle se forçait et qu'elle devait le sentir aussi. Il ne parvint jamais à l'aimer dans sa chambre qui était la seule pièce où, en plus des livres, on trouvait des signes coquets de son privé, et, quand dans l'embrasure de la fenêtre elle regardait ce pays qui était le sien, lui cachant le contrefort de la montagne et le pointillé qu'il avait imaginé dessus, il lui en voulait de quelque chose d'indéfinissable, d'autant plus étrange qu'il l'avait aimée au contraire de suivre avec

lui cette frontière incertaine, dans la liberté des champs ouverts et sous le souffle du grand air.

Elle vint moins souvent. Le village parut s'en apercevoir, et lui crut deviner un obscur reproche dans les regards. Il était mécontent de lui et triste, pourtant il était presque certain d'aimer cette grande fille réservée et saine. Mais cela n'allait plus sans questions. Il la voyait, quand il s'apercevait qu'il ne l'écoutait pas, qu'il était ailleurs, il devenait brusque et désagréable.

Le s'éloigna quelques jours sous un prétexte. Ce fut purement une coïncidence, elle qui ne l'avait jamais été fut malade pendant tout le temps de son absence. Elle lui manqua, et il revint plus tôt que prévu, heureux, pensant qu'il était guéri. Il apprit aussitôt par la femme qui s'occupait de sa maison qu'elle était allée et qu'on avait appelé le médecin d'Aranches. Il eut un sentiment nouveau de proximité, de compassion personnelle et il fut heureux d'accourir chez elle. En marchant, il répétait son prénom, et par son prénom aussi il demanda à la voir tout de suite. La fièvre était tombée. Il n'y avait rien d'inquiétant. Elle n'eut même pas l'idée d'un reproche. Elle était contente de le voir chez elle. Il fut heureux complètement tout un moment. Le père, qui avait vu la précipitation avec laquelle il était venu, s'adressa à lui sur un ton différent, et la mère l'invita à partager leur repas. La jeune fille, qui le connaissait mieux, eut une crainte, mais elle en était contente aussi. Elle se leva pour les rejoindre.

Le repas fut contraint. Il était aimable, il n'y avait rien à lui reprocher. Il parla des cultures, des animaux, de la maladie, de la santé. On lui parla de l'enfance de la jeune fille, des temps anciens et du monde qui va son chemin.

Il parut brisé par un sentiment d'impuissance. Le soir, il resta longtemps à sa table sans rien faire. Pendant plusieurs jours, il ne la vit pas. Il comprit qu'il ne pouvait appartenir à rien que par une part de lui-même : il travaillait dans ce village, mais il ne pouvait y prendre, ni y donner rien d'autre que son travail.

Le médecin alla voir la jeune fille après une nuit sans sommeil où il avait pesé le possible et l'impossible, la part que le désir et la volonté, joints comme deux mains, pouvaient encore changer de ce qu'il était devenu ou qu'il avait toujours été. Il l'emmena chez lui. Ils marchèrent côte à côte sans rien dire, et, avant d'être arrivés, il eut le pressentiment qu'il ne servirait à rien de dire. Ils s'assirent à la table comme on le faisait au village et comme ils l'avaient fait souvent, et il parla. Il parla des frontières qu'il avait traversées, et d'une autre qu'il ne connaissait pas encore, où il voudrait s'installer. Il demanda : « Veux-tu me suivre ? » A la fois elle comprit et elle ne comprit pas. Elle lui dit : « Si tu veux, restons comme ça. » Et dans ce petit village, il sut que c'était un grand effort, qu'elle l'aimait aussi, mais qu'elle non plus ne pouvait pas aller plus loin. Il voulut la raccompagner, mais, à mi-chemin, elle pressa le pas et s'éloigna de lui avec un signe de la main.

Le mois suivant, un remplaçant vint et le médecin partit seul. Il y a non seulement des pays mais des hommes qu'une curieuse géographie a marqués et dont les attaches multiples leur rendent impossible d'appartenir à autre chose qu'à eux-mêmes.

• Michèle Delaunay est médecin. Elle a publié un recueil de nouvelles, *la Route droite*, chez Gallimard en 1975.

VERS L'ORIENT

LES MENSONGES DES TROIS « SAGES »

par Roland Jaccard

CHACQUE année, un vent d'est, balayant sur son passage évangiles et églises, christianisme et éthique occidentale, amène de l'Orient une moisson d'ouvrages qui ne brissent qu'une seule devise : « Place, place à l'Eveil du monde ».

Nul doute que la vogue de la sagesse orientale a trouvé ses néophytes, parfois zélés, souvent naïfs, qui croient qu'après trois mois au Taj Mahal et de brèves excursions à Bénarès, ils peuvent repartir tranquilles, les bagages bourrés de sagesse, et qui, si par malheur ils se convertissent à la méditation, prennent le yoga pour une variante originale de la gymnastique.

Les livres, de toute tendance et de tout genre, sont là pour crier gare. « Attention ! » est le titre d'un texte inédit d'Alexandra David-Néel que Marc de Smedt a eu l'excellente idée de publier dans un ouvrage collectif, *L'Orient intérieur, la sagesse impartie* (1).

Comme les autres personnalités — Arnaud Desjardins, Serge Christophe Kalm, Edgar Morin, Roland Rech — invitées par Marc de Smedt à témoigner de leur rencontre avec le bouddhisme sous toutes ses formes, Alexandra David-Néel souligne avec force que la méditation bouddhiste n'a aucun rapport avec les acrobaties mentales ou physiques ; tout est affaire de concentration et d'attention : « De même que l'on ne peut logiquement dénommer chrétien un homme qui ne prie pas, celui qui ne médite point n'a aucun véritable droit de s'intituler bouddhiste ».

Entre Alexandra David-Néel, la pionnière, et nos contemporains, voyageurs inlassables et explorateurs infatigables de l'univers du bouddhisme, maints autres Européens furent attirés par l'appel de l'Est. Parmi eux, un ancien professeur de psychologie à l'université de Kiel dont l'itinéraire spirituel est exemplaire : Karlfried Graf Dürckheim.

Apprentissage du corps

Etudiant en économie politique puis en philosophie, Dürckheim cultivait Carl Gustav Jung et Maître Eckhart, avant sa fulgurante rencontre avec Lao-Tseu, à l'âge de vingt-quatre ans : « Maître Eckhart, Lao-Tseu, Bouddha, la grande expérience qui les avait frappés, n'était-elle pas fondamentalement la même ? » Jugé politiquement indésirable par les nazis, Dürckheim fut envoyé au Japon en 1938. Cet exil favorisa l'approfondissement de ses recherches et détermina sa conversion définitive au bouddhisme.

De retour en Allemagne en 1948, Dürckheim fonda en Forêt Noire le centre de culture et de psychologie essentielle, où il mit en œuvre une « thérapie initiatrice », exposée dans son dernier livre, *Pratique de l'expérience spirituelle* (2), et fondée sur la recherche, aussi bien théorique que pratique, de l'« Etre essentiel » — une variante de la nature-Bouddha dans le zen — que chacun de nous porte en lui et par lequel la vie « surnaturelle, inconditionnée, voudrait s'épanouir dans le monde ».

Cette quête passe par un apprentissage du corps : « Curieusement, l'Extrême-Orient, qui considère l'incarnation comme un mal fondamental, fait toujours passer la rédemption par l'exercice du corps, alors que, dans l'Occident chrétien, pour lequel l'Incarnation, l'Esprit fait chair, est le thème central, le corps est toujours considéré comme l'adversaire, le perturbateur, sur le chemin du salut ». Le corps que l'on a, si dénigré en Occident, se trouve substitué par le corps que l'on est, accepté comme menant vers l'Etre essentiel.

Cette recherche, qui peut sembler par trop théorique, voire métaphysique à d'aucuns, est en fait l'une des expériences les plus ancrées dans le quotidien, les plus adaptées à la vie dissipée de l'Occident. Dans les entretiens, intitulés *L'Esprit guide* (3), qu'il accorda à Frantz Woerly, Dürckheim aborde des thèmes comme la crise économique, le chômage, l'avortement, ou la sexualité, en les rattachant au désespoir existentiel.

Bouddha, Bodhidharma, Confucius : miracles, légendes, mensonges et prodiges. Voici trois « sages », trois fondateurs sans la connaissance desquels le néophyte occidental ne peut espérer une vraie approche de l'Orient. Roland Jaccard en rappelle ici les grands traits historiques et les lignes spirituelles essentielles.



Le Bouddha couché des collines du Dazhi dans le Sichuan (Chine populaire).

Bouddha, considéré comme un dieu par certains, est parfois méconnaissable, tant il est métamorphosé par ses disciples trop zélés. Comment vous figurez-vous Bouddha ? Comme le descendant d'une riche famille aristocratique, au visage un peu gras, au teint pâle, aux cheveux noirs bouclés, aux yeux somnolents ?

Erreur, répond André Bareau, auquel nous devons désormais un ouvrage de référence sur le Bienheureux : *En suivant Bouddha* (4). Professeur au Collège de France, spécialiste incontestable du bouddhisme, André Bareau, à travers les textes de la littérature canonique du bouddhisme ancien, nous présente le Bienheureux dans sa vie et dans son enseignement, en relevant les erreurs, les inventions, et les contradictions que révèlent les manuscrits, rédigés par des disciples soucieux de retoucher le portrait, parfois trop humble, de leur maître.

Né avant le milieu du sixième siècle avant notre ère à Kapilavastu, un village situé au nord de Bénarès, à la frontière indonépalaise, le futur Bouddha appartenait à la tribu des Çakya. Il n'était pas ce prince riche et puissant qu'a forgé la légende, mais le fils d'un simple hobereau : « C'était un homme au corps mince et nerveux, mais solide et résistant, au visage maigre, sinon émacié, au teint hâlé », précise André Bareau.

Marié et père d'un enfant, Bouddha quitta sa famille pour mener l'existence errante d'un moine mendiant : « J'ai quitté la vie laïque et ma famille pour rechercher la Voie de la Délivrance, car je désire franchir cet océan de souffrances intenses que sont les naissances et les morts ».

Selon la légende, assis sous un figuier pipplal, Bouddha aurait atteint l'Eveil après une longue nuit de méditation.

Le sermon de Bénarès, qui marque les débuts de sa prédication, résumait d'emblée toute la doctrine bouddhiste qui sera enseignée des siècles durant : « Il y a quatre saintes vérités : la sainte

vérité de la douleur, la sainte vérité de l'origine de la douleur, la sainte vérité de la cessation de la douleur, la sainte vérité du chemin qui mène à la cessation de la douleur ».

Vers 480 avant notre ère, Bouddha mourut près de Kusinagara, le processus de divinisation commençant dès lors et, au lieu de l'enterrement très humble du Bienheureux entré enfin dans le parinirvāna (l'extinction complète), les disciples brochant le tableau de funérailles grandioses, accompagnées de prodiges, et rythmées par des éloges que prononcèrent de nombreuses divinités : « Les Dieux et les hommes sont effrayés, leurs vêtements et leurs poils se hérissent. Doué de toutes ses qualités au complet, l'Eveil parfait s'est éteint ».

Heureux qui, à travers ces textes canoniques, découvriront, non seulement une « religion » sans Dieu et, comme l'écrit André Bareau, une « doctrine rationnelle, offerte et utile à ceux qui sont capables de la comprendre, et non à ceux qui se contentent d'y croire », mais encore toute une littérature méconnue. Car le bouddhisme n'est point une collection de sermons austères et indigestes. Les contes, les paraboles et même les légendes brodées par les disciples cachent une philosophie bien plus percutante que minimes autres doctrines bavardes, stériles et dogmatiques.

Neuf ans devant un mur blanc

Bodhidharma, autre fondateur d'une « religion athée », le tch'an (le zen en japonais), fut, à l'égal de Bouddha, victime d'une divination parfois outrancière et naïve : selon ses disciples, il se serait éteint à l'âge de cent cinquante ans et aurait ressuscité quelques jours après sa mort. Dans un livre — un peu touffu mais passionnant — sur *Les Maîtres du tch'an en Chine* (5), deux auteurs japonais, M. et M. Shibata, suivent les traces de Bodhidharma à travers des manuscrits anciens et se livrent à une étude comparative des textes pour en

réponses tout à fait insolentes : « Ce type qui parle de choses obscures ». Le rire et l'irrespect sont les armes du tch'an pour détruire toute notion de sacré.

Si le bouddhisme zen s'est répandu partout dans le monde, le confucianisme a trouvé portes closes en Occident : sa réputation de religion officielle, largement utilisée par certains Etats pour maintenir l'ordre social et politique, et l'image d'un Confucius moralisateur, sévère et pédant,

suprémacie, elles furent tour à tour érigées en religion officielle, au gré de l'humeur des empereurs et impératrices. Les débats sur les trois enseignements passionnèrent les cours chinois, et des moines rivalisaient d'adresse en composant des manifestes intitulés : *Thèse démontrant le ridicule du Tao ou la Conversion des Barbares par Lao-Tseu*, texte qui fut, pendant longtemps, le point de discorde entre les bouddhistes et les taoïstes.

« La nature des êtres vivants n'est point la même pour tous ; certains s'envolent dans les cieux tandis que d'autres s'enfoncent dans les eaux. Aussi les sages possèdent-ils trois sortes de filets pour prendre les humains, à savoir : le bouddhisme, le taoïsme et le confucianisme », écrivait en 796, Kukai, un moine japonais, dans la *Vérité finale des trois enseignements* (7), un récit ou plutôt un conte, à la fois original, drôle et instructif.

Sieur Corne de Lapin — surnom que Kukai s'octroie — a un vilain cousin, Croc de Sangue, débauché, violent, ivrogne, insolent ; un beau matin, ils vont consulter le renommé docteur Poil de Tortue, un disciple de Confucius. Ce dernier vante les mérites de la vertu, du travail, et de l'étude, qui procurent un salaire, tandis que la vie dissolue n'apporte ni honneur ni renommée, et enseigne à Croc de Sangue la « nécessité de se faire un nom et de réussir dans la société ». Sur ce, intervient l'ermite Ultra-Vide, défenseur des doctrines taoïstes ; la gloire n'est rien, le corps est tout.

L'ermite Ultra-Vide apprend à ses auditeurs bon nombre de techniques pour conserver leur corps et devenir immortels : « Si, vous conformant au Tao, vous obtenez ces techniques, ouïssez-vous rajoutez votre corps, changez la couleur de vos cheveux et allongez la durée de votre vie, repoussant la date de votre mort ».

Au moment où le docteur Poil de Tortue, Croc de Sangue et l'ermite Ultra-Vide ébauchent les louanges du taoïsme, arrive, comme par hasard, le moineillon Non d'Emprunt — c'est un surnom souvent donné à Bouddha, — un moine mendiant bouddhiste. Balayant un revers de main les doctrines de Confucius et de Lao-Tseu, il expose l'enseignement de Bouddha et conclut : « Comment donc les petites techniques de vos immortels et le vent léger du confucianisme qui soulève à peine la poussière de ce monde séculier mériteraient-ils qu'on en parle ? Comment mériteraient-ils le succès ? »

(1) *L'Orient intérieur, la sagesse impartie*, sous la dir. de Marc de Smedt, éd. Autrement, 169 p., 69 F.

(2) *Pratique de l'expérience spirituelle*, de Karlfried Graf Dürckheim, trad. de l'allemand par Catherine de Bove, éd. du Rocher, 259 p., 90 F.

(3) *L'Esprit guide*, Entretiens avec Dürckheim, par Frantz Woerly, éd. Albin Michel, 208 p., 37 F.

(4) *En suivant Bouddha*, d'André Bareau, éd. Philippe Lebaud, (28, rue Fortuny, Paris 17^e), 290 p., 120 F.

(5) *Les Maîtres du tch'an en Chine*, de M. et M. Shibata, éd. Maisonneuve et Larose, (15, rue Victor-Consin, Paris 5^e), 225 p., 120 F.

(6) *La Grande Etude*, de Tieng-Tseu. Avec le commentaire traditionnel de Tchou-Hi. Introd. et trad. de Martine Hasson, éd. du Cerf, (29, bd Latour-Maubourg, Paris), 93 p., 58 F.

(7) *La Vérité finale des trois enseignements*, de Kukai, trad. et commentaire de Allan Georges Grapard, éd. Poésie, diffusion Payot, 121 p., 78 F.

A signaler également : — *Tao mystérieux et grand*, de Vincent Serravallo, éd. Sand, 147 p., 59 F. Le regard d'un abbé sur le taoïsme. — *La Vie à la lumière du bouddhisme*, de Daikoku Ikeda, trad. de l'anglais par Paul Contrarian, éd. du Rocher, 328 p., 98 F. La science moderne en harmonie avec le bouddhisme.

— *L'Atôme de feu*, d'Irina Tweedie, éd. L'Original, 335 p., 95 F. Le journal d'une femme, d'origine russe, sur sa libération grâce au soufisme, découvert en Inde.

ant dissuadé les amoureux de l'évasion exotique.

Confucius et l'embrigadement

La Grande Etude (6), attribuée à un des disciples directs de Confucius, Tseng-Tseu, est à la fois un éloge et un résumé des doctrines de maître K'ong. Martine Hasson, à qui nous devons la traduction du texte et de son commentaire par Tchou-Hi, lettré du douzième siècle, note dans son excellente préface, très éclairante pour le profane, que le confucianisme, plus complet, selon Tseng-Tseu, que le taoïsme et le bouddhisme, intègre la nécessité du progrès spirituel à une éthique sociale et politique.

Confucius (551-479 avant J.-C.), qui vivait dans une période très agitée où les Etats féodaux engageaient une lutte fratricide pour conquérir la suprématie, prit pour exemple la dynastie des Tcheou, fondée en 1111 et représentant le parfait équilibre politique, pour prôner le retour à la vertu, fondement de la paix et de l'ordre. L'affirmation de soi — une fois la vertu acquise — conduit à la piété filiale et à l'amour du pays, le souverain étant le père de ses sujets.

Il n'est point surprenant qu'une telle doctrine, aux allures d'embrigadement et de soumission, n'ait guère suscité d'enthousiasme en Occident, où, tous, nous rêvons de franchir en fraude les frontières de l'Asie, d'entrer, comme Alexandra David-Néel la fugueuse, par effraction dans Lhassa, la ville interdite, de nous réfugier dans des monastères dépeuplés, de contempler, des années durant, un mur blanc, ou de nous assourir au pied de l'arbre de l'Eveil, loin de la rumeur du monde...

Constituant trois formes de religion originales, le bouddhisme, le confucianisme et le taoïsme ne parvinrent guère à coexister de manière pacifique. En Chine, où les trois doctrines luttaient pour la

RENCONTRE

LE 1^{er} AOUT 14-18

L'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1^{er} août 1914, à la France et à la Belgique le 3. L'Autriche l'avait précédée le 28 juillet en déclenchant les hostilités avec la Serbie. La Grande-Bretagne entre dans la tourmente le 4 août. Commence la Grande Guerre, la guerre totale, la guerre mondiale. Quelle conscience en avaient les belligérants ?

A PLUS de sept décennies de distance, une question hante l'esprit : comment tout cela a-t-il été possible ? Dans quelles circonstances les barrières sont-elles tombées pour permettre les tueries de la grande guerre ? Quels ont été avant 1914 les moyens mis en œuvre pour créer un Etat dans lequel des hommes se sont tués les uns sur les autres pour s'entretenir, lit-on en introduction au livre 1914 : les psychoses de guerre ?

Sous ce titre, viennent d'être publiés les actes d'un colloque international réuni en 1979 à l'université de Rouen, par l'Institut Goethe de Lille et par l'Institut historique allemand de Paris (1) : des historiens britanniques, allemands et français, venus des trois nations d'Europe occidentale engagées dans le conflit, ont analysé l'état d'esprit qui régnait à la veille et au début de la guerre 14-18.

Karl-Ferdinand Werner, historien, spécialiste du monde franc, est notamment l'auteur du premier tome intitulé *Les Origines de la nouvelle histoire de France*, publié chez Fayard sous la direction de Jean Favier. Il dirige l'Institut historique allemand de Paris. Il explique ici l'origine du colloque de Rouen et ses conclusions.

Comment est née l'idée de ce colloque ?

— A vrai dire, cette idée est venue d'abord à Johannes Vanderschueren, alors directeur de l'Institut Goethe de Lille. Quand il est arrivé dans cette ville, il a vu des cimetières immenses avec les milliers de croix des gens tombés des côtés britannique, français et allemand. Il s'est donc posé la question de savoir comment cela avait été possible. Il est venu me voir à l'Institut historique de Paris et m'a demandé comment organiser un colloque sur cette catastrophe européenne.

Je lui ai répondu qu'on avait pas mal discuté des origines de la première guerre mondiale, dans le sens des responsabilités. Pour innover un peu, je lui ai proposé d'examiner plutôt l'aspect psychologique. Il a été tout de suite d'accord. Nous avons donc étudié les « psychoses de guerre », c'est-

à-dire l'état d'esprit des grandes nations à la veille et au début de la guerre.

— Le titre de vos travaux semble confirmer l'idée traditionnelle de peuples prêts à se jeter les uns sur les autres ?

— Il faut absolument faire une distinction. Nous avons constaté pendant cette réunion tripartite que finalement il y a eu plusieurs phases dans l'évolution des esprits.

— On constate d'abord une phase de préparation de la guerre, pas dans le sens d'une préparation pour un conflit immédiat, mais comme un entraînement dans l'éventualité de la guerre, préparation qui a duré pratiquement pendant toute la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Sur ce point-là, j'oserais dire que jamais auparavant il n'y avait eu une telle préparation systématique en vue d'une guerre qu'il fallait absolument gagner, comme ce fut le cas à cette époque-là, en France comme en Allemagne.

Il fallait préparer la jeunesse au sacrifice suprême pour sauver la patrie. Les recherches qui sont menées actuellement dans les deux pays confirment cette analyse en ce qui concerne l'enseignement, surtout au niveau primaire, mais aussi secondaire.

— Ensuite, il y a eu un autre phénomène psychique au début de la guerre : le fameux phénomène du mois d'août 1914. Dans toutes les grandes cités des puissances belligérantes, Moscou, Saint-Petersbourg, Londres, Paris, Berlin, mais aussi Munich, etc., il y a eu des rassemblements de masses enivrées par l'idée que le moment était venu de faire la guerre.

— Quel était leur état d'esprit ?

— C'était presque un soulagement pour beaucoup de gens, qui pensaient que, après une période au cours de laquelle la vie du peuple s'était considérablement compliquée, on allait enfin retourner à des choses simples. Une action qui allait redonner un sens à la vie et même à la mort. C'était le retour à une vie qui allait faire redécouvrir l'esprit de communauté.

Ce fut vraiment — il faut le prendre comme cela — émouvant de voir les gens des deux côtés prêts à un grand sacrifice, mais également — il ne faut pas l'oublier — prêts pour une guerre qu'on s'imaginait aussi brève que victorieuse.

Pour analyser la situation dans les trois grands pays d'Europe à la veille de 1914, vous vous êtes essentiellement appuyés sur l'étude des diverses opinions publiques concernées : il s'agissait de mettre en lumière

caractère de la guerre depuis la Révolution française, devenue l'affaire du peuple tout entier avec la conscription nationale, ainsi que l'apparition d'une conscience nationale inconnue auparavant sous cette forme.

— On constate en effet un certain belicisme dans tous les pays, en France comme en Allemagne. Mais j'ai pu observer une particularité ou une spécificité allemande. A cette époque, l'esprit nationaliste est assez échauffé, et il s'agit de défendre la

qu'il s'agit là d'une mentalité d'une extrême importance et qui est, avec d'autres facteurs, particulièrement à l'origine des souffrances de l'Europe du vingtième siècle.

— Malgré le nationalisme exacerbé, et même le belicisme d'une fraction de l'opinion, tant en France qu'en Allemagne, l'attitude de chacun des deux pays face à la guerre avant 1914 était donc très différente. Quelles ont été les réactions en France, passé l'enthousiasme de

Grande-Bretagne, en Allemagne et en France, celle-ci a en fait éclaté au moment où toutes les tensions s'étaient relâchées. « Contrairement à une idée admise, soulignait Jean-Jacques Becker lors du colloque, ce serait plutôt la baisse de la psychologie de guerre que l'augmentation de son intensité qui aurait créé les conditions favorables à l'éclatement de la guerre. »

— C'est un phénomène curieux. En 1912, la crise européenne était telle que tout le monde pensait un peu à une guerre possible, presque immédiatement. Au début de 1914, tout s'était calmé comme par miracle, et l'été commençait dans une atmosphère plutôt tranquille, malgré — c'est incroyable, mais vrai — le fameux attentat et la mort de l'archiduc autrichien.

Pendant plusieurs semaines encore dans les différents pays, on a cru ou bien à la paix, ou bien à un conflit localisé. Et c'est finalement seulement vers la fin du mois de juillet qu'il fallut se rendre à l'évidence et constater le caractère désormais inévitable du conflit de plus en plus étendu étant donné que l'état-major général allemand demandait la traversée de la Belgique, ce qui provoquait en même temps l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Il faut donc distinguer les événements politiques et le conditionnement général, et cela aussi, je crois, est un peu le résultat de notre colloque.

— Quel enseignement peut-on tirer de vos travaux en 1985 face aux problèmes de guerre et de paix qui préoccupent beaucoup les esprits aujourd'hui ?

— Je crois que les réactions simples, en dépit de leur grande valeur morale, telle la réaction qui consiste à dire « plus jamais ça ! » sont profondes et touchantes, mais elles ne suffisent pas. Je crois que nous devons aller plus loin et étudier comme nous l'avons fait la situation de l'Europe autour de 1900, et là, le résultat est quand même assez accablant.

— A cette époque-là, une grande partie de l'opinion politique des différents pays était préparée à une guerre que l'on jugeait presque inévitable. Cela variait certes d'un pays à l'autre. En Allemagne, comme l'a souligné Wolfgang J. Mommsen, le fatalisme face à la guerre « n'était, en fin de compte, que le résultat de deux décennies d'agitation nationaliste que la politique officielle n'avait jamais été capable de contenir », et cette croyance était plus répandue qu'ailleurs. Mais c'était quand même un état d'esprit très dangereux pour la paix.

— Je crois que le devoir des hommes d'Etat est de veiller à ne pas provoquer de situation porteuse en soi du risque de guerre. L'idée essentielle ne doit pas être seulement de promettre d'aimer la paix, mais de travailler à faire naître les conditions politiques dominées par l'idée d'une coopération et d'un arbitrage plutôt que d'amener une situation conflictuelle qui ne permet plus finalement d'autre issue.

— Bien sûr, aujourd'hui, nous vivons l'âge atomique, qui est d'un côté terrible et d'un autre côté nous préserve, d'une certaine façon, d'une entrée trop facile dans un grand conflit. Les conditions ont beaucoup changé. Mais je pense que l'étude de la situation psychologique des différents nations est plus importante que celle des simples événements politiques.

Propos recueillis par DOMINIQUE WALTER.

(1) 1914 : les psychoses de guerre ? édité par le Centre régional de Rouen de documentation pédagogique. 258 pages. 150 francs.

les rapports entre l'opinion publique et les « décideurs » de l'époque.

— Exactement. Nous avons eu deux approches. L'une plutôt régionale, et il était normal, étant donné qu'on se réunissait à Rouen et que le point de départ avait été la région de Lille, que nous ayons des contributions de Robert Vandebussche (*Psychose de guerre dans le Nord ? 1910-1914*), de Marcel Boivin (*La Presse de Seine inférieure et l'Allemagne à la veille de la première guerre mondiale*) et de Jean Vidalenc (*Les Allemands en Seine inférieure avant 1914*).

— Ensuite, on a eu une approche plus générale, qui portait sur le climat politique pendant toute une période avant 1914, et là on a eu de remarquables études de Raymond Poidevin (*La Peur de la concurrence allemande en France, avant 1914*) et de Gerd Krumeich (*Psychose de guerre et calcul politique dans la France de 1913 : la crainte d'une « attaque brusquée » allemande*). Puis une autre contribution de Wolfgang J. Mommsen (*Le thème de la guerre inévitable en Allemagne dans la décennie précédant 1914*). Et c'est là peut-être que je ferais une remarque plus générale en ce qui concerne l'Allemagne.

— Votre propre contribution à ce colloque était intitulée *Attitude devant la guerre dans l'Allemagne de 1900*. Vous soulignez notamment l'émergence des opinions publiques avec la démocratisation de la société et la montée du pacifisme en faveur au dix-huitième siècle au profit du belicisme du dix-neuvième siècle. Vous insistez également sur le changement du

patrie ; mais il y a quand même une différence en ce qui concerne la place qu'on est prêt à donner à la guerre.

— La guerre, pour les Français, n'était pas une fin en soi. C'était un moyen de préserver la patrie et ensuite de reconquérir l'Alsace et la Lorraine. C'est déjà une grande différence entre les deux pays ; d'un côté, les Français, avec un but assez clair ; de l'autre, les Allemands, dont la politique mondiale allait amener les autres pays à se réunir finalement contre l'Allemagne.

— Mais surtout les Allemands voyaient dans la guerre le juge suprême de la valeur d'une nation. Ce qui est très grave, je crois. C'est évident.

— Ainsi, on avait l'idée, plutôt absurde, qu'une nation plus forte dans la guerre pouvait exiger des autres qu'ils lui cèdent la première place. Non seulement, c'était un principe dangereux pour tout le système politique européen, un peu comme de la dynamite ; mais cette attitude allait favoriser un esprit non pas vraiment guerrier mais plutôt un esprit qui admet une certaine fatalité. La guerre doit venir ; elle sera le juge suprême de notre valeur ; on ou la gagnera, ou on la perdra ; peu importe, il faut y aller. Voilà une mentalité extrêmement dangereuse.

— L'un des résultats de notre colloque a été de montrer qu'en dépit d'un amour de la vie tout aussi fort que chez les nations voisines, il existait en Allemagne un fatalisme face à la nécessité de la guerre, épreuve suprême devant apporter la preuve de la valeur de la nation. Force est de constater

début ? Comment la France envisageait-elle la guerre et comment a-t-elle vécu 1914 ?

— D'abord, Jean-Jacques Becker, dans une intervention magistrale basée sur son grand livre, 1914. *Comment les Français sont entrés dans la guerre* (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques), un livre pour lequel il avait étudié les rapports des préfets et, bien sûr, d'autres sources, a retracé « la genèse de l'union sacrée ». Il a parfaitement montré qu'à côté des gens qui, dans Paris, parcouraient les rues en disant « A Berlin ! », et qu'à côté des trains emportant des soldats convertis de fleurs, gristés par la perspective d'une guerre brève et victorieuse, il y eut des réactions tout à fait différentes dans l'ensemble de la population, surtout dans les provinces où les paysans furent obligés de quitter leurs familles.

— Cette guerre a été finalement ressentie en France plus tôt qu'ailleurs comme une lourde tâche et comme une grande menace qu'il fallait affronter et vaincre.

— C'est la différence entre une nation qui était depuis longtemps — si j'ose dire — la propriété du peuple, et une puissance comme l'Allemagne, encore caractérisée par des « facteurs féodaux ». L'Allemagne avec, à sa tête, une monarchie et une hiérarchie militaire qui, après les grands succès remportés par les Allemands et les Prussiens au dix-neuvième siècle, croyaient un peu à une politique de puissance avec l'assentiment d'un peuple auquel on refusait tout pouvoir de décision.

— S'il y a eu cheminement progressif vers la guerre — par des votes différents certes — en



Départ pour le front à Paris en août 1914.